

APPRÉHENSIONS POUR UN SCRUTIN SOUS HAUTE SURVEILLANCE P.2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

ACTUALITÉ
AUTREMENT
LITTE
MENT
VUE

P. 6 à 17

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : L'URNE FATALE ?

BELKACEM AHcene-DJABALLAH

L'Algérie a accompli un nouveau miracle

ABED CHAREF

UN MATIN D'AVRIL

HASSANE KENTABLI

ZAPPÉS LORS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE : MENDIANTS D'ICI ET D'AILLEURS

CHERIF ALI

Les «empreintes du GRAS» :
l'éclairage pertinent
des sciences sociales
MEROUANE BOUKRISSA

JE VOTE, TU VOTES, IL NE VOTE PAS

EL YAZID DIB

LE RÊVE D'UN JEUNE ET L'ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT !

KAMAL GUERROUA

■ De la difficulté de se guérir
d'un pays bien malade
AKRAM BELKAÏD

■ Avril 2004 :
les prémices d'une
réélection perpétuelle
A. BENELHADJ

■ Statut de la femme
musulmane : sujet actif
ou objet de consommation...
jetable
M. GUÉTARNI

■ Votez, votez, il en restera
toujours quelque chose !
BACHIR BEN NADJI

■ Fraude ou pas fraude ?
Entre le héros et
les mathématiques !
ABDELLATIF BOUSENANE

■ Délivrance
MAZOUZI M.

LA LUMIÈRE AU BOUT DU COMPTE

SALIM METREF

La République
et les Tic
YAZID HADDAR
Un trou au cœur
de l'Afrique



BAN KI-MOON
Secrétaire général
des Nations unies.



Election présidentielle Appréhensions pour un scrutin

sous haute surveillance

Pas moins de vingt-trois millions d'électeurs sont appelés à voter, aujourd'hui, dans un climat où la raison semble avoir cédé la place à la suspicion et à l'inquiétude.

Ghania Oukazi

Jamais élection, dans l'Algérie post-indépendante, n'a suscité autant d'inquiétudes et d'appréhensions comme celle dont le scrutin s'ouvre, aujourd'hui, pour la collecte de plus de 23 millions de voix, aux fins d'élire un président de la République. Après son ouverture pour la Communauté algérienne résidente à l'étranger ainsi qu'à travers les 167 bureaux itinérants pour les populations des régions du sud du pays, entre autres, les populations nomades, c'est le reste des wilayas qui attendent leurs électeurs pour exprimer leur vote au profit d'un des six candidats inscrits à la course pour occuper le siège du président, au palais d'El Mouradia. Il faut avouer que c'est un scrutin qui ne ressemble à aucun autre de ceux déjà organisés par le passé. En effet, c'est pour la première fois que les Algériens en craignent plus les conséquences que les résultats. L'on se rappelle que la plus forte fièvre électorale que l'Algérie a vécue, a été celle dont le processus a été enclenché en 1991, où pour la première fois, elle vivait des élections municipales pluralistes. Elections qui avaient donné comme vainqueur à la majorité, le Front islamique du salut, (FIS), le plus grand parti islamiste d'alors. Si les Algériens attendaient, à cette époque, les résultats avec impatience, ils n'avaient, par contre, jamais imaginé que leurs conséquences allaient basculer le pays dans le chaos.

Aujourd'hui, l'histoire semble vouloir se répéter, non pas en enregistrant une impatience pour les résultats mais pour voir de quoi sera fait le 18 avril, ce jour d'après élection.

UNE CAMPAGNE AFFREUSE, SALE ET MÉCHANTE

« Prions Dieu pour qu'il nous accorde sa Miséricorde, le 18 avril prochain, » espèrent beaucoup d'Algériens. « Pensez-vous que le pays va rester le même au lendemain de l'élection du 17 avril ? », interrogent d'autres. Il est évident que quels que soient les résultats, les candidats malheureux vont crier à la fraude. Mais, ce n'est pas tant la dénonciation de ce scandale qui dérange puisque c'est devenu une tradition. Ce qui angoisse les populations, ce sont, plutôt, les déclarations intempestives de certains milieux qui poussent à la déflagration du pays, si tel ou tel candidat ne l'emporterait pas. Déclarations et autres dérives qui ont été enregistrées, tout au long de la campagne électorale qui a duré 22 jours et a pris fin, dimanche dernier, à minuit.

De la dénonciation, l'insulte et la diffamation, à la délation, l'accusation et l'inculpation, jusqu'à im-

prégner les discours électoraux, de rancune et de haine. De telles attitudes ne peuvent être motivées que par de seules impulsions subjectives d'individus, plutôt aigris, et ce, quelle que soit la partie qui les adoptent. Attitudes affreuses, sales et méchantes.

Elles n'avaient, en tout cas, rien de politique. Les pays qui se respectent et les Etats de droit les qualifient d'« incitations à violence » contre lesquelles la justice doit s'auto-saisir. Ceci, parce qu'il y va de la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du pays qui, une fois menacées, seules les forces de l'Armée nationale sont, constitutionnellement, chargées de les protéger.

C'est d'ailleurs, ce qui s'est passé dans la wilaya de Ghardaïa, après les violents troubles qui l'ont secouée, pendant plusieurs mois.

LA CONJONCTURE DE TOUS LES DANGERS

Le ministère de l'Intérieur a dû passer la main à celui de la Défense en raison de l'enlisement de la situation sécuritaire, dans la région. (Voir « Le Quotidien d'Oran » du lundi 14 avril, page 2).

L'on avait appris que, même si après ce changement, les brigades anti-émeutes de la Sûreté nationale, en plus des brigades de la Gendarmerie (affiliées au MDN) restées déployées sur le terrain, ils avaient commencé à activer sur instructions, seules, du vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah.

Le patron de la DGSN, le général major, Abdelghani El Hamel, a donc, depuis, « arrêté d'instruire ses troupes pour ne pas faire doublant. » La visite, avant-hier, de Gaïd Salah, au Commandement général de la Gendarmerie nationale, a été, selon lui, pour rappeler « l'engagement de l'ANP, à réunir toutes les conditions de sécurité et de stabilité à la veille de ce rendez-vous électoral ». Le général de corps d'armée a souligné en substance « l'importance que revêt le corps de la Gendarmerie nationale, en tant que partie indissociable de l'ANP et l'un des piliers indispensables à la sécurité et la stabilité du pays. » Le scrutin d'aujourd'hui se tient sous haute surveillance tant la conjoncture actuelle est une des plus déléteres. Il est important de noter que ces dernières années, l'Algérie est entourée par des pays en guerre. Elle a toutes ses frontières face au feu. C'est la conjoncture de tous les dangers.

L'on apprend que toutes les forces de sécurité sont mises depuis, quelques jours, en alerte en prévision d'éventuelles perturbations du déroulement du scrutin d'aujourd'hui, mais aussi de l'après élection.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Les électeurs algériens, du moins ceux qui ont décidé d'accomplir leur devoir électoral, ont à éli-

re ce jour d'entre les six candidats qui ont sollicité leurs voix celui qui va être appelé à gouverner le pays pour les cinq années à venir. Tous ont la certitude qu'ils vont assister dans ce scrutin à un duel entre Abdelaziz Bouteflika, le président sortant, et Ali Benflis, l'ex-chef du gouvernement.

Ce duel qui n'est pas une surprise pour eux, ils le souhaitent « civilisé », c'est-à-dire ne devant pas donner lieu pour son résultat à des manigances qui travestiraient la vérité de la sanction des urnes. Il ne faut pas se voiler la face et nier que l'opinion publique n'est pas convaincue que le scrutin sera indemne de la tare de la fraude électorale qui a été systématiquement au rendez-vous des élections algériennes. Le contexte dans lequel cette fois les Algériens sont appelés à élire leur président est si lourd de menaces qu'une manipulation des urnes leur apparaît comme un crime et une faute politique qu'ils ne laisseront pas se commettre. Il est à espérer que le système ne sous-estime pas cette détermination populaire et a renoncé à considérer qu'il peut cette fois encore faire accepter un « hold-up » électoral sans trop de remous.

Le duel Bouteflika-Benflis ne se présente pas comme il le fut en 2004. A l'analyse de leurs campagnes électorales, il apparaît que les deux hommes se livrent un duel dont le résultat ne s'impose pas par avance si tant est que le scrutin sera propre, régulier et transparent. Bouteflika n'est pas à créditer d'une campagne électorale ayant établi qu'il sera « intouchable » en

Un duel et des inquiétudes

ce scrutin. Elle a indubitablement fait apparaître que la grande popularité dont il était auréolé en 2004 ne s'est pas vérifiée cette fois-ci. L'usure du

pouvoir, un bilan controversé et un état de santé défaillant semblent avoir détourné de lui nombre de sympathies et d'intentions de vote. Son adversaire malheureux de 2004 est parvenu indiscutablement à capter en grande partie la masse des déçus de Bouteflika.

Il se justifie donc que l'on s'attende à ce que le duel qui les oppose va être serré. Dans ces conditions, il deviendrait incompréhensible qu'il se conclue par des scores électoraux similaires à ceux attribués en 2004 aux deux rivaux. Trop de spéculations et de supputations ont circulé qui trouveraient alors confirmation au cas où la confrontation entre les deux hommes se conclurait en la même forme qu'en 2004.

Mais le duel Bouteflika-Benflis ne doit pas occulter que pour que ce scrutin ne prête pas à contestation, il faut qu'il enregistre un taux de participation qui ne soit pas disqualifiant pour son vainqueur. On peut contester sur le principe même du processus électoral qui est en cours, mais espérer que le candidat élu le sera à « la régulière » et par un quorum d'électeurs à même de lui conférer une légitimité populaire incontestable et incontestable.

L'après 17 avril, l'Algérie aura besoin d'un président tirant sa légitimité des urnes et donc en mesure de se confronter aux problèmes qui font la crise nationale. Demain, nous serons renseignés sur ce que ce scrutin va apporter à l'Algérie : une occasion d'avancer vers la résolution de la crise nationale ou au contraire la cause de son aggravation avec tous les risques induits pour l'Algérie.

186.000 policiers déployés

M. Aziza

186.000 policiers sont mobilisés sur le territoire national pour assurer le bon déroulement de l'élection présidentielle, prévue, aujourd'hui. La wilaya de Ghardaïa qui connaît, depuis quelque temps, des tensions « ne fera pas l'exception », selon le directeur de la Sécurité publique, à la DGSN, Aïssa Naili.

Le responsable de la Sécurité publique est revenu, hier, lors d'une conférence de presse, à l'Ecole de police « Ali Tounsi », sur le dispositif sécuritaire, mis en place, dans la wilaya de Ghardaïa. Et de reconnaître « qu'il y

a des préoccupations par rapport à cette région mais elles ont été prises en charge, dans le cadre du renforcement de la sécurité. » Le conférencier a souligné que les éléments de la police sont mobilisés pour sécuriser H/24, les 4.600 centres et les 27.586 bureaux de vote, à travers le pays. Et de préciser que la police a mobilisé tous les moyens possibles pour « sécuriser les biens et les personnes ». Interrogé sur de possibles dérapages ou sur d'éventuelles manifestations, Aïssa Naili a affirmé que ses services ont pris toutes les mesures nécessaires, étudiant toutes les problématiques et en fixant tou-

tes les missions nécessaires, notamment pour ce qui incombe aux policiers, en matière de maintien de l'ordre et protection des personnes. Il insiste : « toutes les mesures ont été prises, tous les dispositifs seront mis en place pour pouvoir agir, en cas de besoin », a-t-il mentionné. Il précisera, en outre, que la police a toujours géré les manifestations avec professionnalisme et elle continuera d'adopter ce principe. Naili ajoute que des directives ont été données à tous les éléments de la police et à toutes les unités à agir avec professionnalisme en favorisant, en premier lieu, le dialogue.

Tirage du N° 5697
119.575 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021.64.96.39 - Fax: 021.61.71.57
Pub
Tél.: 021.64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80
Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Elections à Montréal Participation satisfaisante

Abdelkader Djebbar

Ambiance bon enfant de puis le 12 avril dernier au consulat général d'Algérie à Montréal. Deux bureaux de vote ont été aménagés dans l'enceinte même de la représentation consulaire. Tout le personnel veille au grain, y compris des responsables omniprésents pour assurer sérénité et transparence.

Dès son arrivée, l'électeur est pris en charge pour la vérification de la carte de vote et/ou la carte consulaire d'immatriculation. Moins d'une minute, et le tour est joué pour permettre au citoyen de se présenter devant les scrutateurs afin de disposer d'une enveloppe et des six bulletins des candidats placés par ordre alphabétique sur une table, entre l'isoloir et l'urne. A côté, d'autres scrutateurs pour la vérification sur la liste électorale avant de glisser dans l'urne l'enveloppe contenant le bulletin du candidat choisi. L'index dans l'encrier puis sur la liste des inscrits, et au revoir ! Preuve indélébile de participation. Quelle facilité ! Et quelle sérénité ! Sans brouhaha, sans chicane. Si à l'intérieur, tout baignait dans l'huile avec à chacun ses responsabilités, à l'extérieur du consulat non plus aucune manifestation en ce mardi après-midi. Le calme, loin des bruits de la ville sous une pluie battante en attendant la neige annoncée en soirée. Voilà pour l'ambiance.

Côté participation, des sources sûres affirment qu'on ne se bousculait certes pas devant les urnes mais le nombre des participants durant les trois premiers jours est très appréciable, à 48 heures de la clôture des bureaux de vote de Montréal et celui organisé à Ottawa dans les locaux des services consulaires. Donc au total, ce sont deux bureaux de vote qui reçoivent les électeurs. Oui, c'est insuffisant. Mais la législation canadienne ne per-

met plus des opérations de vote en dehors des représentations diplomatiques et consulaires.

Pour compenser ce strict minimum des bureaux, le vote par procuration a été également très large jusqu'à présent. Surtout quand on sait que le Canada, de l'Atlantique au Pacifique, fait 5.500 kilomètres. Ce n'est vraiment pas une petite trotte. Mais le fait que les Algériens sont plutôt concentrés dans la province du Québec, les organisateurs pensent s'en sortir haut la main.

Pas moins de 70.000 électeurs sont officiellement inscrits, soit quelque 250 de plus par rapport aux élections nationales précédentes, avec la mise à jour des listes électorales.

«L'important, c'est de tout faire pour permettre à un maximum d'électeurs d'accomplir leur devoir», souligne le consul adjoint, Chabane Berdja.

Il y a quelques années, les Algériens avaient également la possibilité de voter par correspondance. Ce n'est plus le cas. Imaginez un petit instant toute l'étendue du Canada qui va de l'Atlantique au Pacifique, du Nouveau Brunswick à l'est, à la Colombie britannique à l'ouest. Nord-sud, cela va de la frontière avec l'Alaska au nord, jusqu'à la frontière avec les Etats-Unis au sud. Les Etats-Unis où le vote, là aussi, a commencé le 12 avril.

De son côté, le consul général Amara est catégorique: «rien n'est laissé au hasard. Tout est mis en œuvre pour que les élections se déroulent dans les meilleures conditions».

Les opérations de vote ne sont pas passées inaperçues sur les grandes chaînes canadiennes de télévision, principalement sur le canal de Radio Canada dès le deuxième jour du scrutin à l'étranger, avec une reprise d'un reportage de France 2 complété par une déclaration du consul général à Montréal.

Plus de 39,5 millions d'abonnés à la téléphonie mobile

La densité téléphonique mobile, en Algérie, a atteint 102,11%, en 2013, selon une étude sur le marché de la téléphonie mobile, pour la période 2010-2013, établie par l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT), qui relève que le parc d'abonnés de l'opérateur Algérie Télécom Mobile (Mobilis) a marqué une évolution de +17,21%. La densité téléphonique mobile, qui représente le nombre d'abonnés par cent habitants, n'a cessé d'évoluer depuis 2010 où elle était de 90,30%, pour atteindre un taux de 96,52%, en 2011 et de 99,28% en 2012, selon l'étude rendue publique, mercredi. Concernant l'évolution du parc d'abonnés, par opérateur téléphonique, Mobilis a enregistré une évolution de +17,21%, en 2013 avec un total de 12.451.373 abonnés alors qu'il était de 10.622.884, en 2012, au moment où le nombre d'abonnés de l'opérateur Orascom Télécom Algérie (Djezzy) qui était de 17.845.669, en 2012, a enregistré

une baisse de -1,52%, en 2013 avec 17.574.249 abonnés. Le parc d'abonnés de l'opérateur Wataniya Télécom Algérie (Ooredoo) a, quant à lui, évolué de +4,77%, en 2013, avec 9.491.423 abonnés. Ils étaient 9.059.150 abonnés, en 2012.

Le total des abonnés aux 3 opérateurs téléphoniques est de 39.517.045, en 2013, selon l'étude qui rappelle qu'il était de 37.527.703, en 2012. Les résultats de l'étude démontrent aussi que le taux d'évolution du parc global d'abonnés, pour les 3 opérateurs téléphoniques, est de +5,30% pour la période 2012-2013, relevant qu'il était de +8,65%, durant la période 2010-2011 et de 5,37% entre 2011 et 2012. Pour la répartition du parc par type d'abonnés, l'étude relève que 90,95% sont des abonnés en prépayé, tandis que pour la répartition des parts de marché, en nombre d'abonnés, il est mentionné que Djezzy détient la plus grande part (44,47%), suivi de Mobilis (31,51%) puis d'Ooredoo (24,02%).



Raina Raïkoum

Moncef Wafi

Peut-on rire de tout et de rien ? De rien certainement, mais de tout, il faut déjà le définir ce tout et surtout éviter de faire fonctionner ses zygomatiques dans des sujets qui fâchent. La Shoah, les religions, la race et la maladie de Bouteflika. Dieudonné paye toujours ses sketches antisionistes, ses références «négationnistes» ainsi que ses proximités avec l'extrême-droite. Chez nous, le jour du vote, a-t-on le droit de rire des six candidats et se payer leur gueule, un petit chouïa, s'amuser à les voir s'égosiller pendant trois semaines alors qu'ils ont dormi pendant cinq ans, promettant mille vœux à une populace malade d'un pays qui leur a tourné le dos depuis 1962 ? Un rire gras, bien portant, estampillé halal et sans méchanceté qui sortira de la gorge des millions d'Algériens, incapables de se souvenir de la date de leur dernier rire innocent. Aujourd'hui, le petit peuple est appelé à se rendre aux isoloirs pour élire leur président. Aujourd'hui, le petit peuple, même conscient que sa voix n'est qu'un détail dans l'histoire des élections en Algérie, va se tordre de rire, au risque de s'étouffer, devant la mine ahurie des candidats figurants qui pensent avoir mené une campagne bien comme il faut. Aujourd'hui, le petit peuple aura sa revanche même de 24 heures sur le système qui l'a broyé, humilié et rendu assisté. Demain, il aura toujours le temps de

Peut-on rire de tout ?

pleurer et pour cinq ans. Aujourd'hui, et alors que des millions de paires d'yeux

seront tournées vers le ciel, des millions d'Algériens s'apprêtent à rejouer un remake des conquêtes arabes et envahir l'Espagne catholique. L'armada est fin prête au large des côtes algériennes, attendant le minuit de jeudi pour partir à l'assaut de Grenade et, de là, l'Europe. Des Algériens qui ont eu marre de vivre sous un ciel qui ne leur appartient pas, décidés à ramer pour sauver leur peau ou ce qu'il en reste, prêts à bouffer de la sardine et réciproquement. L'info est tout ce qu'il y a de crédible et ça serait notre Belaïz qui aurait vendu la mèche aux Espagnols pour qu'ils viennent cueillir ces anti-patriotes qui ont préféré faire une traversée à la nage au devoir national. Ils leur ont dit que des millions de ventres affamés, d'esprits opprimés allaient les envahir alors que l'Algérien ne cherche qu'à vivre, en mourant s'il le faut. Prêt à s'embarquer sur un radeau de fortune pour tenter la fortune ailleurs, dans un pays où il fait bon vivre pour peu qu'on se fonde dans le moule. L'Algérien ne veut pas voter, enfin ce n'est pas une priorité absolue dans son agenda. Il n'aime pas la politique ni les gens qui le représentent. Il n'aspire qu'à vivre dans la dignité comme le reste du monde. Celui qui lui apportera ça, alors il pourra prétendre à dix mandats et pas à quatre seulement.

Feu vert pour la carte nationale du journaliste

Le décret portant carte nationale du journaliste professionnel a été adopté hier lors d'une réunion du gouvernement, a annoncé le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, dans un entretien à l'APS. Le ministre a précisé que ce nouveau texte, adopté après un «riche» et «fructueux» débat, suivra les procédures habituelles avant sa promulgation, affirmant qu'il s'agit là d'un «nouvel» acquis qui vient s'ajouter à l'actif du secteur de la Communication en général et à la Corporation en particulier.

«La revendication des journalistes, qui au demeurant était la nôtre, de disposer d'une carte professionnelle est donc satisfaite», s'est félicité M. Messahel, ajoutant que cette nouvelle étape permettra d'aller plus en avant dans le processus de «consolidation et de développement» du secteur. Il a dans ce contexte rappelé que le secteur connaissait une mutation «profonde» suite à l'adoption, en jan-

vier 2012, de la loi organique relative à l'information, et à la promulgation, le 23 mars dernier, de la loi relative à l'activité audiovisuelle. Ces deux lois, qui s'inscrivent dans le cadre des réformes politiques annoncées par le président de la République en avril 2011, «viennent compléter l'ouverture médiatique des années 1990», a-t-il relevé. Sur l'utilité de la carte de presse, M. Messahel a expliqué qu'outre le fait qu'elle facilitera aux professionnels leur travail de collecte de l'information, «aidera à l'organisation de la profession». «Elle sera, pour ne citer que ce cas de figure, d'une grande utilité au moment du recueil des candidatures et de l'élection des représentants de la profession au sein de l'autorité de régulation de la presse écrite, prévue par la loi organique relative à l'information de janvier 2012», a-t-il encore ajouté. A la question de savoir qui pourra bénéficier de la carte de journaliste professionnel, le ministre a

expliqué que la loi organique relative à l'information est «très claire» dans la définition du journaliste professionnel. M. Messahel a estimé entre 5.000 et 6.000 le nombre de journalistes algériens exerçant le métier sous divers statuts, entre autres, journaliste à plein temps, pigiste, correspondant permanent, correspondant occasionnel. Pour ce qui est du décret relatif à l'accréditation de la presse étrangère en Algérie, M. Messahel a fait remarquer que la nouveauté résidait dans le retour de la prérogative de la délivrance des accréditations temporaires pour les envoyés spéciaux de la presse étrangère au ministère des Affaires étrangères. Il a expliqué que son département ministériel conservait celle des correspondants permanents, soulignant que ce nouveau texte «apportera plus de fluidité dans la gestion des journalistes de la presse étrangère et facilitera la coordination entre les secteurs concernés par ce volet médiatique».

PRÊT IMMOBILIER TRAVAUX

CONCRÉTISONS ENSEMBLE VOS ENVIES DE RÉNOVATION

Réponse en
48H⁽¹⁾



LE PRÊT IMMOBILIER TRAVAUX VOUS PERMET DE FINANCER JUSQU'À 100% DU MONTANT DE VOS PROJETS, SANS HYPOTHÈQUE⁽²⁾.

DEVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'EQUIPE



www.societegenerale.dz

(1) sous réserve de vérification des critères d'éligibilité.
(2) pour un montant de prêt maximum de 1 500 000 DZD.

DÉCÈS - PENSÉE

Le 13 Avril 2014 s'est éteinte pour toujours

MAKBOUL Zoulikha

née le 06 Novembre 1953 à Mostaganem après une longue maladie. Notre mère était généreuse, humble et modeste, aimant grands et petits, pauvres et riches. Priez avec nous que Dieu l'accueille dans Son Vaste Paradis.

الله يرحمك يا ما

Tes filles qui ne t'oublieront jamais. Karima, Malika, Nebia, Khaldia, Khadija et ton mari DEHAR Laïd ainsi que tes gendres NEDIF Fethi et KADAMI Oussama.



PENSÉE

Dix-neuf ans se sont déjà écoulés depuis cette fatidique date du 17/04/1995 où tu nous quittais à jamais très cher papa

BENSMAIËNE Hachemi.

Pas plus dur, douloureux et déchirant que de perdre l'être le plus cher. Tu nous manques terriblement, rien ne peut égaler ta présence.

Nous te remercions pour les moments de bonheur, d'amour et de tendresse que tu nous as donnés.

Tes qualités humaines et ton caractère généreux ont fait de toi un être unique.

En ce douloureux souvenir, nous demandons à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.

Repose en paix cher papa.

Ta fille **LAMIA**



REMERCIEMENTS

Les familles BENHATCHI et EDDRIEF de Mazouna et de Tlemcen, très touchées par les nombreuses marques de sympathie et de soutien, souhaitent remercier tous ceux qui ont compati à leur douleur suite à la perte de la regrettée

Mme BENHATCHI née EDDRIEF Aïcha.

Le Mercredi 09 Mars 2014, ALLAH Le Tout-Puissant a rappelé auprès de Lui notre très regrettée maman.

Nous demandons à Dieu Le Tout-Puissant de l'accorder Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



PENSÉE

Mme BENALI Rachida épouse TAÏBI

Ta vie s'est arrêtée un 17 Avril 2011 et ce jour-là, il y avait autour de toi tes enfants et tes sœurs. Tu as demandé avec insistance de voir ta mère qui, malheureusement, n'était pas là. Je te tenais la main et brusquement ta respiration s'est arrêtée et nous avons, moi et mes confrères, essayé de te sauver mais en vain, ton âme s'est envolée vers Son Créateur. Il est difficile de poursuivre une vie normale quand on t'enlève une partie de ta chair et je me sens, moi et mes enfants, un manque indescriptible pour ta personne, ton humanisme, ta bonté et ton sens de la famille. Je sais que notre vie est courte, un peu plus pour toi car tu es partie avant, mais je prie Dieu Tout-Puissant de t'admettre dans Son Vaste Paradis. J'essaye d'être un bon père pour tes enfants, mes enfants, et je sais que ce n'est pas pareil du tout. Que Dieu nous pardonne si on a failli de quelque manière que ce soit avec toi et tu restes vivante dans nos cœurs pour toujours.

Ton mari Assyr TAÏBI - Oussama - Nacima - Fatima-Zohra - Faïza - Issam - Ta maman Hadja BENALI



CLINIQUE DENTAIRE ZABANA

Dr. N. Sahraoui
Chirurgien - Dentiste

Dr. N. Sahraoui et son équipe ont le plaisir de vous annoncer qu'à partir du 15 Mai 2014 de l'ouverture de la sixième session de consultations pré implantaire ainsi que de la pose d'implants dentaires qui aura lieu à partir du 03 Août 2014.

A cet effet nos patients sont priés de se munir le jour de la consultation d'un panoramique dentaire numérique récent mentionnant l'échelle de la radiographie.

Venez prendre conseil auprès de notre équipe professionnelle concernant les implants dentaires (pour qui ? Comment ?... etc.).

Nous vous donnerons d'amples renseignements individuels concernant les options de traitement implantaire dans votre cas.

Nous utilisons le système « XIVE » Dentsply / Friadent (made in Germany). www.dentsplyimplants.com

Pour un rendez-vous téléphonez au 05 55 114 995 ou 041 40 96 23

Dr. N. Sahraoui
Chirurgien-dentiste

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE



23/26 Avril 2014
Centre de Conventions
ORAN

Votre Rendez-vous Santé depuis 1998

- Une exposition internationale
- Des équipements et des produits plus de 200 firmes en provenance plus de 20 pays
- Des centaines d'experts et de techniciens à votre écoute
- Un environnement idéal pour de vrais contacts professionnels
- Le meilleur endroit pour vous informer et sélectionner vos prochains partenaires médicaux

- Equipements et instruments médico-chirurgicaux
- Imagerie médicale
- Equipements et produits de laboratoire
- Equipements et produits de chirurgie dentaire
- Produits pharmaceutiques, consommable médical
- Stérilisation, fluides médicaux, orthopédie
- Mobilier hospitalier

Partenaires média

Le Quotidien | ENTREPRISE | Trade Contacts | Sante24.ma

Organisé par
KRIZALID

Accès réservé aux professionnels. Demandez votre invitation.

INFORMATIONS/INSCRIPTIONS : Tél./fax : 021 311 996 / 021 310 890 / 041 42 22 09 - Mob.: 0661 51 47 39 / 0661 60 15 54 - email : salam@simem.info - www.simem.info

**Poursuivis en France
pour « crimes contre l'Humanité »**

**Deux ex-GLD
devant la justice française**

**Le parquet de Nîmes (sud de la France)
a requis le renvoi aux assises de deux anciens
membres d'un groupe de légitime défense
(GLD), soupçonnés de tortures, en Algérie,
dans les années 1990, a appris mercredi
l'AFP, auprès de la procureur.**



La procureur de la République française, Laure Beccuau

EL-Houari Dilmi

La procureur de la République française, Laure Beccuau, a confirmé cette information révélée par le quotidien «Aujourd'hui en France», sans donner plus de détails. Les frères Abdelkader et Hocine Mohamed, âgés de 45 et 50 ans, avaient été mis en examen, en mars 2004, à Nîmes, pour «tortures et actes de barbarie» dans la région de Relizane. L'information judiciaire avait été ouverte après le dépôt, en 2003, d'une plainte de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et de la Ligue des droits de l'homme (LDH).

Selon l'avocat de la FIDH Me Patrick Baudoin, une centaine d'exécutions sommaires et quelque 200 disparitions ont eu lieu entre 1994 et 1997, dans la région de Relizane, dont la plupart sont imputables aux groupes de légitime défense. Les deux hommes, installés à Nîmes, depuis 1998, n'iaient à l'époque les faits, tout en reconnaissant avoir été membres des GLD.

En vertu de la Convention internationale contre la torture, adoptée en 1984 et intégrée dans le code pénal, en 1994, les autorités françaises ont pour obligation de poursuivre, arrêter ou juger, toute personne se trouvant sur le territoire susceptible d'avoir commis des actes de tortures, quels que soient l'endroit où ils ont été commis et la

nationalité des victimes. L'avocate pénaliste Khadidja Aoudia, avait réussi, en septembre 2013, à remporter une première manche au bénéfice de ces anciens Patriotes de Relizane, pris dans le filet de la justice française, depuis 2003.

Constituée le 23 septembre par les frères Abdelkader et Hocine Mohamed sur proposition du dirigeant associatif Abdallah Zekri qui se démissionne, depuis des années, pour eux, Me Aoudia a obtenu, le 2 septembre 2013 la levée de leur contrôle judiciaire. Les deux anciens GLD du groupe de Hadj Fergane, résident à Nîmes, depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Pour rappel, les déboires judiciaires des deux frères avaient pour origine un adversaire qu'ils connaissent bien : Mohamed Smaïn, le responsable local de la Ligue algérienne pour la Défense des droits de l'Homme, qui se disait en possession de preuves matérielles de ce qu'il présentait comme des « charniers renfermant des victimes des GLD ». Sur la foi de ses accusations, une information judiciaire fut ouverte en décembre 2003 contre les frères Mohamed qui furent mis en examen (inculpés), en mars 2004 et placés sous contrôle judiciaire, le mois suivant. Depuis l'ouverture de l'information judiciaire, cinq juges d'instruction se sont succédé sur ce dossier. Un comité de soutien aux deux frères avait été créé, en décembre 2007, en faveur des frères Abdelkader et Hocine Mohamed.

**Des armes de guerre interceptées
près de Bordj Badji Mokhtar**

Un important lot d'armes et de munitions de guerre a été intercepté par l'Armée nationale populaire (ANP), à bord d'un véhicule, dans la région de Bordj Badji Mokhtar, wilaya d'Adrar, a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale, dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, et grâce à l'exploitation efficace d'informations, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), relevant du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar, 6^{ème} Région militaire, a réus-

si, la nuit du 14 au 15 avril, lors d'une patrouille, à 230 km au nord-est de Bordj Badji Mokhtar, à intercepter un véhicule tout-terrain transportant un lot important d'armes et de munitions de guerre», a précisé le ministère. «L'opération s'est soldée par l'arrestation de 2 personnes de nationalité algérienne et la récupération d'un lance-roquettes (RPG7), 2 fusils mitrailleurs (FM), 1 canon de mitrailleuse lourde calibre 12,7 mm et 1.005 cartouches de différents calibres, ont été récupérés.

tellitaire (Thuraya), 2 téléphones portables et 5.496 balles de différents calibres», a-t-on ajouté. Le 9 avril dernier, un communiqué du ministère de la Défense nationale avait fait état de la récupération d'armes et de munitions de guerre, enfouies près des frontières sud du pays, près de Bordj Badji Mokhtar. Ainsi les 5 fusils automatiques de type Kalachnikov, 3 fusils mitrailleurs (FM), 1 canon de mitrailleuse lourde calibre 12,7 mm et 1.005 cartouches de différents calibres, ont été récupérés.

**Entre 250.000 et 400.000 immigrants
en Algérie**

Le nombre d'immigrants en Algérie «varierait entre 250.000 et 400.000 individus», a estimé mercredi la présidente d'un laboratoire de recherche de l'université Constantine 2, au cours d'une journée d'étude sur la problématique de «l'émigration et l'immigration en Algérie». Selon Mme Farida Merabet, présidente du laboratoire «sociologie économique et mouvements sociaux» et également présidente du comité d'organisation de cette rencontre, tenue à la salle de conférences de la faculté des sciences sociales, ce flux migratoire qui représente «1% du nombre total de la population était insignifiant au lendemain de l'indépendance avant de devenir, en ce milieu de la 2^e décennie du 21^e siècle, re-

lativement substantiel». Déplorant «l'absence de données officielles» et «la difficulté d'obtenir des statistiques (à) fiables sur le phénomène de la mobilité sociale», les intervenants qui se sont succédé à la tribune se sont accordés à dire que l'Algérie est «devenue une terre d'accueil de migrants étrangers venant notamment des régions subsahariennes, moyen-orientales et asiatiques». S'exprimant devant un parterre d'universitaires et de chercheurs en sociologie, les conférenciers ont soutenu que parallèlement à ce phénomène, l'émigration algérienne, qui ciblait dans un premier temps la France, se poursuit encore mais cette fois-ci vers d'autres pays tels que l'Italie et l'Amérique du Nord. Cette émigration se chiffre

aujourd'hui à 1.200.000 individus environ, a estimé Mme Merabet, relevant que l'Algérie est devenue, en même temps, un «pays de départ et de retour, d'accueil et de destination, de transit et de passage», d'où, selon elle, «la nécessité pour les sociologues de faire ressortir les causes et les motivations économiques, politiques et sécuritaires de ces mouvements migratoires». La politique d'«encadrement» du mouvement migratoire, sa légalité ou pas, les catégories sociales concernées par ces flux, les activités auxquelles s'adonnent les migrants dans les pays d'accueil et leur contribution au développement du pays d'origine figurent, entre autres, au programme de cette rencontre.

**Qualité
24% des produits analysés
non conformes**

Les opérations de contrôle par échantillonnage devront prochainement se renforcer avec la mise en service des nouveaux laboratoires, a-t-on appris hier auprès du Centre algérien du contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE) qui a affirmé que 24% des échantillons analysés en 2013 étaient non conformes aux normes. En 2013, le nombre total des échantillons analysés par les laboratoires du CACQE dans le cadre de la répression des fraudes s'élevait à 14.336 échantillons donnant lieu à 3.438 cas de non conformité, soit 24%, a précisé le centre. «Les échantillons analysés sont prélevés par les agents de contrôle aux frontières ou à l'intérieur du marché national (déjà mis en vente). Il s'agit de produits suspectés douteux et pouvant nuire à la santé du consommateur», a expliqué à l'APS un responsable du CACQE. Les taux de non-conformité les plus élevés enregist-

trés durant cette période concernent essentiellement les denrées alimentaires, notamment les produits laitiers, les viandes et les produits à base de viande, les eaux et les boissons, les conserves, ainsi que les gâteaux. Les cas de non-conformité sont attribués généralement à la négligence et le non-respect des règles d'hygiène, la mauvaise conservation ou encore aux mauvaises conditions de stockage de la matière première. Concernant les produits industriels, les opérations de contrôle se sont limitées aux appareils électroménagers. Parmi les 109 échantillons acheminés vers les laboratoires du CACQE, 77,06% des appareils étaient non conformes. Créé sous tutelle du ministère du Commerce, le CACQE est un organisme à vocation scientifique et technique dont la mission principale est de gérer le réseau de la répression des fraudes. A travers ses vingt laboratoires, il met

à la disposition des services extérieurs chargés de la qualité, une capacité importante en matière de contrôle analytique afin de renforcer la promotion de la qualité. Pour le CACQE, les capacités de ses opérations de contrôle devraient se renforcer avec l'entrée en service des 28 nouveaux laboratoires de contrôle et le laboratoire national d'essai en 2015. En effet, selon le ministère du Commerce, 12 laboratoires de contrôle de la qualité et de la répression de la fraude seront réceptionnées en 2014 au niveau national. «Ces laboratoires, qui s'ajouteront aux 20 opérationnels, couvriront en 2015 l'ensemble des wilayas du pays. L'objectif étant de réaliser un laboratoire par wilaya», avait souligné le ministre du Commerce, Mustapha Benbada. Selon lui, il s'agit d'outils efficaces de contrôle de proximité qui permettent de disposer rapidement des résultats d'analyses.

Tissemst

Une femme arrêtée avec 16 kg de kif

El-Houari Dilmi

Le procureur de la République, près le tribunal de Tissemst, a ordonné, mardi, la mise sous mandat de dépôt d'une femme de 50 ans, arrêtée en possession d'une quantité de 16 kg de kif traité, a-t-on appris

de source judiciaire. En effet, et selon la même source, la femme a été l'objet d'une filature par des éléments de la police judiciaire de la daïra de Mahdia, avant d'être arrêtée, en flagrant de délit en possession de 16 kg de kif traité.

Deux autres complices présu-

més, 2 jeunes de 23 et 25 ans ont, également, été arrêtés. Présentés devant le procureur de la République du tribunal de Tissemst, la femme et ses 2 acolytes ont été placés, sous mandat de dépôt, en attendant leur comparution devant la juridiction compétente.

Un trou au cœur de l'Afrique



Par Ban Ki-moon
Secrétaire Général
des Nations Unies

Le Conseil de sécurité a approuvé ma proposition de déployer une mission de maintien de la paix en République centrafricaine, ouvrant la voie à l'envoi de 10 000 militaires et de quelque 2 000 policiers pour rétablir un semblant d'ordre dans une nation en ruines.

Je viens de rentrer d'une visite en Centrafrique où j'ai pu me rendre compte par moi-même de ce qui s'y passe. Dire que la situation est désespérée est un euphémisme. Dans ce pays de la taille du Texas, plus de la moitié de la population a besoin d'aide pour survivre. Un Centrafricain sur quatre a été arraché à son foyer. Dans les camps de fortune installés à l'aéroport de Bangui où je me suis déplacé, jusqu'à 500 personnes doivent partager un sanitaire. Et les conditions ne vont faire que s'aggraver avec l'arrivée de la saison des pluies.

" Qui accepterait de vivre ici? ", m'a lancé une femme. " Mais nous risquerions nos vies en restant là où nous vivions. "

La majorité de la communauté musulmane du pays a fui pour échapper à la terrible vague de violences interconfessionnelles qui a coûté la vie à de nombreux innocents de part et d'autre. Et les atrocités continuent. Le système judiciaire s'est effondré. Le nettoyage ethnoreligieux est une réalité. Ce sont des communautés entières qui sont démantelées.

Parmi les nombreuses privations que connaît la Centrafrique, c'est le temps qui lui fait le plus défaut. Il faudra au moins six mois pour que la mission de maintien de la paix soit opérationnelle. En attendant, la population du pays doit lutter chaque jour pour survivre.

Je me suis arrêté en République centrafricaine avant de me rendre au Rwanda à l'occasion du vingtième anniversaire du génocide. Au Rwanda, j'ai exprimé ma profonde tristesse devant l'inertie dont la communauté internationale a fait preuve lorsque le pays était dans la détresse.

Mais quid des crises qui se déroulent sous nos yeux?

La communauté internationale va-t-elle intervenir maintenant ou s'excuser dans 20 ans de ne pas avoir fait ce qu'il fallait quand elle en avait les moyens? Les dirigeants de la planète vont-ils tirer les enseignements du passé et agir pour empêcher un nouveau Rwanda?

Le centre de l'un des quartiers les plus touchés de Bangui que nous avons traversé n'est plus qu'une agglomération de carcasses de maisons et de magasins. Nous avons croisé une multitude de camions pleins à craquer de pots, de casseroles, de bidons d'eau, dernières possessions d'une population en fuite.

Femmes et hommes nous ont fait le récit poignant des violences sexuelles, des enlèvements et des menaces qui pèsent constamment sur leur vie. Les voilà devenus des prisonniers en puissance qui n'ont plus qu'une idée en tête : fuir. Les écoles, les hôpitaux et mêmes les cimetières leur sont fermés, m'ont-ils raconté. " Nous ne pouvons même pas nous occuper de nos morts ", a déploré l'un d'entre eux.

En ce moment, il faut nous occuper des vi-

vants. Pour ce faire, nous devons agir, et vite, sur trois fronts.

La sécurité, d'abord. Les forces de l'Union africaine et les forces françaises travaillent d'arrache-pied pour rétablir la paix et la sécurité. L'arrivée des premiers soldats de la force de l'Union européenne est un renfort bienvenu. Mais des troupes supplémentaires sont nécessaires pour contenir la violence et protéger les civils. J'ai demandé que 3 000 militaires et policiers supplémentaires soient déployés immédiatement pour préparer l'arrivée de la future mission de maintien de la paix des Nations Unies.

Ensuite, le Gouvernement a besoin d'aide pour rétablir les fonctions les plus essentielles de l'État, et notamment pour remettre la police, la justice et l'administration pénitentiaire au travail. Le chef d'État de la transition, Catherine Samba-Panza, est déterminée à restaurer l'autorité de l'État. Mais, les caisses du pays étant vides, sa capacité d'action est fortement limitée. Le financement de l'aide humanitaire est également insuffisant : seuls 20 % des contributions annoncées ont été reçues.

Enfin, la nouvelle opération de maintien de la paix ne pouvant être qu'une partie de la solution, il est indispensable que s'engage un processus politique sans exclusive. Les chefs locaux et religieux ont un rôle fondamental à jouer : promouvoir la tolérance, la non-violence et le dialogue. Il est indispensable pour la paix que les auteurs de crimes odieux répon-

dent de leurs actes. Le peuple centrafricain doit voir que l'état de droit vaut pour tous, quelle que soit leur croyance, des dirigeants aux combattants. Ce sont là des éléments essentiels pour parvenir à la réconciliation et veiller à ce que les réfugiés et les déplacés puissent rentrer chez eux. Faute de quoi, on assistera à une partition de fait, qui sèmera les germes du conflit et de l'instabilité en ce cœur fragile de l'Afrique pour des années, voire des générations.

Au cours de ma visite, la responsable d'une association de femmes pour la paix m'a confié : " Notre tissu social est en lambeaux. Les liens qui nous unissaient sont rompus. Plus rien ne nous relie. Mais vous êtes là, vous qui représentez la communauté internationale. Nous savons maintenant que nous faisons partie du monde. "

J'ai été très touché par sa confiance, mais je suis conscient que nous devons agir pour la mériter.

La République centrafricaine est un pays riche en ressources naturelles et en terres fertiles. Depuis des générations, le pays était un carrefour de cultures où coexistaient pacifiquement plusieurs communautés.

Il appartient à la communauté internationale de prouver, par ses actes, que le peuple centrafricain fait bien partie de notre humanité commune et de notre avenir partagé. Un peu d'aide fera grand bien. Il est de notre responsabilité collective d'agir maintenant pour ne pas avoir à se confondre en regrets dans 20 ans.

La République et les TIC



Par Yazid
Haddar

NTIC : un potentiel de délibération accru, menant à des prises de décision collective, et une efficacité croissante de l'État (mais quand l'Etat existe avec ses institutions, qui jouent leur rôle destinée). Ces réalisations dépendraient de l'interactivité, de l'accès à l'information, de la transmission à haut débit et des systèmes automatisés de transmission de l'information. Ce courant de pensée prend appui sur l'idéologie de la communication, c'est-à-dire sur l'idée que la plupart des problèmes sociaux et politiques viennent d'un manque de communication et que la solution à ces problèmes se trouve essentiellement dans l'implantation de nouvelles structures de communication et d'information. Des expressions comme le «village global» ou la «société de l'information» abondamment utilisées, reflètent bien l'idéologie de la communication.

Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle forme de communication lors de cette élection. Les informations et la désinformation font le plein des réseaux sociaux, et les sites d'informations. Les mécanismes jadis n'ont plus d'influence. Il fut une époque où l'information est contrôlée par le parti unique, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les nouvelles technologies ont remué les pratiques politiques employées habituellement. Les élections présidentielles de 2014 ont bel et bien renforcé l'idée du lien, qui existe entre la politique et les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), en conséquence l'internet. Ces liens peuvent susciter à la fois matière à inquiétudes et à réjouissances. En fait, on peut regrouper trois idées phares qui peuvent nous aider à comprendre les liens entre politique et NTIC.

Une première s'appuie sur la pensée postmoderne; le cyberspace serait une manifestation de la société postmoderne, fragmentée et sans frontières, déterminées qui accélère la mondialisation et l'universalisation des valeurs humaines. On compare en effet la multitude des réseaux, ou plutôt leur potentiel et leur rapidité à s'adapter aux évolutions, à la difficulté croissante pour les États de légiférer et réglementer dans un monde global; la porosité des frontières et la multiplicité des enjeux de nature supranationale rendraient obsolète ou franchement inefficace l'action des États dans certains domaines (environnement, liberté d'expression, etc.). On relie aussi la multiplicité des identités cybernétiques à des interrogations plus vastes portant sur les difficultés d'appartenance ou à l'enfermement ethnique, territoriale ou linguistique qui concernent les sociétés de certains pays.

Une deuxième idée phare concerne une sorte de revitalisation de la démocratie dans les sociétés, une amélioration de la société et une transformation sociale. Ce discours renvoie à plusieurs objectifs que rendraient possibles les

Enfin, une troisième idée phare se rapporte au contrôle et à la surveillance résultant de l'usage des NTIC par les administrations gouvernementales. Les objectifs visés consistent en une gestion plus efficace, une connaissance accrue des «clientèles» par l'appariement des banques de données, une application plus stricte de la loi. Les résultats de certaines expériences gouvernementales des NTIC montrent que, contrairement au modèle athénien, le contrôle et la surveillance constituent des logiques structurant l'activité étatique électronique. La démocratie s'en trouve d'autant plus perdante que le contrôle qu'exercent les fonctionnaires sur l'information dans les processus d'élaboration des politiques publiques leur donne un avantage sur les élus et les citoyens.

Concernant l'Algérie, comme je l'ai souligné plus haut, la dynamique des réseaux sociaux se généralise de plus en plus. L'information n'est plus otage d'un poignard des gouverneurs, désormais, l'information est publique, accessible à l'ensemble des citoyens, ainsi la manipulation pourrait se réduire, lorsqu'on sait que le nombre de personnes qui se connecte à l'internet est en net évolution dans notre société. La campagne de dénonciation sur la toile s'est amplifiée et les pratiques frauduleuses sont dénoncées avec image et vidéo, elle ne laisse aucun doute sur les faits. Ceci dit, cette dynamique de dénonciation est en état foetal, elle nécessite une maturation et une organisation, que seront à mon avis vite rattrapés dès qu'il y a une volonté d'y aller de l'avant...

Les «empreintes du GRAS» : l'éclairage pertinent des sciences sociales

Par Merouane
Boukrissa *

L'Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé - GRAS - a franchi une nouvelle étape dans son développement, par la parution du bulletin : « Les Empreintes du GRAS ». La création de ce bulletin annuel en sociologie et en anthropologie de la santé, s'inscrit dans un long processus de progression et d'essor de cette discipline en Algérie, afin de répondre et d'être encore plus proche des attentes de multiples acteurs de la santé : étudiants, sociologues, soignants, usagers, associations de malades, société civile...

Nous retrouvons dans ce premier numéro, l'essentiel de l'actualité scientifique de l'année 2013, de l'unité de recherche dirigée par le sociologue, le professeur Mohamed Mebtoul. La diversité des thématiques abordées sont construites sur une approche globale de la santé, prenant en compte différentes dimensions physiques, psychologiques, sociales et environnementales, qu'elle recouvre et y consacre toutes les réflexions et actions de recherche.

Les différentes rubriques sont agencées de façon cohérente et s'articulent autour des questions de pratique de santé publique, de réflexions théoriques, d'espace critique et les différentes publications et ouvrages réalisés par le GRAS. La question du vieillissement est abordée par le sociologue français Vincent Caradec. Le nombre de personnes âgées ne cessant de croître grâce aux progrès de la médecine et à l'amélioration des conditions de vie, alors que la natalité est en baisse, se pose alors, un réel problème de dépendance et lieux de vie des personnes âgées; cela doit nous inciter à interroger nos conceptions pour passer de concept de la personne âgée « objet » à la personne âgée « sujet ». Cette problématique génère dans sa compréhension une somme de questions et d'interpel-

lations d'études quant à sa soutenabilité financière à moyen et long terme.

A ce propos, le thème de l'économie et santé est traité par un panel de chercheurs qui pose les questionnements ayant trait à la compréhension du système de santé publique en Algérie et à la qualité des soins, sans occulter les inégalités d'accès à ces soins. Il semble en effet important d'accéder à la connaissance fine des réalités socioéconomiques en partant de regards pluridisciplinaires. En 2013, les stratégies de santé font amplement l'objet de conférences et communications mettant l'accent sur la nécessaire réforme du système de soins selon Pr Aberkane Abdelhamid, ex-ministre de la santé, et ce, par « la décentralisation, la gouvernance locale, régionale et nationale, et la mise en adéquation des programmes de santé avec les besoins de la population ». Cette gouvernance, qui, selon Mr Mohamed Mazouni, ex-ministre, doit obéir à l'exigence de performance et démontrée par l'exemple de l'entropie qui s'applique actuellement à la situation de l'Algérie. Pour lui, « les effets de l'entropie se traduisent par un pléthore d'effectifs non qualifiés, la déperdition d'effectifs qualifiés, la perte de foi, le repli sur soi et l'abandon du projet collectif. En concluant que l'entropie est la conséquence de l'absence ou de la faiblesse de l'organisation ». Face à « un marché de la santé segmenté qui met en scène des stratégies et des légitimités socioprofessionnelles différentes selon les catégories de thérapeutes, la captation de la clientèle semble indissociable d'un ensemble de valeurs, de logiques sociales et de motivations qui prédominent dans la société : la violence de l'argent, la prégnance du capital relationnel, le religieux, le pouvoir d'ordre, la forte médicalisation des questions sociales (la sexualité, le stress, etc.). Ce marché de la santé peu régulé, se renforce et prospère dans un environnement social et sanitaire producteur d'incertitudes, de défiance et d'exclusion des personnes malades anonymes peu reconnues dans l'espace dit public. » (Mohamed Mebtoul), les conduisant « à naviguer entre contraintes et opportunités » (Bensa,

2010) pour tenter de se soigner. C'est donc grâce à la participation des acteurs de terrain et des chercheurs, que le bulletin les « empreintes du GRAS » a pu voir le jour. « Les empreintes du GRAS » s'appuient sur les acquis obtenus dans les différents travaux en Sciences Sociales et Santé, en privilégiant une posture critique et rigoureuse sur les aspects au cœur de leurs préoccupations de recherche : « santé et citoyenneté », « genre et santé », « cancers et société », « Ethique et santé », « environnement, santé », « handicap et société », « Familles et Santé », « sexualité et société »...

Les « empreintes du GRAS » appréhendent la question centrale de l'accueil dans les structures de soins. Les auteurs montrent bien que l'accueil est marginalisé et peu valorisé par les professionnels de la santé. L'organisation des soins est amputée de la dimension humaine et sociale, alors qu'il est essentiel de « prendre soin » de la personne. L'accueil est au cœur des préoccupations des malades, « l'accueil nous rend malades » disent certains patients, à fortiori, quand ces derniers, anonymes font l'objet de discrimination par un accueil sélectif au profit d'autres patients, amplifiant ainsi leur frustration. L'humanisation de l'hôpital contre l'efficacité médicale « froide » ou la rencontre du social avec le médical, tient compte de l'aspect de prise en charge du patient dans sa globalité, incluant famille, milieu de travail, cadre de vie, etc. Enfin, « les empreintes du GRAS » restituent les résultats de recherches obtenus à partir d'un travail de terrain de longue durée, en s'appuyant sur les disciplines des sciences sociales dans champ socio-sanitaire. Ces résultats montrent bien l'importance de la subjectivité des acteurs, des trajectoires souvent chaotiques des malades sans « piston » contraints à l'errance sociale et thérapeutique, très peu écoutés, où leur parole est souvent marginale dans des institutions de santé peu préoccupées par l'acte technique, oubliant souvent que l'écoute est au centre des soins, pouvant être déterminante pour appréhender finement la complexité de l'évènement maladie.

* Médecin au CHU Oran

Je vote, tu votes, il ne vote pas



Par El yazid Dib

Bouteflika et les yaourts

Bouteflika, cette victoire la possède déjà et ne la cherche pas, se limitant à vouloir la conserver, l'ayant eue par trois fois. L'édition de ce quatrième mandat est un peu houleuse et ne semble pas se conquérir tout aussi haut la main. Les anicroches créées par ses propres sponsors n'ont pas été sans ternir l'idéalisme qu'il engendre et qui le définit. Beaucoup de fausses notes, de lapsus, d'œufs et de yaourts ont coulé le long du parcours campagnard. Ses laudateurs accourant à l'œuvre présument bien faire en semonçant toutes les adversités. Dire barakat à baraket c'est un peu reconnaître son tort et se torter le doigt quand on veut le faire pour l'autre. Bouteflika n'est pas un candidat mais une histoire, une antériorité qui se prolonge dans l'espace temporel postérieur.

Ce sont ceux qui s'intronisent à la fonction de le défendre tels des grognards manquant de gaieté qui l'auront plus accablé. Ces pots de yaourt n'ont pas d'espace dans la convivialité suave d'un repas présidentiel. L'on ne se fait pas à brule-pourpoint président, mais courtisan c'est presque génétique.

Benflis l'urne à la rue

Il ne ménage nul effort pour paraître convaincant et fortement rassuré de la victoire illusoire du deuxième tour, si jamais... dirait-il les mains indécrottables de minuit ne venaient inverser le rapport des bulletins ou profaner les urnes vocales. Il devait en connaître l'action de ces mains ballantes, lui qui sans les avoir peut être vues, en 1999 les aurait entraperçues et en 2004 les aurait subies devait-il se mâchouiller ; d'où son indéfectible assurance à cet effet. Lui, imprégné de ses dix années de pénurie médiatique ne s'offusque pas d'ébrouer le chaud et le froid, de chanter l'urne ou la rue dans un avenir qu'il prend résolument pour périlleux au-delà du 17 avril. Mais en fait d'où tient-il cet excès de croyance quant à la présomption de sa réussite ? Etant à son terminus politique, que cette élection en constitue l'ultime halte dans une carrière politiquement finie ; l'homme engage à fond la caisse de résonance à qui voudrait bien le voir ouï-dire. En 2019 il aura 76 ans sans avoir eu pour autant les prémices d'un premier mandat raté et éperdu. Cependant quelques axiomes entoureraient cette candidature qui au fil de la campagne tendait à plus d'affirmation vers un score final avantageux. Ne serait-il pas en tous cas une pièce maîtresse et garante dans la construction du quatrième mandat ? Impliqué en connaissance de mobile ou à son insu n'est-il pas dans une agitation qui aura un mot à dire après le scrutin ? Ayant pu ramasser et fédérer tout de même de grosses foules en collectant des milliers de souscripteurs ; il est déjà dans la peau d'un leader incontournable. C'est aisément tactique de pouvoir en faire à son profit tout un parti plus fort que celui qu'il a quitté, si toutefois ce dernier ne lui ferait pas un clin d'œil pour un retour triomphant et une bienvenue équilibrée. Par un jeu de redressement, il pourrait bien récupérer son siège de secrétaire général du FLN, ayant à ses côtés les plus fervents des militants, de surcroît avec un Saïdani qui aurait ainsi terminé une mission ponctuelle et qui se trouve tout prêt à aller au four s'absoudre de ses péchés originels. Ceci sans compter sur l'éventualité d'une réapparition de Benflis aux affaires publiques, à la tête de la chefferie gouvernementale ou dans les interstices de la nouvelle mouture constitutionnelle et de ce qu'elle aura à concevoir comme poste secondaire vacant. Le possible est toujours possible en politique. Ouyahia et Belkhadem ont été bel et bien réintroduits dans le pipe, après avoir été cavalièrement éjectés. Seulement le portillon de secours s'avérerait, cette fois-ci trop étroit pour tous ces personnages.

« Si tu les vois affligés ne comptes pas cela une damnation, si tu les vois obéissants ne comptes pas cela un salut assuré » *Abd Allah el Ansari (1006-1089)*

Pour les six candidats, dont l'un est plusieurs, la campagne menée au titre de l'élection présidentielle n'a été en fait qu'un moment tantôt de crédulité, tantôt de faire partie du jeu d'ensemble. Qui des six, en somme, croit-il avec fermeté et en son for intérieur pouvoir remporter la victoire ?

Ils courent, ils courent

Les autres, ils sont loin de cette idée qui les enivre le temps d'une campagne et se suffisent d'avoir encore une mention d'ex-candidat à la présidentielle.

C'est assez éloquent pour chacun d'eux. Ils vont s'arrêter de courir à peine d'esoufflement. Le réchauffé, l'usité et l'usure auront à faire leurs stigmates sur des voix et des visages du déjà connu, su et répété. Cependant un Belaid, jeune tiendra encore ses ambitions intactes pour un prochain marathon auquel beaucoup d'absents des présents actuels seront signalés.

Une campagne et des agitateurs

Quand celle-ci tire à sa fin, une autre se pointe. Celle des agencements et du redéploiement des forces. La différence entre l'une et l'autre n'est ni un climat, ni une météo. Tout le monde va se mettre au portillon du vainqueur et attendre l'hypothétique aumône. Alors que L'agitation, l'invective et le folklore ont incontestablement marqué cette glèbe électorale. Le respect par la voix au nom des voix devenait une rareté terminologique.

Après le 17, Benflis saura valider la force politique qu'il draine et s'imposera dans le nouveau paysage qui se dessinera avec flexibilité.

Les bureaux permanenciers et de veille électorale ne se sont pas cette fois-ci si nombreux. Ils ne foisonnent plus à chaque coin de rue comme lors des joutes précédentes. Des grosses banderoles, avec une effigie du candidat qui vous saute aux yeux restent l'unique enseigne politique qu'ici l'on semble faire de la politique.

Le contrat de Rousseau

L'élection est la satisfaction de l'opération politique. Le propre d'une élection c'est la consécration, par la légitimité populaire, d'un leader. C'est aussi un outil qui permet de faire asseoir, sans effraction ni violence, quelqu'un dans une position affranchie de tout vice, en pleine et loyale concurrence démocratique.

C'est enfin une épreuve libre dans le choix indépendant des hommes, des programmes et d'un avenir. Comme le pouvoir demeure l'un des principaux buts à atteindre par le biais des urnes, quand il n'est plus possible de l'avoir par la gâchette ou le vacarme des rues l'enjeu devient aussi dangereux que la revendication pour l'alternative dans le commandement politique.

Le pays est une cité que gèrent les dispositions tacites d'un contrat social au sens Rousseau du terme. Néanmoins l'authenticité de certaines dispositions puisées dans le creuset historique de la nation, seront quelques peu réformées selon la conjoncture des uns et des autres. L'unicité de l'Algérie est, dit-on, une constante des plus constantes parmi celles qui font la grandeur et la gloire de ce pays. Le peuple est, ne cesse-t-on de clamer, un peuple de génie et de miracles.

Les constitutions successives, les chartes, les plateformes, les déclarations, s'en réfèrent, s'en meuvent et s'en confessent sans pour autant lui consacrer en réalité une vérité à crever l'œil. Ce peuple n'est qu'une masse électorale, une raison humaine à gouverner. C'est ce qui s'est en somme lors de cette campagne où nul candidat n'ait pu faire l'exception pour en faire une audace d'aller plus loin que son programme.

Programmes et bavardages

En fait de programmes tout y est presque dit. Rien n'arrive à différencier l'un des autres. De simples mots génériques à lancer à une foule échaudée déjà. Alors que le peuple attend un saut qualitatif dans son existence et la vie de tous les jours. Par fondement politique un candidat doit refléter l'ambition citoyenne. Il doit exprimer un besoin réclamé par l'électeur. Ces candidats fustigent le pouvoir actuel. Ils sont bavards à s'attarder dans le bien humanitaire de tous les citoyens. Chacun dit pouvoir remodeler le régime, une fois élu. Les plus hardis proposent de revoir le système dans toute son intégrité. Une 2ème république est annoncée pour naître dans un climat nécessaire de rupture et redorant le blason vilipendé de l'acte de voter. Le vote actuel est un marquage personnel. La voix est directement affectée à une personne, loin du parti et ce qu'il représente comme courant politique. Plus de cinquante partis repartis dans l'alliance autour du président candidat ou autour de Benflis, mais il n'y a qu'un seul programme au sens innovation. Les jeunes, l'emploi, le logement, la hogra, la région, les frères, les cousins, les voisins de tels synopsis sont mêlés à toutes les sauces écrites ou orales des formations en lice. La société, La révision constitutionnelle, les libertés publiques, l'entreprise nationale sont sur toutes les lèvres des acteurs et provoquent des débats captivants. La terreur et ses packs effrayants sont aussi de la mise. L'insécurité, l'expansionnisme international, la main étrangère, la convoitise de nos richesses, les menaces frontalières forment en gros le gros lot d'inquiétude que marchandent les candidats. Ils hélèrent avec des clairons de mobilisation générale que « l'Algérie est confrontée plus que jamais à une intervention étrangère, soudez les rangs et venez voter le 17 avril ! ».

L'Etat-secours catholique

Il y a eu des promesses à tout va. Des candidats qui jurent qu'une fois élus, ils effaceront les dettes bancaires des jeunes, donneront une subvention à tous les chômeurs, supprimeront le service national, distribueront gratuitement la semoule aux familles, rouvriront la frontière avec le Maroc, accroîtront l'allocation dévise... ne se sont pas arrêtés à ce stade de chimère mais franchissent le cap de braver des tabous et veulent ériger un Etat généreux, miséricordieux ; soit une grande maison de charité et d'œuvres sociales. On a besoin d'un Etat fort et juste et non d'un Etat type secours catholique, voire croissant rouge. L'évolution de la pensée politique humaine, a fait que l'idée de l'accaparement du pouvoir devait à peine d'échec, appartenir non à un individu mais à un groupe d'individus, une organisation voire un parti tel que l'expérience contemporaine le définit. La gestion d'un Etat maintenant n'est plus l'apanage d'un seul messie mais de toute une pléiade de compétences. Si l'on veut pour l'ultime salut national bâtir un Etat, il ne faudrait pas jouer avec les sentiments de ce brave peuple. Il aime son pays. Donnez-lui une équipe politique qui gagne et vous verrez l'élan d'Om-Dormane rejaillir juste après le sifflet final succédant au dépouillement des voix. Rien n'empêcherait le futur président de la république issu de cette morosité nationale de s'investir davantage dans l'approfondissement des usages démocratiques. Bouteflika élu aurait tout à gagner s'il venait, une fois pour toute et telle une dernière volonté, mettre sine-die le changement tant souhaité, notamment dans le choix des hommes, le mode de gestion, la libération des initiatives, l'assemblage des liens sociaux disloqués et la consécration des libertés d'expression en respectant l'avis contraire.

La voix et le choix

C'est face à cette complexité qui pointe à chaque élection que doivent se déterminer les uns et les autres. Celle du 17 avril est un peu plus embarrassante. Doit-on voter ou non ? Pourquoi et pour qui ? Ceux qui disent qu'il le faudrait pour la déférence publique, n'ont qu'à se rendre dans la matinée du jeudi 17 à l'école d'à côté pour y jeter dans une boîte, un bout de papier. Ils ont tout l'intérêt pour le faire. Reste à savoir, quel bout de papier faudrait-il encore prendre, ne pas cocher et le poster là où tous les imprimés s'y jettent ? Tous ces noms de candidats ont certainement un « appétit » du goût vers le mont des extases. Une élection se gagne d'abord par la création d'une conviction utile chez l'électeur. C'est ensuite aux merveilles de sa crédibilité que toute sa splendeur puisse se répandre sur le triomphe du vainqueur. On verra si les salles clairsemées ou empilées à craquer lors des meetings vont s'exprimer dans les urnes ou bien s'estomperont dans l'indifférence de l'isoloir. Il va y avoir certains qui non seulement n'iront pas voter mais essayeront d'empêcher les autres d'y aller. Est-ce là un boycott, ou une abstention ? Ils ont appelé pour que ces élections ne soient pas proposées dans des conditions pareilles. Comme ils conservent légitimement leurs droits de participation ou non. Mais inciter à la limitation de ces mêmes droits ne peut être pris pour une affaire de liberté d'action politique. Je vote, tu votes ou non est une affaire personnelle et non un complot contre l'Etat ou à son profit. Ce libre choix ne doit se subir que par l'intermédiaire d'un vote, d'une urne, d'une expression de choix et de voix. Que ceux qui sont pour un candidat aillent voter. Que ceux qui en sont contre le fassent aussi. Voter, est une implication personnelle et un acquit conscientiel.

Oui ou non ! Et puis après ?

Le boycott, qui dans certaines situations semble avoir une posture d'une décision politique, somme toute normale est loin en cette phase cruciale de prétendre résoudre quelques choses. Il ne fera qu'accentuer les susceptibilités. Dans la logique de ses appels, il est le prélude à l'interruption de tout le processus. Quels effets peut-il avoir ce non-vote ? Une décrédibilisation de toute l'opération électorale ? Un faible taux de participation qui tournera mal à l'éventuel récipiendaire ? D'où une position d'avance ramollie, instable et fragilisée. Turpitude et utopie ! Le retrait des six en 1999 en plein scrutin et à quelques heures du dépouillement n'avait eu qu'un effet de surprise précaire et l'Algérie eut son le président. Ainsi seule la mobilisation permanente des forces multiples de soutien ou d'opposition permettra d'amener le candidat gagnant à agir selon la revendication la plus retentive par ses opposants. Que celle-ci soit réorganisée, ajustée et frontaliste. Le résultat final reste donc l'exercice d'un droit de citoyenneté. Unique moyen civilisationnel d'expression, le vote est à double tranchant. Que le président candidat ait, semble-t-il cette assurance virtuelle d'emporter le gros lot, il n'empêche que ses adversaires déclarés ou indéclarés puissent avec hargne et engouement utiliser la voie des urnes. Avertir leurs troupes, mobiliser leur énergie, serrer leurs rangs et partir à la récolte des bienfaits du trône républicain. Voter reste en fait le dernier certificat de vie lorsque l'agonie tenue le corps moribond d'une démocratie rongée en proie. Il est essentiellement le premier droit d'expression. Il faut l'exercer de plein droit. Je vote, tu votes et libre aux autres de ne pas voter. N'est-ce pas là une démocratie, parlant de vote ?

L'Algérie a accompli un nouveau miracle



Par Abed Charef

Oui, l'Algérie l'a fait. L'Algérie a présenté aux élections présidentielles du 17 avril 2014 un homme qui ne peut se déplacer, qui s'exprime avec beaucoup de difficultés, qui ne peut voyager, qui ne peut participer aux forums internationaux, et qui ne peut tenir les harassantes réunions de travail qu'imposent la fonction de chef d'Etat. Cet homme, dont l'état de santé est délicat, est même le favori de l'élection, et il a de fortes chances d'être reconduit pour un quatrième mandat de cinq ans.

L'Algérie s'appête ainsi à reconduire au pouvoir M. Abdelaziz Bouteflika, comme aboutissement d'une incroyable dérive. Un dérapage organisé par petites touches, en de nombreuses étapes, franchies les unes après les autres, pour faire en sorte que l'impossible devienne envisageable, puis possible, puis plausible, certain, avant de devenir inévitable. Même les plus zélés parmi les adeptes du président Bouteflika n'auraient pas imaginé, il y a deux ans, qu'ils seraient amenés à vendre aux Algériens et au monde un tel scénario.

Ce choix a été fait et avalisé par ce qui est supposé constituer l'élite politique du pays. Le chef d'état-major de l'armée, le premier ministre, les présidents des deux chambres du parlement, les dirigeants des principaux partis du pays, ceux des principales organisations patronales et syndica-

L'Algérie a réussi à entretenir le suspense sur une élection sans saveur. Mais dont l'enjeu est considérable.

le, tous sont partie prenante. Par calcul, par intérêt, par contrainte, par résignation, ils y ont participé avec zèle, ou ils ont laissé faire, par résignation, par démission. Ce qui montre que ce choix n'est pas un accident, une petite erreur de parcours, due à une erreur d'appréciation d'un dirigeant de second plan ou d'une petite équipe de bureaucrates. Non, c'est un choix pris au sommet de l'Etat par le président de la république lui-même, et défendu ensuite ce qui est supposé être la crème du pays.

Snowden contre Sellal et Saadani

L'Algérie a fait tout cela à l'heure de Snowden et de Wikileaks. A l'heure de Google, Twitter et facebook. A l'heure d'Al-Jazeera. A un moment où on découvre que les nations les plus puissantes se sont organisées pour écouter l'intégralité des communications dans le monde, et où elles accordent plus d'importance aux réseaux sociaux qu'aux chars dans l'organisation de coups d'Etat. A un moment où la finance internationale échange, chaque seconde, l'équivalent du PIB de l'Algérie, à un moment où un Algérien sur deux n'était pas né en octobre 1988. A un moment où la Tunisie est en convalescence, où la Libye est en déliquescence, où tout le Sahel fait l'objet d'un conflit entre anciennes puissances coloniales et jihadistes, où la frontière ouest est fermée et la frontière nord verrouillée.

Pourquoi l'Algérie a-t-elle fait ce choix ? Les réponses varient. La génération de novembre ne veut pas passer la main, disent

les uns ; le clan du président Bouteflika veut se maintenir coûte que coûte ; les clans se sont neutralisés, et n'ont pu faire un nouveau choix, ce qui les a contraints à conserver le consensus antérieur ; l'absence de fonctionnement institutionnel et de structures de délibération impose la décision informelle comme nouvelle norme ; l'allégeance a remplacé la loi, etc.

Il y a un peu de vrai dans toutes ces explications. Il y en a pourtant une autre, qui a le désavantage de ne pas mettre en accusation un homme ou un groupe : l'Algérie est gérée par un système politique inadapté. Totalement dépassé. Ce n'est pas une question d'âge, ou d'hommes. Ce n'est pas une question de courage non plus. C'est un système politique désuet, devenu inefficace, puis nuisible, et, pour finir, destructeur. Il constitue une menace, probablement la plus sérieuse qui pèse sur l'Algérie.

Comment organiser la nouvelle Algérie

Le décalage entre ce système politique et la société algérienne est effrayant. Au lieu d'un système qui entraîne la société vers la modernité, l'Algérie conserve un système qui empêche le pays d'évoluer. Et qui exacerbe tous les archaïsmes. Cet immense décalage est, paradoxalement, entretenu par ceux qui sont supposés constituer l'élite politique du pays, et qui tentent de contraindre la société à s'aligner sur leurs références absurdes. Abdelaziz Bouteflika en est le symbole. Il ne s'agit pas de savoir s'il peut être élu, ni de polémiquer sur sa

capacité à diriger le pays, ou de savoir si son cerveau fonctionne. Il s'agit de se rendre compte simplement que certaines méthodes ne sont plus possibles, comme on admettrait qu'un email est plus pratique qu'un télégramme, que le pétrole a certes permis à l'humanité de connaître une avancée extraordinaire, mais qu'un Samsung S5 ne peut pas être doté d'un moteur Diesel.

Dans le même ordre d'idées, un pays de quarante millions d'habitants, dont un million et demi sont à l'université, et avec un PIB qui dépasse 200 milliards de dollars, ne peut pas être géré comme une tribu. Il a besoin d'institutions modernes, en mesure d'organiser les débats nécessaires pour faire les meilleurs choix, et de mettre en place des mécanismes d'accès, d'exercice et de contrôle du pouvoir qui ne mettent pas en péril la cohérence du pays à chaque échéance politique.

Vue sous cet angle, l'élection du 17 avril 2014 a un aspect positif. Elle a montré tout ce qu'il ne faut pas faire. Jusqu'à la caricature. Elle a montré des hommes politiques et des dirigeants dans des postures qui les marqueront à jamais. Elle a aussi mené le système politique algérien à un point proche de la rupture. Elle a, enfin, montré que l'Algérie est mûre pour le changement, et que de larges pans de la société discutent de la manière d'organiser le changement, pour que le prix soit le moins élevé. Ceci montre, en fin de compte, que si le 17 avril sera le jour le plus pénible, le jour le plus important sera le 18, lorsque les Algériens seront face à eux-mêmes, contraints de réfléchir à la manière d'organiser la nouvelle Algérie.

Délivrance

Par Mazouzi Mohamed*

Cette histoire aurait pu commencer par une nuit de pleine lune, moment propice où toutes ces créatures hideuses surgissent de leurs terrifiantes cryptes pour venir harceler les humains et installer le règne des mythes. Hélas ! Il n'y a point de monstres hormis ceux que notre imagination ou notre lâcheté congénitale produit à l'infini. Cette mascarade qui nous sert de destin n'est en fait que cette légende des siècles, celle qui raconte invariablement l'insatiable appétit des ogres combinée à notre penchant incompréhensible pour la soumission, la servitude et une pétote idiosyncrasique.

Tout le monde parle de ce méchant système politico-affairiste comme s'il s'agissait d'un mystérieux trou noir qui avale tout ce qui gravite autour de lui, alors qu'en réalité ce foutu système n'est que la concrétion de nos peurs et de nos capitulations indécentes.

Les dés sont jetés. Dans quelques heures, on saura qui présidera la destinée de ce pays pour cinq ans encore. « Fluctuat nec mergitur ! ». Peut-être que ce Système commence à prendre l'eau, mais son naufrage n'est pas pour aujourd'hui.

Bientôt le peuple sera enfin délivré non pas du Système puisqu'il en fait partie, mais de cette attente emplie de doute, de lassitude et de dépit. Il est loin ce temps où l'histoire d'une nation s'arrangeait toujours par inspiration aux masses le souci de la vertu, de la dévotion et du sacrifice, élixir de vie et source de folles espérances. Il est loin ce temps où de pauvres gens avaient la possibilité de rêver ensemble et d'imaginer des lendemains surréalistes.

Si le peuple n'existe désormais que dans le langage, alors la réalité voudra forcément que chacun de nous se hâte à protéger ce qu'il a pu déguster miraculeusement. Et ce sera là l'essentiel de nos aspirations.

Il est loin ce temps où les urnes avaient un sens et le pouvoir de créer cette alchimie si précieuse et nécessaire à l'existence.

Fichtre alors ! On peut dire donc que temps qu'aura duré ce mois de racolage, les yeux hagards et l'esprit ailleurs, tels des zombies, sans le moindre intérêt pour un destin « prêt-à-porter », nous avons impassiblement rasé ces murs où se projetaient des ombres chinoises qui mimaient des fables dont nul ne fût convaincu. Laissez-nous notre royale indiffé-

« Il est très vrai que les démocraties sont perpétuellement menacées par la décadence qu'entraînent l'anonymat des pouvoirs, la médiocrité des dirigeants, la passivité des foules sans âme. » « Le Savant et le Politique » Raymond Aron

rence et gérez ce pays comme bon vous semble, marmonnera la foule.

D'une cinquantaine de campus qui essaient notre territoire, vivier de la matière grise nationale et future élite qui s'ignore, on a pu recenser uniquement deux ou trois chapelles dissidentes, toujours les mêmes, qui se sont élevés pour crier au scandale.

Jamais dans l'histoire de ce pays, sauf au temps de notre glorieuse U.G.E.M.A (l'Union générale des étudiants musulmans algériens), les étudiants n'ont eu à exprimer avec autant de hargne un « No Passaran » aussi franc à l'égard d'une gérontocratie de droit divin et d'un système inique qui ne voit dans l'alternance au pouvoir qu'un processus à sens unique pour un pouvoir unique.

Ces dissidences et ces voix sporadiques et éparpillées que nous avons pu entendre çà et là, pour autant qu'elles puissent témoigner d'un désir sincère et spontané au changement, sont-elles annonciatrices d'un véritable tournant dans l'histoire de ce pays, prémices d'un sursaut démocratique prometteur ou ne sont-elles que de bravades passagères. Assistons-nous, quelle que soit l'issue de ces élections monotones, à l'intrusion des masses dans la sphère publique de la contestation, instituant par là ce que le philosophe Jürgen Habermas nommera le « pouvoir d'assiègement permanent ». Verrons-nous en fin l'éclosion de cet espace public chimérique qui induira enfin la « revitalisation de l'Etat de droit par la délibération constante et publique des individus », ou bien serions-nous condamnés à essayer une nouvelle ère de glaciation politique et intellectuelle faite de clans qui se superposent et s'imposent dans la pratique de l'ostracisme et du repli.

Dans un monde où plus personne ne tient ses promesses, « Notre Serment », aura été le crédo désuet de l'équipe sortante. Quel crédit pourrait-on accorder à ces déclarations solennelles si celles-ci ne sont que des vœux pieux. Le Président sortant, en véritable pourfendeur de la corruption et de l'affairisme décadent, n'a-t-il pas fait en 1999 les mêmes serments, clamant tout haut : « Je montrerai qui est le plus fort ! ».

Invectives et serments. Voilà ce à quoi nous avons été allités pendant deux décennies. Les écuries d'Augias ne sont pas encore nettoyées. Et ce « Magma de brigandage, de mafiosi et de gens véreux. » dont parlait le pré-



sident, se confond toujours avec l'Etat. Un « Etat bien pourri » selon ses propres termes. Jamais, la corruption et l'affairisme n'ont prospéré avec autant d'insolence et d'impunité que pendant le règne du président sortant. S'il a été impuissant à réfréner les ardeurs de tous les larrons qui pullulent dans le sérail avec des postures d'apôtres qui se tiennent à ses côtés de part et d'autres, on en arrive à douter que cette tâche soit un jour possible.

Quel que soit le nouveau locataire d'El-Mouradia, les mêmes réflexes seront reproduits encore et encore si nous continuons à instiller dans l'âme de cette nation le poison de fourberie et de la discordance.

Le président sortant pourra-t-il, si il sera réélu, accomplir agonisant ce qu'il n'a pu réaliser lorsqu'il était en possession de toute sa vigueur impétueuse. Je m'imaginais assis dans un engin à explorer le temps et voir s'il était possible de faire un saut en arrière et s'embarquer pour une autre dimension temporelle où

seraient évacués tous les fléaux que le pays a enduré. Une diaspora de l'élite dont le génie se chiffre en milliards de dollars crédités au compte de la nation d'accueil. Une massive trahison des clercs, larbins cooptés, inféodés et transformés en grooms de service.

La caporalisation de la justice. La restriction des libertés individuelles. Le dressage des foules en hordes distinctes dont les unes vivent à la marge du système au moyen d'expédients divers pendant que les plus chanceux s'ingénient à prospérer de manière illégale avec l'appui de multiples réseaux de soutien au sein des institutions mêmes de l'état, et au beau milieu une classe moyenne, étrange et discrète dont le seul rêve est de vieillir indemne dans sa bulle aseptisée et étanche.

« Et quand on leur dit : « Ne semez pas la corruption sur la terre », ils disent : « Au contraire nous ne sommes que des réformateurs ! » Certes, ce sont eux les véritables corrupteurs, mais ils ne s'en rendent pas compte. » (Sourate Al-BAQARAH, le Coran)

*Universitaire

« Les Honneurs déshonorent, le titre dégrade,
la fonction abrutit » *Gustave Flaubert.*

Avril 2004 Les prémices d'une réélection perpétuelle

Par A. Benelhadj

Politiquement, la valeur d'un mandat
se teste dans son renouvellement.
Manifestement, pas en Algérie!

D'abord, parce que le peuple algérien - sans mépris aucun pour les principes démocratiques - n'a jamais cru que le pouvoir réel procède des urnes et n'a donc accordé que peu d'intérêt aux parades électorales qui flattent les ego ou détournent les citoyens de leurs prérogatives en noyant la démocratie dans sa représentation (c'est probablement pour cela que, dans les pays « démocratiques », les taux d'abstention battent record sur record). Ensuite parce que les peuples qui reviennent de l'enfer offrent peu de prise au marketing politique, peu importe celui qui gouverne, pourvu qu'il contribue à la paix et à la prospérité.

Aucun despote (« démocratiquement » élu ou pas) ne tient face à la « rue » (le seul espace politique charitablement concédé aux peuples arabes) si, en période de crise, les contraintes sont sans échéances raisonnables, sans explications plausibles, sans pédagogie ajustée et encore moins si ces contraintes sont inéquitablement réparties.

Dès 1986, (contre-choc pétrolier et émeutes à Constantine, suivies par celles de 1988 au Centre), l'Algérie était peu à peu désertée par tous les écornifleurs qui, après avoir siphonné les caisses, laissaient place aux technocrates du FMI et de la Banque Mondiale pour administrer leurs Plans d'Ajustement Structurels achevant de ruiner économie, industries et société. Lucifer pouvait alors ouvrir des succursales aux quatre coins du pays.

L'Algérie de 2004 commençait à peine à sortir d'une tragédie qu'on mit trop rapidement et trop facilement sur le compte d'une politique de réconciliation entre les victimes et leurs bourreaux. D'amnistie en amnistie, entre deux campagnes troubles à coups de « qui-tue-qui ? », scissions régulières pour peser sur le « système » et ses « décideurs », les Algériens reprenaient à vivre et à mourir de manière à peu près ordinaire. Avril 2004 marqua le premier renouvellement du mandat de notre président. Un événement mémorable car il était plutôt mal engagé.

Certes, le chaos s'était sensiblement apaisé. Mais le pays continuait de vivre sans totale sécurité et surtout sans prospérité.

Ce n'est qu'à partir de 2004 que le prix du pétrole se mit à flamber (passant de 27.69\$ le baril en 2003 à 32.89\$ en 2004, 58.3 en 2006, 91.48\$ en 2008 et jusqu'à 95\$ en 2011). Le commerce extérieur algérien commença à enregistrer les excédents que l'on s'inquiète de voir se tarir et les réserves que logrent avec concupiscence tous les rapaces intérieurs et extérieurs qui prolifèrent sous toutes les latitudes, et à propos desquelles on s'interroge : où sont-elles au juste et à quel niveau réel elles se situent... ?

Depuis, les vautours et leurs donneurs d'ordres étaient de retour.

C'est dans ce contexte que Bouteflika - sans doute à contrecœur (si on laisse de côté les travestissements émiratis, ou les mœurs azerbaïdjanaises[2], quel monarque songerait à se soumettre à un suffrage ?) - s'avança royalement devant le peuple pour se succéder à lui-même.

Episode 1. Tout commence par la conclusion

Il était environ 1h00 du matin, dans la nuit du 08 au 09 avril 2004. Retransmission sur la chaîne ENTV des concerts de klaxons, manifestations de joie, présentés comme autant de témoignages de satisfaction exprimés par un peuple apparemment heureux d'avoir réussi une (ré) élection

démocratique. Le score du Président sortant avait néanmoins du mal à se refléter dans la rue où il fallait beaucoup d'imagination pour retrouver dans les reportages de l'Unique les foules qui avaient rempli les urnes.

De Sétif, de Tiaret, d'Adrar à Berouaguia, sous la pluie et le vent, on avait beau les étirer dans tous les sens, les images n'arrivaient pas à peser 83,49 %. Quelques voitures et badauds bruyants et tonitruants en gros plan, portraits du président-candidat hissés à bout de bras, succès tonné dès le premier tour.

S'agissait-il d'une grossière manipulation dont la télévision algérienne est coutumière depuis le début de la campagne présidentielle ? L'écurie présidentielle avait-elle vraiment besoin d'une telle mise en scène ?

Il était en effet concevable que « LE » candidat-président passât au premier tour. Mais alors ces tapageuses manifestations précipitées étaient superflues. Au contraire, une réaction après-coup, humble, austère, réservée, prévenante pour les battus, soucieuse de l'instauration des principes démocratiques dans une région du monde où l'on en essaie la culture, aurait permis d'inaugurer un second mandat dans de bien meilleures conditions que ne s'est déroulé le précédent. Les vainqueurs tirent toujours un supplément de gloire de la consolation magnanime des perdants. La commisération, que les prêtres (qui s'y connaissent à transformer des troupeaux en nations) ont élevé à la hauteur d'un art raffiné, est un outil de pouvoir politique au sens fort garantissant à celui qui sait en user une longue période de grâce post-électorale.

C'est prudent pour ceux qui redoutent les chahuts printaniers.

Le petit peuple iconophile en dépit du décalogue, pétri de religiosité zaouiatique et de hiérarchie salulaire, apprécie les gestes de libéralité chevaleresque qui consolide le charisme des chefs. Mais la sobriété et le respect de l'adversaire ne sont pas les points forts de notre ex-candidat imbu de sa transcendance au point d'être intimement convaincu - mais le ridicule n'a jamais tué personne-, que l'Algérie, peuple et nation confondus, lui est historiquement un peu due. Un second tour ? Vous n'y pensez pas ! Ce serait une offense, un crime de lèse-majesté. Comment s'étonner dès lors d'un score historique (publié plus tard - vrai ou faux, est-ce si important ?), zaouiatico-archivé, bananesque, idi-amine-dadaïque, brejnévo-poutinien, zine-el-abidinien, moubarako-pharaonique... pour ainsi dire, chiraquien... (Millésime 2002).

Episode 2. De l'Aurassi à l'Aurassi

Le lendemain, vers 11h30, en direct de l'hôtel Aurassi le ministre de l'Intérieur - profil ramsessien parcheminé, aussi avenant qu'une déclaration d'impôts, les yeux cernés par une longue nuit sans sommeil et sa personne par une nuée de scribouillards impatients - se présente pour une conférence de presse afin d'officialiser les résultats de l'élection présidentielle. Des résultats qui avaient été annoncés précédemment comme devant être communiqués dans la nuit tardaient à venir. Le retard n'a pas été expliqué. Ni par la chaîne de télévision ni par le ministère de l'intérieur. Qui s'en soucie ? Ce n'est pas encore dans les traditions ?... Soit !

Le ministre prend la parole. Pendant 25 minutes environ, il tint un discours hésitant, tâtonnant, butant sur les mots toutes les deux ou trois phrases (madame Louiza Hanou, deux fois de suite, est appelée « monsieur »...). Tantôt en un arabe approximatif, tantôt en français poussif. Traduisant parfois dans un sens, parfois dans l'autre.

Il devenait de plus en plus évident au fur et à mesure qu'il parlait, son propos paraissait n'avoir qu'un objectif : expliquer et justifier les résultats du scrutin avant même de les rendre publics. Le rappel bien surprenant de la situation issue des élections sénatoriales qui venaient

de se tenir, sonnait du coup comme une confirmation de cette impression.

Paradoxalement, il semblait que l'assistance était moins intéressée par le nom du vainqueur qu'allait annoncer le ministre que par son score. C'est normal : lorsque l'opposition est convaincue de sa défaite, seul lui importe le taux d'abstention. Et lorsque le chiffre tomba, après près d'une demi-heure plus tard de volubilité verbeuse et cafouilleuse sur les conditions du vote, on entendit quelques rares applaudissements dans la salle, au milieu d'un silence assourdissant. Le ministre, répondant par « il faudra le prouver ! » à une interpellation invisible et inaudible venue de la salle, signala une contestation anonyme, solitaire et téméraire des résultats, que les caméras ne cherchèrent même pas à identifier. « Le prouver ? » Comme c'est intéressant...

Il renseigna aussi indirectement sur le déroulement d'une nuit interminable, fiévreuse et fatigante, rythmée par les coups de téléphones en attente des comptes-rendus de dépouillement dans les provinces et sur la gestion multidirectionnelle des ordres enchevêtrés, des ajustements tactiques, de la forte odeur, enivrante et attractive, des maroquins, des recompositions par hypothèse toujours à réajuster, des bousculades tardives de ceux qui n'y avaient pas cru et de ceux qui ne voulaient pas y croire, des accommodations médiatiques...

On devinait, confortablement calé au centre de la toile, les moustaches frétilantes, l'embonpoint napoléonien, la rancune tenace, sa majesté Bouteflika II, savourant et administrant son apothéose, cogitant le gambit du fou, de la reine ou de quelques pions...

Il y a des hommes de l'Histoire et il y a ceux des petites histoires. Côté jardin, les nénuphars devaient être plus plats que d'habitude et la procession des laquais encombrait déjà les carnets de rendez-vous où, côté cour, les sous-fifres négociaient chèrement leur intercession.

Episode 3. La république des hôtels. (*)

Prévue à 15h, la conférence de presse du chef du gouvernement ne débuta qu'à 15h40. Ce dernier contribua ainsi à bien démontrer qu'il n'avait rien à envier à son ministre de l'intérieur : la ponctualité n'est décidément pas (plus ?) la qualité première de l'administration algérienne. Mais quand on a un monarque dans le dos, on ne l'a pas ailleurs. Il pèse sur les urnes. Il pèse autant sur l'horloge que sur les épaules du premier commis de l'Etat.

Pour meubler (le vide ?), la télévision algérienne nous agrémenta des habituels intermèdes d'une programmation sans imagination : musique sirupeuse, intemporelle, (à des années-lumière des œuvres reconnues du riche patrimoine musicologique algérien) aussi décripité que le sens de l'Etat et du professionnalisme que la boîte à images a perdu depuis longtemps. Images folkloriques et fardées d'une nature et d'une architecture qui paraissent appartenir à une autre planète. Comme l'annonce de la candidature de Bouteflika et la proclamation de son succès avait été faite par son ministre de l'Intérieur, la prestation du chef du gouvernement allait être organisée en direct à partir de l'hôtel Aurassi.

D'évidence et de bon sens, ces interventions auraient été à leur place naturelle si elles avaient été tenues respectivement à partir de la Présidence, du domicile du candidat, d'un plateau de télévision, du siège du ministère de l'Intérieur ou du Palais du gouvernement. Il est étrange de noter combien les hôtels sont devenus des lieux banalisés où se déroulent désormais les événements politiques essentiels de la nation.

Il est certes exact que les Premiers ministres français siègent à l'Hôtel Matignon. Hôtel particulier imaginé par Turgot au début du XVIII^{ème}, investi d'abord par des familles aristocratiques avant d'être confisqué puis racheté par l'Etat français en 1922. Enième occurrence d'une inconsolable nostalgie républicaine de la monarchie. La Constitution de la V^{ème} République est taillée pour un autocrate de haute lignée, pas pour un citoyen-président. Un costume trop ample pour les successeurs du ci-devant de Gaulle. Il arrive dans l'histoire que des grands nains succèdent aux géants. La grandeur n'a rien à voir avec la taille. Mais le plus souvent les nains restent des nains.

Est-ce tout cela qui est à l'origine d'une malheureuse confusion entretenue dans l'esprit d'une « classe politique » algérienne post-coloniale, francophile mal francisée... ?

En 1789 on s'attaque à une Bastille... vide.

En 1958, des mutins « incompris » s'en prennent au Forum.

Le 11 septembre... 1973 des élèves d'Aussares-encerclent le Palais de la Moneda.

Demain peut-être, les Algériens prendront d'assaut les hôtels. A chaque époque ses lieux de pouvoir et ses mœurs révolutionnaires. De plus, un hôtel c'est plus commode qu'une résidence fiscale, pour fortunes d'origine indéterminée...

C'est bien connu : ce sont les touristes qui font les hôtels et pas l'inverse !

Par ailleurs, si le ministre de l'intérieur était bien dans son rôle de comptable du bon déroulement du scrutin, était-ce bien au chef du gouvernement qu'il revenait de commenter les résultats d'une élection qui n'était pas législative ?

Quoi qu'il en fût, le Chef du Gouvernement s'en était bien tiré dans l'ensemble à congédier proprement tous ceux qui avaient exprimé le moindre doute sur la régularité du vote et de son issue. D'autant plus prestement congédiés s'ils ne pratiquaient pas l'amazigh dans le texte (revu et corrigé par l'INALCO). Tant pis pour les monolingues qui n'ont pas vu passer la « Plate-forme » et ses 15 marches que dévalait alors jour après jour la République, dans l'indifférence générale, vers un régime néo-féodal peuplé de zaïms, de zouch et de zaouiat !

Un scribouillard imprudent qui ne lit pas le JO à la rubrique « langues nationales » l'a appris à ses dépens.

Il paraissait toutefois évident pour presque tout le monde (y compris parmi les défaits) que cet exercice relevait de la pure rhétorique constitutionnaliste. Dès le lendemain, les quotidiens libéraux de référence changeaient de perspective et s'entraînaient à avaler sèchement des parapluies. A l'invendable nul n'est tenu. Des opposants téméraires en ont profité pour prendre des vacances. Longues...

Certains redoutaient l'huissier, d'autres les écrou...

Le paysage médiatique cabotin qui rêvait de remakes mélancoliques, louchait du côté de Sidi Ferruch, quêtant d'improbables goélettes... En vain !

Pour qu'il y ait une opposition en Algérie, il faut d'abord qu'il y ait une majorité.

On retrouve cette idée exposée mine de rien par un éminent éditorialiste qui a brillé pendant toute la durée de la campagne, inspiré par une très subtile « neutralité partisane ».

« En réalisant Bouteflika d'une manière plébiscitaire, ces Algériens lambda ont quelque part désavoué toute leur classe politique, tous les appareils partisans, y compris ceux qui ont appelé dans le même sens que leur choix. Ce qu'ils ont exprimé par leur vote massif en faveur du président réélu, c'est que, disposant ainsi de leur volonté populaire, il rompt avec cette tradition du système qui est le recyclage, après chaque échéance, du même personnel politique. Si Bouteflika a réellement saisi le message des Algériens qu'ils lui ont adressé le 8 avril, c'est en renouant de fond en comble le personnel dirigeant du pays qu'il leur montrera qu'il les a entendus. » (Le Quotidien d'Oran du dimanche 18 avril 2004).

En substance, l'intelligence politique de l'Elu avait consisté à adopter la posture d'un potentat de droit divin et à établir une intimité monarchique - qui n'a de gaullienne que la rot récursif, singulière et immédiate (sans aucune intermédiation partisane) entre lui et son bon peuple. Au diable les partis ! Et il a commencé à le faire en dissolvant le FLN et toutes ses courroies de transmission traditionnelles. Du reste, moins pour se les concilier que pour les occire. Soldant l'histoire algérienne au passage. On sait ce qu'il en advint lors de la énième mandature.

Pour ce qui est du « recyclage du même personnel politique », quand on a suivi ce qui a suivi, on est en droit de s'interroger.

Belkhadem et Ouyahia en toute alternance avaient sûrement apprécié.

Non, il n'y a pas de majorité politique en Algérie, ni en 1999, ni en 2004. Encore moins aujourd'hui. Pour cela, il aurait fallu avoir un ennemi, un ressentiment, des scarifications et un projet. Mais aussi derrière soi un consensus citoyens et républicain.

Le crépuscule provisoire de la politique...

L'Algérie entre Beylek et bazar

On peut se réconcilier avec ceux qui inspirent
la peur. On ne pardonne jamais à ceux
qui inspirent la honte.

« La fin de l'histoire » peut vouloir dire la « fin de la politique ». Ce à quoi nous assistions en Algérie, au cours de cette campagne électorale. Et c'est ce à quoi nous assistons un peu partout, dans tous les pays où sont confondues messes parlementaires, République et démocratie des urnes. Cette dernière dégénère en mascarades électives et en jeux d'ego où « les » politiques prennent le pas sur « la » politique.

Jamais, pendant ces présidentielles (pas plus que dix ans après) les questions primordiales pour l'avenir du pays n'avaient été abordées. En ces temps de libéralisme à tout crin, l'observateur raisonnable redoutait ce qu'il pouvait advenir des ressources naturelles du pays, des entreprises et de l'économie nationales. Voire de la nation algérienne.

Avril 2004 Les prémices d'une réélection perpétuelle

Suite de la page 9

Il ne pouvait faire l'impasse sur ces questions simples : Qu'en serait-il du rôle de l'Etat dans l'économie, de la politique sociale et de ses modes de régulation, de l'étendue de l'ouverture du pays aux intérêts extérieurs ? Comment administrer et répartir équitablement la rente pétrolière et surtout de quelle manière lui substituer une valeur ajoutée économique qui réduira de manière significative la part qui revient aux hydrocarbures dans les exportations ? Comment concilier intelligence collective et intelligence privée, investissement stratégique à long terme et initiative tactique à court terme ? Qu'en serait-il de la politique locale, à l'échelle élémentaire de la commune, le plus proche du citoyen et de la centralité des pouvoirs publics ? De la place de la femme - dotée de l'intégralité de ses capacités - et de la famille dans la société et dans le droit ? De la politique maghrébine (au moment où il n'est plus possible de réunir l'UMA), de la politique arabe (après l'effacement d'une Ligue qui ne représente plus personne, tandis que le Proche Orient et les rives de la Méditerranée se désagrègent)...

En un mot, esquisser une réponse raisonnable à cette question lancinante : comment recoller les morceaux d'une société inquiète de son avenir et de celui de ses enfants, profondément blessée pendant un quart de siècle, dans un monde bouleversé, dangereux, instable et désormais sans repères ?

Comment organiser le génie d'une société et de sa jeunesse autour d'activités créatrices et adaptables pour assurer sa prospérité et sa sécurité ?

La plupart de ces questions ont été soigneusement évacuées, y compris par ceux qui disputaient sa place à Bouteflika, quitte à mendier maladroitement et vainement une réaction des casernes qui n'ont d'ailleurs plus rien à proposer sinon une reconnaissance à reculons d'Israël, une reddition à l'OTAN et un professionnalisme de boy scout. Tous les candidats (dont certains n'existent qu'une fois tous les cinq ans) baignaient dans un sirupeux consensus qui, sous prétexte d'efficacité et de modernité mal digérée, préchaient une démission de l'Etat de l'économie et de la société, une déréglementation sociale, une privatisation plus ou moins tempérée des interlocuteurs et les humeurs, et une ouverture extérieure confinant à une mise aux enchères. Avec une insondable cécité sur des naufrages similaires (argentin, russe, grec, espagnol... égyptien ou tunisien) qui avaient emprunté le même chemin.

Un esclave en attente d'un maître. Le culte du marché, comme naguère, le « culte du cargo ».

Entre rentiers prédateurs, attestation communale à l'appui, et marchands d'illusions parasites, l'Algérie ne sait plus où donner de la tête. Coïncé entre beylek et bazar, entre famille évolutionnaire qui ignore que l'honneur ne s'hérite pas et ne génère aucune créances et trabandistes hérauts néomodernistes en quête de légalité. Les promesses du « marché irréversible » (A. Ouyahia dixit) et le pragmatisme du fait accompli absolvent ce que condamnent la morale politique qui se respecte et le code pénal.

« Après tout, susurrant un ancien ambassadeur (qui avait l'air de s'y reconnaître, assis confortablement sur Schumpeter) n'est-ce pas ainsi que les « grandes nations » occidentales qui dominent aujourd'hui le monde ont édifié leur puissance ? Avant d'être des monarchies et des princes, nombres des familles régnantes avaient été de flibustiers anoblis par la rapine. Les Anglais se targuent d'avoir inventé le fair play, mais l'ont très peu pratiqué. Pourquoi s'arc-bouter de manière si infantile sur les principes, la morale et le droit et nier ce qu'il y a de créatif dans le bricolage ? »

En attendant, l'on devait se contenter de noter, César omnipotent lunatique ou pas, que l'Algérie devenait plus fréquentable. Et pas seulement par tous les rapaces que compte le monde *of shore* de la roublardise financière internationale qui savent de quelle côté la tartine est beurrée (et elle l'était assurément à Ouyahia

de 60 Mds de dollars de réserves en 2004).

Démocratique ou pas, liberté d'expression ou pas, il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas beaucoup de pays au monde où on peut outrager le chef d'Etat tous les jours en toute impunité.

C'est vrai : les « décideurs » savent ce qu'il y a de cathartique dans les paroles privées de toute performance. « Cause toujours mon lapin du m'intéresse ! ». Et tant que ça se contente de causer...

Se rappelle-t-on, à l'époque où l'Algérie quérait une reconnaissance et une coopération internationales, les humiliantes conditions faites à Zéroual pour qu'un Chirac circonspect daigne le rencontrer et qui a tourné court à l'ONU en octobre 1995.

Chirac s'était mépris sur son vis-à-vis : S'il dodelinait du chef à l'indienne, Zéroual pratiquait encore la station droite[3] ? La situation avait bien changé sous Bouteflika.

L'Algérie n'exportait pas uniquement des hydrocarbures, des dattes, du jus de raisin frelaté, des émigrés clandestins, des vrais-faux terroristes, des faux-vrais victimes du terrorisme, des compétences obsolètes ou des rêves brisés. Elle exportait aussi une géopolitique essentielle à l'équilibre méditerranéen et africain. Et ça, il suffisait de lire son journal tous les jours et de regarder une carte de géographie pour le constater.

Certes, la flambée des cours du pétrole y est un peu pour quelque chose... et la Sonatrach est toujours à privatiser. Certes, nous aurions pu deviner le l'usage que l'on sait - traditionnel à y réfléchir un peu - dont l'Amérique fera des émirs et des richesses qu'ils prétendent posséder.

En avril 2004, comprend-on pourquoi Chirac s'était empressé de se rendre à Alger, dès l'annonce des résultats des élections présidentielles, avant même qu'ils n'aient été officiellement rendus publics par le Conseil Constitutionnel algérien ? Au risque de réduire à sa plus simple condition (que la charité invite à ne pas qualifier) une glorieuse institution algérienne solidement coincé entre les règles formelles et la prudence qu'impose leur usage... ?

Avril 2014, et après ? Stabilité loin de l'équilibre

« Il n'y a rien qui s'améliore avec l'âge » Loi de Murphy.

Au fond, le grand problème de Bouteflika (qui est aussi d'ailleurs celui de l'Algérie et de son peuple) c'est de ne plus avoir d'ennemis déclarés qui donnent matière à héroïsme et à grandes ambitions. Un ennemi menace, mais

(*) NOTE
La République des Hôtels

La construction très récente d'hôtels privés gérés par des administrateurs étrangers, a eu pour conséquence un déplacement (une autre forme de prédation « créative » appelée « lois du marché ») des meilleurs éléments dotés des rares compétences et de l'expérience qui restaient en Algérie. Le départ de ces éléments (mieux rémunérés et mieux valorisés), a affaibli les deux ou trois dirigeants publics de la capitale dont les clients observent régulièrement la baisse de la qualité du service et de la maintenance. Mais comme la plupart d'entre eux y sont hébergés aux frais de la République...

L'on se demande encore à qui l'on doit la perpétuation d'une telle situation anti-économique évidente.

Convertis (« irréversiblement », comme il se doit - Ouyahia dixit) à l'économie de marché, les Algériens évoluent très régulièrement leur privatisation, comme unique solution à ce gaspillage de ressources et à la déplorable gestion de ce capital. Certains parlent (bas) de l'influence dont disposent certains gestionnaires qui administrent ces biens collectifs comme leurs propriétés et doutent qu'ils soient un jour mis sur le marché.

En attendant, pour bien signifier que les étoiles sont bien mal distribuées, c'est souvent dans les établissements étrangers que les autorités algériennes accueillent leurs invités. Ainsi, en fut-il le mardi 08 février 2005, des travaux de la troisième rencontre, ouverte à l'hôtel Sofitel à Alger, entre une délégation du Mouvement des entrepreneurs de France (MEDEF) et des opérateurs économiques algériens, accompagnés du ministre des Finances, M. Abdelatif Benachenhou, by self.

Bouteflika n'est pas en reste. C'est à l'hôtel Hilton d'Alger qu'il a réuni une semaine plus tard (le mardi 15 février 2005), le 2^{ème} congrès africain du pétrole où l'ont écouté discourir une quinzaine de ministres, les représentants de 200 compagnies pétrolières venues de 35 pays. A la fois conférence et Salon professionnel, cette manifestation ne s'est pas tenue dans un espace d'Etat et a échappé aux hôtels algériens qui ont perdu prestige et clientèle internationale.

Dès mars 2004, les Britanniques avaient transféré leurs services diplomatiques dans ce même Hilton. Le personnel de l'ambassade a vécu et travaillé dans cet hôtel d'Alger fortement gardé. Certaines tâches seront effectuées à Tunis, par exemple la délivrance de visas par mail. Cinq ans après l'élection du président, les Britanniques jugent ainsi de la sécurité que leur offre l'Algérie. Ce ne sera que 3 ans après (en avril-mai 2007) que les activités consulaires et l'ambassade retourneront au

il donne aussi forme, cohésion et cap.

Aujourd'hui, il n'y a plus de Révolutions à conduire ni de troupes à guider. Un vaste plan sans attracteurs, ni différences de potentiel. L'Algérie, figure confondue avec son tableau, ne fait plus saillance. Au mieux, pendant 10 ans, a-t-elle fait l'actualité à la rubrique nécrologique. Pendant que les comptables pragmatiques organisaient sa reddition à la logique monétariste, à coups de d'Ajustements Structurels aujourd'hui universalisés. Les frontières se sont peu à peu brouillées entre ennemis extérieurs et ennemis intérieurs. Jusqu'en 1979, on a dérivé de la Révolution armée pour l'indépendance du pays, les Révolutions économiques pour mobiliser une nation menacée de dispersion et de libations. A juillet 1962 a succédé juin 1965 et février 1971.

Au fond, Bouteflika est un bouc émissaire commode. Car ce n'était pas tout à fait ce destin que ce président accroché au dernier wagon du train de l'histoire, s'imaginait « vingt ans après », à la veille de son retour aux affaires en 1999.

Les dix années de Bouteflika, entre la fin de son premier mandat et celui qu'il sollicite aujourd'hui, laissent l'Algérie face aux mêmes questions. Passant, sans efficacité mesurable, de l'intermittence volubilité au silence abyssal, on pourrait décrire la campagne présidentielle 2014 - mais y en a-t-il vraiment eue - sur le même air que les précédentes (2004 et 2009).

Il y a pourtant une différence.

L'intervention du secrétaire général du FLN, lundi 03 février 2014 dernier, et les diverses réponses et réactions qu'elle a suscitées, a brisé un pacte : personne ne se faisait d'illusion sur la cohésion du processeur qui décidait réellement du destin du pays et qui n'a qu'un lointain rapport avec feu le « Conseil de la Révolution ». Le 15 février 2005, entre chiens et loups, le « 19 juin » a été rayé des fêtes légales de la République. Les observateurs les moins rigoureux savaient qu'il s'agissait d'une paix armée, mais relativement consensuelle, au moins en façade.

Chacun sait aujourd'hui que ce n'est plus le cas.

En sorte que ce n'est pas la réélection d'un président dont l'âge et de l'état de santé effrayent que les Algériens devraient le plus redouter. L'identité, les fonctions et les titres des personnes qui sont intervenues dans ce débat, laissent augurer un quinquennat qui pourrait prendre une trajectoire inédite. Inquiétante, sans doute. Salutaire, peut-être.

« L'éternité c'est long, surtout vers la fin ».

Woody Allen.

A. B.

centre de la capitale (Reuters, D. 21/03/2004, 22:59

et Le Quotidien d'Oran, J. 24 mai 2007.)

- C'est encore à l'Aurassi que le président réunit les femmes à l'occasion du 08 mars 2005. « *Si j'avais vingt Louiza Hanoune...* » déplorait-il alors, en hommage à une femme qui lui semblait peut-être la plus à même de valider l'adage : « *Nos meilleurs hommes sont nos femmes.* »

- Le ministre de la Participation, préférait, lui, le confort du Sheraton. Les cadres de son ministère y ont aligné, au cours de l'automne 2006, plusieurs réunions en préparation de sa « stratégie industrielle » (cf. *Le Quotidien d'Oran*, mardi 17 octobre 2006). Au printemps 2007, il fut question de beaucoup de stratégie et très peu d'industrie. Depuis, on se demande à quelle participation au juste participe le ministre de la participation. Même la plus sévère des oppositions algériennes préfère les hôtels, puisque c'est de la salle Cervantes du Sofitel d'Alger que la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), dirigée par un autre canonique et vénérable président, appelait alors le dimanche 24 avril 2011 à la destitution du président de la République en raison de son incapacité à exercer ses missions.

C'est sûrement de cette manière que la « classe politique » algérienne entend exprimer son intérêt renouvelé pour le tourisme...

[1] Si cela peut consoler, on serait surpris de découvrir avec quelles nations glorieuses l'Algérie partage ce privilège.

[2] Le 24 décembre 2008, le Conseil constitutionnel d'Azerbaïdjan a ratifié un projet de loi autorisant la suppression de la limitation des mandats présidentiels, entérinant ainsi le maintien à la tête du pays de la dynastie Aliev. Le pays a été dirigé pendant plus de trente ans par l'ancien chef du Parti communiste Heydar Aliev, auquel a succédé son fils Ilham en 2003. Ce dernier a été réélu en 2012 avec 98.8% des suffrages. Sans commentaires.

[3] J. Chirac pensait alors qu'une rencontre publique avec son homologue ne soit interprétée comme un soutien à la politique de son voisin méridional. La vraie raison est que l'Algérie acceptait une internationalisation de la lutte antiterroriste mais sûrement pas une internationalisation de ses troubles intérieurs, même si ceux-ci (nous le voyons aujourd'hui en Tunisie, en Libye, en Egypte... et en Syrie), sont le produit pour une large part des différends intérieurs attisés par l'ingérence étrangère.

LA CHRONIQUE DU BLENDAR



Paris : Akram Belkaïd

De la difficulté de se guérir d'un pays bien malade

J'aimerais me lever le matin sans avoir à y penser, sans en entendre parler à la radio ou au zinc du quartier, le plus souvent en mal ou avec catastrophisme.

J'aimerais être un auto-exilé indifférent, peu concerné, de plus en plus éloigné, gagné par le cosmopolitisme et la conviction que la frontière est un mal anachronique, et la nation, une passion finalement bien relative. J'aimerais regarder cette mascarade électorale avec de la désinvolture, un brin de compassion et quelques zestes d'amusement.

En rire... Oui rire de ces flagorneurs, ces chiyattines, ces qazabines, qui ont porté la photo, retouchée et encadrée, de leur invalide de maître aux quatre coins de l'Algérie (et de la France) lors d'une campagne électorale grotesque qui fera date dans les annales de la comédie humaine. Même les Monty Python n'ont pas imaginé pareil délire... Oui, j'aimerais en rire sans ressentir cette bouffée de colère qui obscurcit la vue et incite à égrener, mâchoires serrées un chapelet d'injures et d'obscénités. Sans avoir envie de cogner et de cracher sur ces chancres heureux de leur bêtise, assumant sans vergogne leur incompétence et si fiers de la domination quasi-coloniale qu'ils font subir à leur propre peuple.

Pendant les années 1990, l'Algérie du fer et du sang faisait peur ou pitié, parfois les deux en même temps. Aujourd'hui, elle fait rire aux éclats. Dans le monde, les Algériens si susceptibles et si fiers, seront désormais moqués car connus comme ceux à qui l'on a demandé d'élire un vieil homme qui, dans tout autre pays, serait à la retraite depuis bien longtemps, entouré de soins et des siens. Les railleries à l'égard d'autrui finissent toujours par rattraper leur auteur. On s'est gaussé de Bourguiba et de sa sénilité précoce, on a plaisanté avec un mépris teinté de racisme à propos des tyranneaux d'Afrique noire, les Bokassa, Idi Amin Dada et autres Mobutu. Maintenant, c'est ce Continent qui bouge et s'éveille qui s'esclaffe à notre sujet. Mais parions que l'on continuera à monter sur nos grands, grands, très grands chevaux à la prochaine blagounette à notre sujet. Ah, toutes ces moustaches frémissantes...

Un confrère brésilien, de gauche, me parle souvent de son pays. Ses parents ont connu la période noire, celle de la dictature, des disparitions et des escadrons de la mort. C'est peut-être pour cela qu'il ne se laisse pas griser par les grands discours à propos des économies émergentes. Il sait que les choses peuvent basculer, qu'il y a toujours chez lui des généraux

prêts à imposer leur conception bien particulière de la démocratie et que la prospérité n'est pas encore totale puisque les inégalités y demeurent importantes. Mais, il y a dans sa manière d'appréhender notre monde en mutation, quelque chose que je lui envie. Son pays bouge, s'anime, se cherche et innove y compris en matière de mobilisations sociales. Il se projette vers l'avant sans grandes craintes mais conscient des défis énormes qui l'attendent. En 2050, le Brésil sera une grande puissance ou pas, me dit-il. Ce n'est pas ce qui lui importe le plus. Ce qui compte, c'est le mouvement. L'idée d'être pleinement dans ce nouveau siècle et de ne pas reculer. De ne pas s'accrocher à un passé qui ne peut rien apporter.

L'Algérie, et ces dernières semaines l'ont bien montré, est minée par l'obsolescence. Les idées, les actes, les discours, tout cela sent le renfermé. C'est une vieille ruine en devenir, une terre qui se met en retrait de l'histoire immédiate et qui, comme cela a déjà été le cas au Moyen-Âge - va regarder, immobile et sans réaction, passer le train de la modernité et du changement. Et ce ne sont pas les clowns et les mauvais génies qui empêcheront cela. Leurs discours grandiloquents, leurs promesses de dernière minute n'y changeront rien. Cinquante ans après l'indépendance, le déclin et la régression sont bien là. Certains compatriotes qui vivent à l'étranger, d'autres qui vivent en exil à l'intérieur même du pays, y trouvent une raison pour se détacher de l'Algérie. Au lieu douloureux et aliénant, ils préfèrent l'amputation. Choix douloureux, radical mais est-il vraiment efficace ?

Où aller pour ne plus entendre parler de ce pays désespérant, de ses dirigeants inconséquents ? me demande un ami parti de son Oranie au début des années 1980 et qui peine à s'en détacher. Dans le nord du Québec ? En Sibirie ? A l'extrême-sud du Chili ? Au cœur de l'Afrique des grands lacs ? Qu'importe le choix, l'actualité, plus souvent tragique que comique mais jamais agréablement surprenante, agira toujours comme une constante force de rappel. Et puis, il y a les réseaux sociaux. En un clic, et c'est toute l'Algérie, ses drames, ses espérances et ses colères qui vous rattrapent et vous accablent. Même les parodies qui fleurissent sur le net participent à cet enchaînement. Où aller et que faire pour s'en défaire ? Je connais des gens qui sont rentrés au pays uniquement pour échapper à cette étrange captivité. Revenir au bled pour ne plus avoir à y penser de manière plus ou moins continue, un peu comme un toxicomane replonge dans l'enfer de la drogue pour ne plus avoir à lutter contre la tentation. Ah, qu'il est difficile de se guérir d'un pays si malade...

Un matin d'avril

Par Hassane Kentabli *

L'issu de ce vote était déjà prévisible, non pas parce qu'on ferait tout en faveur d'un candidat au détriment des autres, mais parce qu'un concurrent de taille se démarquait de tout le reste. Un homme de plus de soixante-dix ans, un homme qui est notre père à tous. Toute sa vie était un combat pour son pays et son peuple. Les mauvaises langues prédisaient un échec total, d'autres attendaient le chaos, voire la violence et la guerre civile ! Ce fut, fort heureusement, un grand succès, un jour historique pour le pays. J'en ai eu les larmes aux yeux en voyant les files d'attente devant les bureaux de vote. Quel beau jour pour le pays ! Le lendemain, notre père à tous est élu. Il devint le président du renouveau du pays et de la réconciliation nationale.

Il ne s'agit pas là d'une histoire fiction. Ce jour a bel et bien existé. Il y a exactement vingt ans, un 27 avril, Nelson Mandela était élu Président de l'Afrique du sud. Il y restera pour une période de cinq ans, pour un seul et unique mandat, le mandat Mandela. Il quittera le pouvoir en 1999 ; la même année, un autre matin d'avril, au cœur d'une autre ville, à l'autre bout de l'Afrique, un autre homme est « élu » pour cinq, ensuite dix, puis quinze ans et bientôt, peut-être, pour vingt ans, à vie, jusqu'à mourir sur le trône !

Il est certain que notre prochaine présidentielle est tout à fait inédite, en partie pour son caractère pathétique. À mes yeux, le dysfonctionnement s'est opéré bien avant. Il y a un peu plus de cinq ans, une modification majeure de la Constitution, notamment de l'article 74, qui aurait dû nécessiter la consultation du peuple par voie référendaire, se trouva validée par les députés. Des députés « à légitimité discutable » soutenus par quelques partis politiques ont voté la loi n° 08-19 du 15 novembre 2008. La limitation à deux mandats présidentiels, instaurée en 1996 et approuvée par le peuple par référendum, a été purement et simplement supprimée !

L'article 74 :

«La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans.
Le Président de la République est rééligible une seule fois.»

Devint alors :

«La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans.
Le Président de la République est rééligible.»

Le cœur de la question n'est ni dans le nombre de mandats cumulés au fil des années, ni dans l'état de santé d'un président. Il est dans le degré du respect qu'on accorde aux textes qu'on s'est fixés au préalable pour gérer notre société. C'est encore d'autant vrai quand il s'agit d'un texte majeur, en l'occurrence, la loi organique du pays : la Constitution.

Des exemples de dirigeants arrivant au terme de leurs mandats réglementaires ne manquent pas. J'aimerais citer deux cas, ils se sont déroulés à notre époque dans deux pays émergents. En 2008, le président de la fédération de la Russie arriva au terme de son deuxième mandat. Malgré le pouvoir qu'il a réussi à conforter et à centraliser au fil des années, a consciemment choisi d'épargner la Constitution de son pays en se servant de la ruse des chaises musicales avec son ami de Saint-Petersbourg. D'autre part, l'ex-président brésilien acheva ses deux mandats fixés par la Constitution en 2011. Au bilan, plus de 30 millions de ses concitoyens ont été arrachés à la pauvreté. Alors qu'il continuait à bénéficier de sa très confortable popularité de 82%, il céda sa place à la candidate de son parti.

Ami-chemin de la fin de son deuxième mandat, l'actuel président américain a récemment été invité dans une émission humoristique. A la question : « Seriez-vous candidat pour un troisième mandat » il répondit : « Non, ça risque d'être aussi mauvais que le troisième film *Very Bad Trip* ». Sa réponse même si elle était donnée dans un contexte de dérision, montre qu'à l'issu de deux mandats, toute tentative de conser-

vation du pouvoir est comparable à un mauvais film humoristique. La limitation n'était pas inscrite dans la Constitution américaine, mais demeura une règle bien ancrée depuis que *George Washington* déclina son troisième mandat en 1796. *Franklin D. Roosevelt*, restera l'exception, le seul président des Etats Unis à avoir été élu quatre fois (1933 - 1945). Plus tard, en 1951, le XXIIe amendement de la Constitution fixa, d'une façon explicite et définitive, la limite de deux mandats présidentiels.

Au printemps 2007, durant un séjour en Amérique du nord, je rendais visite à un ami installé en Pennsylvanie, à Philadelphie (première capitale des Etats Unis d'Amérique). En tête de liste des lieux que nous nous sommes fixés à visiter, figure le musée du centre national de la Constitution. En compagnie d'un groupe de lycéens nous effectuâmes notre visite dirigée par un guide aussi compétente que passionnée. Nous suivîmes, avec attention, les différentes explications et anecdotes sur les débats et la rédaction de la Constitution par les pères fondateurs de la Nation. Dans les yeux de ce guide, ainsi que dans ceux de ces lycéens, nous ressentions une grande fierté d'appartenir à une Nation aux pères fondateurs respectables tels que : *George Washington*, *Thomas Jefferson*, *Benjamin Franklin*, ... C'est là que j'ai compris combien la Constitution du 17 septembre 1787 est très chère dans le cœur de chaque américain, noir ou blanc, juif, chrétien ou musulman. *Keith Elisson* est un Américain africain né dans une famille catholique, converti à l'Islam durant ses études. Il a prêté serment lors de la 110e séance du Congrès le 4 janvier 2007, il venait juste d'être élu représentant de l'Etat du Minnesota. Le serment a été sur un exemplaire du Coran, datant de 1764, emprunté à la bibliothèque du Congrès et ayant appartenu au troisième président des Etats-Unis, *Thomas Jefferson*.

C'était un matin d'avril, au cœur de la ville. Une ville d'un grand et beau pays d'Afrique, un matin que tout le monde attendait depuis fort longtemps, un matin d'espérance pour un avenir meilleur. C'était le jour du suffrage universel pour les élections présidentielles.

Force est de constater qu'au fil des années le climat politique s'est effrité dans notre pays. Dégradation qu'a, d'ailleurs, touché tous les secteurs. Les partis démocratiques se retrouvent totalement inefficaces, déconnectés de la société de sa réalité. Quant au peuple, pour beaucoup, le défi quotidien se résume à : Ne pas rater le festin et faire partie des convives du grand gâteau national, tant qu'il en reste. La frange consciente du pays s'est, tout simplement, réfugié dans la résignation, en constatant, dans le désespoir, que ce que nous vivons ressemble de plus en plus au scénario de notre film humoristique culte de 1994. À se demander si notre réalité n'est, en partie, que la conséquence du fait que la première Constitution de notre pays a été rédigée sur un coin de table dans le cinéma Atlas (ex-Majestic) ? En 1962, une Assemblée Constituante, dirigée par le premier président du gouvernement provisoire du pays (G.P.R.A.), a été chargée à rédiger notre première Constitution. Avant même la fin de ses travaux, on lui signala l'inutilité de la poursuite de sa tâche. Désormais, nous avons la Constitution issue du Cinéma. Le président de l'assemblée démissionna, plus tard éloigné dans le désert comme pour lui rappeler les souvenirs d'avant l'indépendance, ensuite sommé à résidence surveillée. Il tomba dans l'oubli et l'anonymat jusqu'à sa mort à son domicile à Alger le 24 décembre 1985.

Toute société a besoin d'une autorité exerçant le pouvoir. C'est grâce à elle que la stabilité et la cohésion du groupe est assurée ainsi que la sécurité de ses individus. Dans certaines sociétés, le pouvoir est concentré au sein d'un seul ou de quelques

individus, tels que les monarchies absolues, les dictatures, ou tout autre régime totalitaire. Alors que dans d'autres, il est plus au niveau des institutions officielles ou traditionnelles, telles que les parlements, les conseils de sages tribaux ou religieux. « Rien ne se perd, rien se crée, tout se transforme » nous dit-on. En Physique, c'est la loi fondamentale de conservation de la matière, dite *Loi de Lavoisier*. Elle peut, toutefois, s'appliquer également dans la vie de n'importe quelle société : Toute partie du pouvoir perdue par les institutions se retrouve forcément récupérée par un ou quelques individus et inversement.

Le souci quotidien de chaque citoyen conscient, doit être : Comment faire de son existence un combat permanent pour renforcer, davantage et pour toujours, le pouvoir des institutions de son pays. Des institutions qui doivent être clairement définies et identifiées dans une Constitution qui aura la liberté comme axe central avec une séparation totale des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

Je me dis, peut-être un jour nous aurons un lieu, comme à Philadelphie, que nous pourrions visiter avec nos enfants. Nous leur dirons que, tel jour et telle année, des sages de notre Nation se sont réunis pour proposer à notre peuple la Constitution de notre Algérie moderne. Un tel jour ne pourra venir par la résignation et encore moins par le désespoir. Nous sommes condamnés à espérer et surtout, à agir, tout simplement, parce que c'est de l'avenir de notre pays et de celui de nos enfants dont il s'agit.

* Docteur en Physique

Fraude ou pas fraude ? Entre le héros et les mathématiques !

Par Abdellatif Bousenane *

Dans chaque élection en Algérie ou dans, pratiquement, tous les pays en voie de développement, les partis opposés s'accusent mutuellement de fraude. D'abord, concentrons-nous, sur ce qui nous intéresse le plus, le cas Algérien en l'occurrence. Ce qui est curieux chez nous, c'est le fait qu'on commence à parler très tôt de la fraude. Avant, pendant et après la campagne électorale. Ce mot magique et très efficace « fraude », qui signifie la falsification des résultats d'une élection, relève-t-il d'une réalité tangible et irréfutable ? Est-il utilisé pour masquer l'échec ? et donc garder la face envers les partisans ? Pour délégitimer la victoire de l'adversaire ? Ou pour, éventuellement, faire des pressions sur le régime politique en place afin qu'il partage d'avantage le pouvoir ?

Dans cette perspective, le calcul mathématique pourrait apporter une réponse à nos questionnements. D'autant plus que le peuple algérien est connu par son talent en la matière, c'est un peuple mathéux, il est très à l'aise avec les chiffres contrairement à ses difficultés avec les lettres. Dans l'histoire on note qu'au moyen âge on comptait des centaines de grands mathématiciens au Maghreb centrale, l'Algérie actuelle. Aujourd'hui, la qualité des mathématiciens algériens est reconnue dans les grandes universités occidentales. Mais, quel est le lien entre la fraude et les mathématiques ? Le lien est dans le calcul des pourcentages disposés par les 5 candidats qui se plaindront de la fraude, car si on fait ce calcul on peut sortir avec plusieurs conclusions :

Premier cas de figure :

Si le candidat arrivé en deuxième position lors de l'annonce des résultats par le ministère de l'in-

terieur, obtient entre 35 et 49 % des voix exprimées (en générale, par rapport aux élections présidentielles précédentes, les voix exprimées représentent 60 à 70 % des inscrits sur les listes électorales, ce qu'on appelle le taux de participation. C'est-à-dire, environ 12 millions votants. En supprimant les votes blancs et annulés, il nous reste qu'environ 11 millions) ainsi donc, entre 35 et 49 % des 11 millions ca fait : entre 4 et 5,4 millions de voix. Le vainqueur dès le premier tour aura plus de 51 % donc plus de 5,6 millions voix et les 4 autres partageront moins d'1 million qui reste. Dans ce cas là, le candidat malheureux peut éventuellement crier au loup car l'écart est serré. Il ne représente que quelques centaines de milliers de voix, à peine un million voir même pas. Sur les milliers de bureaux de votes lointains, il peut y avoir des dépassements qui peuvent, effectivement, fausser les résultats.

Ainsi, je pense que plus les résultats sont serrés plus le soupçon de fraude existera. Et non pas le contraire. Néanmoins, il faut apporter des preuves et des arguments solides et logiques et ne pas se contenter de dire il y a eu fraude. Dans ce cas de figure, l'arbitrage pour partager les deux adversaires est très difficile au moins dans nos pays dit du tiers monde, car dans les pays dominants l'écart est, souvent, calculé en « zéros virgules ».

Deuxième cas de figure :

Si le candidat classé deuxième obtiendra moins de 30 % du suffrage exprimé. Cela représente moins ou un peu plus de 3 millions de voix. Le premier passerait dès le premier tour, bien évidemment, avec plus de 51% c'est-à-dire plus de 5,6 millions votants. Ainsi il reste moins de 2 millions votants entre les 4 autres. Par conséquent, ce deuxième candidat ne peut pas crier à la fraude car l'écart est tellement grand (plus de 2 millions voix qui le sépare du premier). Logiquement, on ne peut pas cacher plus de 2 millions voir plus de 3 ou 4 millions de bulletins de votes. Surtout que chaque candidat a son représen-

tant dans chaque bureau de vote qu'il acquerra automatiquement un procès-verbal du résultat final. Les dépassements, en générale, se font dans des bureaux lointains, aux montagnes ou dans des bureaux situés dans des régions désertiques. Cela ne représente pas, tout de même, plus de 2 millions voix ! C'est quasiment impossible.

Par ailleurs, un candidat qui prétend être le héros du peuple et qu'une grande majorité a voté pour lui, c'est-à-dire plus de 5 millions de votants, ne peut pas expliquer qu'il n'a pas trouver 50 000, 70 000 ou même 100 000 contrôleurs ou représentants dans les bureaux à travers le territoire nationale. S'il a réussi à susciter une telle ferveur, une majorité de peuple qui adhère à son programme et qui se compte par millions, je pense, que ce peuple va veiller sur les urnes jusqu'à ce qu'il obtient le P.V final de chaque bureau. C'est la moindre des choses ! Pour les 4 autres candidats on est très loin du compte.

Troisième cas de figure :

Le vainqueur de l'élection écrase ses adversaires et gagne avec plus de 60% du scrutin c'est-à-dire plus de 7 million de voix et les 5 autres partageront les 40 % qui restent. Là aussi, et selon ma logique, il ne peut pas y avoir de fraude sauf, si et seulement si, il y a eu complicité de la part d'une grande proportion de la population et toutes les institutions d'état sans exception y compris un grand nombre des magistrats, à ce moment là la fraude sera si visible que tout le monde se rendra compte. Si on arrive à cette situation là, qui est à mon avis peu probable, il faudra, en fait, qu'on se pose la question sur notre psychologie autant qu'algériens, sur notre conscience collective et sur notre capacité à former un état nation.

Quatrième cas de figure :

Il y aura un deuxième tour : Alors là, la question mathématique ne se pose même pas.

* Docteur en sociologie politique.

Votez, votez, il en restera toujours quelque chose !

Par Bachir Ben Nadji

Je ne vous dirais pas que j'ai voté en 1962 pour le référendum d'indépendance, mais croyez-moi que je l'ai vécu enfant. Pendant cette période, nos murs étaient peints de l'emblème national, à travers les tags en français surtout et pour d'autres en arabe classique, on rendait gloire aux Chouhada de la guerre de libération nationale, on rendait hommage à l'Algérie, à son peuple qui a résisté pendant sept années, aux 132 ans de luttes de l'invasion et du colonialisme français, aux sacrifices de tout un peuple et à son courage. On voyait pour la première fois tant de drapeaux qui prouvaient notre liberté et notre soif de vivre indépendants, libres de jouir de notre pays même sans confort, mais quand même libres avec notre Armée, notre fierté, une armée populaire issue des masses rurales et citadines qui ont tant donné pour voir notre drapeau vert, blanc avec un joli croissant et une étoile rouges.

J'ai vu mes parents se rendre aux urnes, mes proches et les adultes que je connaissais aller accomplir un devoir pour l'Algérie indépendante, la leur, qu'ils ont vue entre les mains des colons pendant de longues années, mais qui vient de leur être rendue de force, arrachée par un million et demi de martyrs qui ont donné leurs vies à un pays qu'ils chérissent. Et quelle ambiance a régné ce jour-là et les jours qui ont précédé et suivi. On s'est souvenus, dans le temps, de ceux qui nous avaient quittés et qui sont partis dans la pénombre combattre l'armée coloniale, et qui ne sont pas revenus avec ceux qui sont retournés après les rudes combats, batailles, accrochages et autres actions qui ont eu lieu dans les djebels, dans les vallées, le long des routes sinueuses, dans les oueds et aussi dans le désert.

Toute l'Algérie a vu le sang des martyrs couler, et moi, votre serviteur, je n'oublierai jamais le sang d'un voisin martyr, tombé les armes à la main, et laissé lui et son compagnon, tombé lui aussi quelques mètres plus loin, couler et ruisseler le long d'une séguia sur plusieurs mètres en une journée pluvieuse au moment où nous nous rendions à l'école qui se trouvait à plus de trois kilomètres de notre maison. Cette image de martyrs et d'autres de l'armée française, de ces jeunes et moins jeu-

nes français et sénégalais qui nous toisaient comme des moins que rien, qui parfois faisaient semblant de s'apitoyer sur notre sort et de celui de nos pauvres parents, alors qu'ils voulaient à tout prix qu'on leur dise ce qui pesait sur nos cœurs, ce qui se passait chez nous le soir venu au moment où nous nous rassemblions dans nos masures pour écouter la Voix de l'Algérie libre qui nous venait de loin et qui était notre espoir de voir un jour l'Algérie indépendante, cette Algérie combattante qui donnait et donnait grâce à ses enfants, à ses valeureux enfants, à ses glorieux combattants.

Depuis ces moments inoubliables du vote de l'indépendance nationale, qui m'ont forgé dans le nationalisme, comme l'ont fait ces jours où je voyais les colons et leurs enfants, les militaires de l'armée française, les goumiers, les harkis et autres supplétifs, je me suis mis dans la tête de servir mon pays, de faire des études, de devenir médecin (je ne le suis pas devenu), d'aller aussi loin dans mes études pour rendre mes parents, que Dieu ait leurs âmes, heureux, pour leur rendre tout l'espoir qu'ils ont fondé sur moi, l'aîné, et sur mon frère plus jeune que moi de trois années, de réussir dans nos entreprises, et on l'a fait. On a fait des études supérieures et on a immédiatement commencé à travailler pour qu'ils soient fiers de nous, et glanent les retombées de leurs sacrifices et de nos frères plus jeunes, nés après l'indépendance nationale.

Depuis une quarantaine d'années je ne me suis presque jamais abstenu de voter, tant les structures de la jeunesse où j'ai milité, à l'université et aussi dans mon poste de travail en tant qu' élu syndical. J'ai aussi accompli mon devoir de citoyen dans les différents scrutins, la quasi-totalité que l'Algérie indépendante a eu à organiser, locales, législatives et présidentielles. J'ai également voté lors des référendums sur la Charte nationale et la Constitution.

Figurez-vous chers lecteurs, chers amis qui appréciez mes chroniques à travers les colonnes d'un de votre quotidien préféré, que je vote et qu'il en reste toujours quelque chose. Votre serviteur a toujours essayé de voter positif, de voter l'Algérie, ses choix et les choix de ses hommes. Je n'ai peut-être jamais voté négatif et là je parle de ceux qui n'aiment pas l'Algérie, ceux qui lui promettent à chaque fois de vivre les pires moments, ces gens-là je ne les aime pas fussent-ils proches de moi, mais qui en réalité sont loin de mes idéaux, loin de l'Algérie des martyrs, de l'Algérie que j'ai vu avan-

Ce jeudi 17 avril 2014 allons voter, allons aux urnes, allons en masse pour notre droit de citoyens, pour notre droit constitutionnel et là je vous dirais qu'il en restera quelque chose demain vendredi. Il en restera pour le lendemain et les jours et semaines qui viendront, ceux de l'Algérie, ceux de la prospérité, ceux du changement, ceux des jours meilleurs.

cer, patiner, s'arrêter, repartir de plus belle, perdre, marquer des buts, recevoir des buts et des coups, en donner, gagner ou faire match nul. Vous voyez ce que je veux dire, je ne parle pas de match de foot ou de sport collectif, mais de luttes et de combats pour la prospérité, pour la modernité, pour le développement, pour la démocratie, pour la liberté.

Votez, allez voter, il en restera toujours quelque chose et votre serviteur a voté un peu partout en Algérie, là où le devoir d'accomplir mon droit m'a appelé, là où je me trouvais pour vivre et travailler, faire vivre mes enfants, les voir s'épanouir, les voir grandir, les voir réussir, et là je vous dirais que la vie m'a rendue ce que je voulais qu'elle me rende, mes enfants ont fait des études supérieures, ils ont réussi, ils vivent advenne que pourra, il y a celui qui travaille et il y a celui qui chôme malgré son diplôme universitaire, et il est comme tous les jeunes algériens, il s'accroche, il fait ce qu'il peut en attendant des jours meilleurs.

Mes enfants ne partagent pas mes idées, mais partagent mes idéaux comme je partage les leurs, ceux de les voir profiter de leur pays, de le servir et aussi de se servir, parce que cette génération qui a trouvé tout prêt, qui n'a pas beaucoup sué, qui ne s'est pas sacrifiée comme on l'a fait, nous la génération de l'indépendance, voudrait bien se servir et ensuite servir. Peu importe, que les jeunes du troisième millénaire soient honnêtes envers eux-mêmes et envers leur pays, et qu'ils se servent sans voler, sans frauder, l'essentiel c'est qu'ils ne nuisent ni à eux-mêmes ni à leur pays.

Mes enfants sont comme la majorité des enfants de leur âge, ils voient leur pays avec leurs yeux, pas avec ceux de leurs parents, ils ont leurs propres préoccupations, leurs propres visions de leur pays et de leurs vies. Ils ne savent pas ce qu'ont enduré leurs parents, leurs grands-parents, leurs aïeux, et ils n'en font cure, ils veulent tout avoir en même temps. Ils ont trouvé l'appartement, la voiture, les cho-

ses difficiles de la vie et qui sont devenues faciles pour eux grâce à leurs parents, ils ne veulent pas entendre d'entraves ou de freins, ils veulent que ça réponde au quart de tour, ils veulent tout avoir en même temps, ils veulent que tout soit à leur disposition sans effort, ce qui est à mes yeux chose impossible, mais à leurs yeux applicable sans difficulté aucune.

Cette génération née dans les années 80 et 90 ne sait rien des difficultés qui peuvent surgir à tout moment, ils ne veulent même pas en entendre parler, ce qui est impossible à mon avis, mais le pire c'est que nous faisons tout pour les satisfaire quand nos moyens le permettent.

Chers concitoyens, chers lecteurs, chers amis allez voter, ça c'est mon avis et il en restera toujours quelque chose après votre vote, le devoir de bien faire, du devoir accompli, car il sera question de l'Algérie et de son devenir et de son avenir, le vôtre aussi, car ne pas voter c'est faire le jeu des autres, des ennemis de l'Algérie qui avance, de ceux qui veulent la freiner, entraver sa marche pour demain, la voir s'arrêter, ruinée et compromis son avenir et son développement.

Votre vote, notre vote, votre participation et notre participation au scrutin des présidentielles de l'année 2014 seront déterminants pour l'Algérie de demain, celle des générations futures, celle de ceux qui trouveront tout à leur disposition mais qui travailleront comme ils s'attendent aux résultats, et attendront les résultats et la récolte des fruits de leur labeur, c'est ces gens-là pour lesquels l'Algérie se construit.

Votez, votez, il en restera quelque chose, et toujours, que l'on sache que ce qui se fait aujourd'hui, sera pour demain, un demain certain, pas celui que promettent les oiseaux de mauvais augure, ceux qui n'aiment ni l'Algérie, ni les algériens, et qui s'aiment eux-mêmes loin de l'Algérie, sous d'autres cieux que leur promettent leur mentor, ceux qui les manipulent comme des marionnettes, votez, il en restera quelque chose. A bon entendeur salut !

La lumière au bout du compte

Par Salim Metref

Il s'agit d'un véritable équilibre instable. Tout semble se tenir mais la moindre petite perturbation pourrait faire s'écrouler tout l'édifice. La situation n'en est pas encore là mais la vigilance doit être de tous les instants. Tout comme la prudence qui est d'ailleurs particulièrement recommandée par les instances financières internationales pourvoyeuses d'indicateurs supposés viables. L'Algérie n'est pas à l'abri d'un crash pétrolier qui peut survenir à tout moment car il peut être induit par l'impact des turbulences régionales en cours. Cette dépendance extrême à l'égard des fluctuations du cours du pétrole est inquiétante. Elle peut aussi bien nous maintenir la tête en dessous de l'eau pour pouvoir continuer de respirer que de nous entraîner vers de sombres profondeurs avec toutes les conséquences que l'on sait sur un climat social déjà en ébullition.

Que peut-on donc faire pour ne pas connaître de nouveau l'asphyxie financière et tomber sous les fourches caudines des institutions financières internationales, comme cela a été le cas dans les années 80 avec les conséquences tragiques induites que l'on connaît sur les décennies suivantes ?

Si des mesures draconiennes devront être prises pour endiguer une probable dérive de notre situation financière, qui pourrait survenir plus rapidement que ne le laissent entendre certains experts, comment faire pour les faire accepter par tout le monde sans risque potentiel de remise en cause de notre encore fragile paix civile ?

L'élection présidentielle en cours et la cam-

Les grands équilibres financiers de l'Algérie pourraient se fragiliser. Certains experts l'affirment et ce pour peu, disent-ils, que la conjoncture internationale vienne à évoluer dans un sens qui serait défavorable.

pagne électorale qui l'accompagne semblent surseoir encore une fois de plus de débattre de questions fondamentales qui se posent inéluctablement à l'avenir et qui pourraient, si l'on continue à les occulter à force de populisme et de démagogie, mettre à mal aussi bien notre sécurité nationale que la pérennité même de notre nation.

L'avenir s'annonce porteur de défis majeurs à relever et de menaces à combattre. Les uns et les autres ne se relèvent et ne se combattent que par l'intelligence et l'efficacité. Les solutions autoritaires qui font fi du débat démocratique et de l'indispensable convergence des intelligences et des volontés ne peuvent être que provisoires et induiraient, de fait et d'elles-mêmes et à court terme, des dangers encore plus graves que ceux qu'elles prétendent combattre.

La recherche assidue du consensus national autour de questions vitales comme l'émergence d'une société libre et juste qui garantisse à l'ensemble de ses citoyens l'espoir d'une vie sereine dans son propre pays, le bon usage et le non gaspillage des ressources financières générées par nos richesses naturelles, la préservation de ces mêmes richesses, non renouvelables, au profit des générations futures, les réformes structurelles indispensables de notre système de santé et de notre système éducatif, le nouveau rôle géopolitique que notre pays pourrait avoir dans un contexte international extrêmement mouvementé sont quelques

unes des questions pertinentes auxquelles il faudra apporter des réponses et le plus rapidement possible. Des pays d'Amérique latine ont réussi, grâce à l'arrivée au pouvoir de nouvelles élites politiques soucieuses de l'intérêt national et sans pétrole et sans gaz, à redresser une trajectoire sociale et économique extrêmement périlleuse et ont permis, grâce à l'effort partagé et aux sacrifices équitablement consentis, d'améliorer de façon substantielle le niveau de vie de leurs peuples.

En Algérie, la situation sociale reste préoccupante. De larges pans de la population ont inexorablement dérivé vers la pauvreté et la souffrance. La violence est partout. Sur les routes, à l'école, dans la rue... La situation globale de notre pays est très au dessous de ce qu'elle aurait pu être eu égard à l'importance des ressources financières dont a disposé à ce jour l'Algérie.

Cette situation paradoxale augure du pire. Et il ne faut plus se leurrer. Le courage n'est pas dans l'ivresse du pouvoir ni dans la jouissance du faste qu'il peut procurer. Il est dans cet immense dévouement qu'il faut incarner au profit de son pays et son peuple. Le courage est, comme dirait Gabin, dans ce Mékong qu'il faut remonter à la nage. Accéder au pouvoir où s'y maintenir est un combat légitime si et seulement il se traduit dans les faits par un combat politique pacifique conduit par des procédés démocratiques. Nous restons encore et malgré les vœux des uns et des autres encore très loin des standards internationaux en la matière.

La doctrine qui consiste à continuer de croire qu'il faut toujours gérer avec force et autorité l'aspiration légitime de notre peuple à la justice et à la liberté n'aura malheureusement que trop duré depuis l'indépendance. Elle aura en tous les cas provoqué dans le corps social de profondes déchirures qui sont devenues si béantes qu'elles ont quasiment fait voler en éclats tout espoir d'endiguement. Et les tragiques événements que continue de vivre Ghardaïa ne constituent qu'un avant-gout de ce qui pourrait nous arriver si nous venons à continuer de refuser de faire appel à l'intelligence et à l'efficacité.

Nous devons rester lucides car nous pouvons être à tout moment entraînés par une spirale de turbulences extrêmement maline et aux mutations imprévisibles qui pourraient réussir à cristalliser l'ensemble de nos frustrations, de nos rancœurs et de nos rancunes, nous emporter tous et qui pourrait ne jamais s'arrêter. Il n'y aura alors au bout du compte ni forts, ni faibles. Ni riches, ni pauvres. Justes de malheureux vaincus devenus la risée de la communauté internationale!

La descente aux enfers n'est cependant pas une fatalité. Rien n'est encore perdu et tout peut renaître. La recherche des coupables risque de nous faire encore perdre un temps devenu si précieux et dont nous ne disposons plus. Il s'agit désormais d'une véritable course contre la montre. Il faut vite se ressaisir et se repentir. Que Dieu nous préserve de qui pourrait bien nous arriver.

La campagne électorale a connu son épilogue, avec un goût d'inachevé : beaucoup de sujets n'ont pas été abordés par les candidats comme le sport, la culture, les loisirs, l'insécurité, la drogue, la peine capitale... et la mendicité.

Zappés lors de la campagne électorale : mendiants d'ici et d'ailleurs



Par Cherif Ali

Ce fléau a pris des proportions aussi inquiétantes qu'insoutenables, non pas parce que notre pays est en récession ou en crise, mais parce que c'est un grand « business » qui nous est imposé par des cartels et leurs besogneux.

Au jour d'aujourd'hui, la mendicité en Algérie, a prit de l'ampleur, à telle enseigne, qu'il est difficile de distinguer le mendiant « honnête » du mendiant « professionnel ». Nous allons tout de même essayer, à travers cette contribution, d'en démêler l'écheveau.

Le mendiant, qui est-il, d'où vient-il ?

Le mendiant vit matériellement d'aumônes, d'argent ou de la nourriture donnée par charité. Il est, habituellement, sans domicile fixe et se déplace dans un espace public, devenu, par la force des choses, son territoire. Son activité était par le passé, paradoxalement, reconnue, honorée et respectée ; il recevait nourriture et hospitalité, selon une coutume et des principes ancrés dans la mémoire populaire. Il faut préciser d'ailleurs à ce propos, que la charité n'était octroyée qu'aux mendiants originaires du lieu, dont le statut d'indigent et de miséreux était avéré ; les autres mendiants, usurpateurs, n'avaient pas droit à l'aumône et ils étaient chassés hors des limites des lieux. Par le passé, on distinguait le vrai men-

diant qui, faute de capacité d'emploi, d'handicap prononcé, d'inexistence de revenus, d'absence de solidarité familiale ou autre, ne pouvait compter que sur les dons pour subsister. Sa déchéance, parfois provisoire était souvent due à une pénurie d'emploi ou chômage, un éclatement de la cellule familiale, à un divorce, ou à la perte du logement. Elle durait cependant dans le temps quand ce mendiant devait son état à l'alcoolisme et à la toxicomanie. Réduit ainsi en loque humaine, ce type de mendiant, véritable déchet, s'abreuve d'humiliations comme à plaisir ; l'indigence alors ne reçoit plus de bienfaits, elle perçoit des tributs ; elle ne doit rien à la charité, elle doit tout à la fatigue ou à la crainte émanant de ce type de personnage, qui récolte ainsi quelques pièces, qu'il doit néanmoins ramasser. Et le ressenti par rapport à ce type de mendiant, parfois agressif, n'est que honte, empathie, dégoût, tristesse, indifférence, pitié, voire désespoir quant à la race humaine.

Il est évident et on ne peut l'ignorer, que la fermeture d'entreprises, conjuguée au désastre occasionné par la décennie noire avec son lot de déracinés, d'handicapés, d'orphelins et de veuves, ont contribué à gonfler le rang des mendiants.

Quant aux faux mendiants, le problème est autre ; ils sont organisés en bande, transportés et ventilés par des réseaux mafieux, et agissent comme des employés modèles, structurés et soumis à des obligations professionnelles et même à une obligation de résultat ou de quota à atteindre. Dans ce ramassis, on ne peut, par exemple, ne pas remarquer à

Alger et ailleurs, la présence de jeunes femmes avec des nourrissons marmonnant quelques litanies pour faire pitié. Cet étrange atelage « mère-bébé », à croire qu'il a été cloné pour la circonstance, s'essaime sur les voies de circulation. En fait, il n'est pas difficile d'observer que l'enfant porté n'est pas celui de la mendiant, dès lors qu'elle ne manifeste aucune affection particulière à son égard. Cette panoplie n'est pas exhaustive bien sûr, tant les faux mendiants redoublent d'ingéniosité dans leur « art ». Et comment ne pas signaler cette information relative aux centaines de personnes, originaires de wilayas lointaines, débarquant à Souk-Ahras la veille du mois de Ramadhan, pour repartir après l'Aïd, après avoir ratissé de fond en comble la ville, vidé les poches de ses habitants et rafflé la zakat d'El Fitr. Leur ingéniosité n'a d'égale que leur capacité à louer des maisons à la périphérie de la ville ciblée, voire même, à prendre des chambres d'hôtel in situ, pour s'adonner, plus facilement et dès l'aube, à leur « métier ».

Un autre exemple, tout aussi sidérant, peut-être perçu sur l'axe Douéra-Ouled Fayet, où les automobilistes sont assaillis par des essaims de petites filles, âgées d'à peine 6/7 ans, qui leur demandent quelques pièces, en prenant tous les risques, comme s'agrippant aux portières des voitures en mouvement. Il vous est loisible de contempler cette scène, chaque matin, et le plus surprenant c'est qu'elle se déroule sous les yeux des gendarmes, occupés il est vrai, par la circulation, très dense, en ces lieux !

Qu'est-ce que la mendicité ?

La mendicité est la forme la plus sensible et la plus grossière de l'indigence sollicitieuse. Elle s'adresse indifféremment à tous et à chacun ; elle s'établit sur la voie publique, sur le seuil des mosquées, des marchés hebdomadaires et en tous lieux où se pratiquent des flux humains ; elle cherche les endroits les plus fréquentés ; elle ne se borne pas à exprimer ses besoins, elle en étale les tristes symptômes ; elle cherche à émouvoir par ses dehors autant que par son langage ; elle se rend hideuse pour devenir éloquente ; elle se dégrade pour arriver à ses fins.

La mendicité n'a pas de nationalité, elle ne connaît pas les frontières. Les virus aussi. Il faut en parler car le « paludisme », jusqu'à méconnu chez nous, a fait des victimes, même si faut-il le rappeler, la contamination a été ramenée de l'étranger, du Burkina-Faso, par les supporteurs en déplacement. Quant à l'autre virus, « Ibola », il fait peur aux gens, même si, dans l'absolu, il représente un danger lointain ; prudence, tout de même.

Dans nos rues, dans nos principales artères, on peut, ainsi, rencontrer tout aussi bien des personnes d'origines syriennes qu'africaines qui mendient. Où résident-ils, comment sont-ils soignés, sont-ils recensés par leurs consulats ? Notre ministre de la solidarité, madame Souad Bendjaballah, est-elle au fait, de leur existence ?

Bref ! Les gens, pour l'instant, donnent sans se poser la moindre question, même s'ils ne comprennent pas la position des pouvoirs publics qui, apparemment, ferment les yeux et semblent tolérer cette situation. Comment se fait-il que tous ces étrangers qui ont quitté leurs pays en guerre ou en crise économique, ne soient pas pris en charge et encadrés de manière officielle ? Beaucoup de nos concitoyens pensent, réellement, que l'Etat s'est « défaussé » sur eux, et, tacitement, éprouvent de la commisération et acceptent d'aider ces indigents venus d'ailleurs ; notre pays, décidément, restera une terre d'accueil et chez nous la solidarité n'est pas un vain mot, même si beaucoup d'entre nos concitoyens sont lassés de cette situation qui n'est pas sans conséquences sur l'image de notre pays, en général, et de notre Capitale, en particulier.

Comment est-elle perçue en Islam ?

La mendicité en Islam est une pratique reprouvée puisqu'elle est considérée comme une mauvaise conduite qui risque de mener son auteur à l'irréparable. Il y a des hadiths qui prescrivent la mendicité, mais aussi d'innombrables versets du Coran qui exhortent le croyant à être généreux avec son prochain, à ne pas être avare, à dépenser sans compter, dans la voie de Dieu. Ainsi, l'Islam adopte, somme toute, une position équilibrée. Il fait l'éloge du pauvre qui s'abstient de mendier et encourage le nanti, à pratiquer la charité et à dépenser dans le bien. Ceci est d'ailleurs parfaitement étayé par un Hadith du Prophète (QSSL) rapporté par Abou Hourayra : « Quand l'un de vous rapporte sur son dos un

fagot de bois, cela lui est bien préférable que de tendre la main aux gens dont certains lui donnent quelque aumône et d'autres ne lui donnent rien » (Al Boukhari - Mouslim). Ou encore cet autre Hadith : « Celui qui mendie pour accroître ses biens ne mendie en réalité que des braises (d'enfer) soit qu'il demande peu, soit qu'il demande beaucoup »

Le désarroi du musulman

Continuer, pour le croyant, à donner la zakat ou l'aumône, au feeling, selon sa conscience, ou essayer de contribuer à faire cesser cette dérive en s'abstenant de répondre aux sollicitations, ne constitue pas, à contrario, la solution à même d'éradiquer ce fléau et de le tranquilliser ; il doit quand même être prudent et distinguer, autant que possible, le nécessaire du mécréant.

La mendicité, segment caché de l'emploi informel ?

Le fléau de la mendicité, a dépassé tout entendement et ses ramifications semblent sans limites. Car c'est bien d'une profession ignoble dont il s'agit, même si bien sûr il ne faut pas oublier qu'il y a encore des nécessiteux, qui s'abstiennent souvent de tendre la main et, s'ils s'y résignent, c'est en désespoir de cause, et pour le moins, provisoirement pour la plupart. Cette organisation de la (fausse) mendicité, outre ses moyens matériels, obéit, comme il a été affirmé supra, à une structuration rodée et hiérarchisée avec des leaders, des kapos et des besogneux avec à la clef, des recettes à faire pâlir les capitaines d'industrie les plus entreprenants.

La responsabilité des pouvoirs publics

Si l'on ne met pas le curseur sur la mendicité, notamment celle prise comme métier, avec ses raquetteurs et ses besogneux, pourra-t-on parler, décemment, de politique nouvelle de la ville, d'investissement touristique ou globalement de développement ou d'amélioration du cadre de vie en Algérie ? Bien évidemment non. Voilà donc, un chantier à ouvrir absolument, d'autant plus que l'ordonnance n° 69-51 du 17 juin 1969 portant l'interdiction de la mendicité et du vagabondage stipule dans son article 1er « la mendicité et le vagabondage sont interdits sous quelque forme que ce soit, sur toute l'étendue du territoire », et dans son article 2 que « toute infraction est passible d'emprisonnement de 2 mois à 2 ans et en cas de récidive, la peine pourra être portée à 5 ans ». De plus, même si la loi algérienne criminalise la mendicité, le législateur ne doit pas être en reste concernant l'ampleur du phénomène et doit à mon sens, plancher rapidement sur « l'exploitation de la mendicité et son organisation en réseaux » et combler ainsi le vide juridique en la matière.

Concernant enfin la mendicité des mineurs ou l'exploitation d'enfants et même si on est loin, très loin même du Maroc où la mendicité infantile, qui bien que coutume ancestrale, est extrêmement gênante notamment pour le touriste qui se voit sollicité à chaque pas, il y a urgence absolue à intervenir devant ce péril auquel il faut opposer une tolérance zéro, pour sauvegarder ces enfants de la rue, qui sont déjà stigmatisés par une image de déchéance, la leur et celle de leur exploiteur, avant d'avoir un peu de prise sur leur propre vie.

Conclusion :

Le gouvernement Sellal a placé parmi ses priorités, l'éradication des marchés informels et des parkings sauvages. Il en a confié l'exécution au Ministère de l'Intérieur qui en a fait son crédo. Le dossier de la fausse mendicité est autrement plus ardu dans le sens où il impliquera, autant les collectivités locales que les services de sécurité, face à des citoyens, marginaux et peu scrupuleux ; le prochain exécutif et les institutions concernées doivent, d'ores et déjà, se mobiliser et se préparer à lutter, efficacement, contre ce fléau d'autant plus que lors de la campagne électorale, on a entendu un candidat déclarer s'engager, s'il était élu, « d'abandonner la règle du 51/49 » ce qui augurerait d'une précarité chez les travailleurs qui perdraient leur emploi et viendraient, ainsi, gonfler les rangs des nécessiteux. Le même candidat a aussi promis « de promouvoir notre pays afin qu'il soit classé 5^{ème} destination du bassin méditerranéen et 50^{ème} destination mondiale » : l'argent coulera, donc, à flot pour le bonheur des mendiants d'ici et d'ailleurs ! Le 17 avril 2014, c'est-à-dire aujourd'hui, ne nous étonnons pas de voir venir à notre rencontre, à la sortie des urnes, des sondeurs d'un nouveau type, non pas pour nous poser la question de savoir pour qui on a voté, mais pour nous tendre la main et nous demander : « à votre bon cœur, monsieur ! »

Statut de la femme musulmane : sujet actif ou objet de consommation... jetable

Dieu a créé le ciel et la terre, le soleil et la lune, le jour et la nuit et... aussi l'homme et la femme pour fonder un foyer et vivre ensemble (heureux, si possible).

Par Mohammed Guétarni *

A la différence des bêtes, celle-ci n'est pas une simple femelle ayant pour unique tâche naturelle la procréation à dessein de perpétuer l'espèce. C'est pour cette raison que l'Islam, plus que toute autre religion révélée, lui a accordé toute l'importance qui lui revient « de Droit divin. » Ceci afin de constituer une société organisée et harmonisée où chacun des deux sexes trouve sa place sans usurper celle de l'autre. C'est aussi pour cela que Coran, Hadiths et philosophie musulmane concordent à lui restituer la place de choix qui lui convient et lui revient pour assurer la stabilité familiale et, par voie de conséquence, sociale.

« Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle et nous avons fait de vous des nations et des tribus pour que vous vous connaissiez. »

Rôle de la femme dans sa société

Un des rôles-clés de la femme est de veiller sur la joie et le bonheur familiaux. Ainsi, le rapport entre l'homme et la femme, en Islam, est fondamentalement basé sur la complémentarité. Le Prophète (QSSSL) disait : « Les femmes sont les sœurs des hommes » dans le sens où l'un complète l'autre en dépit de leurs différences anatomiques et physiologiques qui sont des dimorphismes sexuels propres à chacun d'eux.

Même le rôle de la femme au foyer est significatif au sein de la société. Elle se consacre, avec abnégation, à s'occuper de son foyer, son mari, ses enfants au point d'oublier, parfois, sa propre existence. Son statut actuel d'opprimée, voire de méprisée relève des pratiques purement culturelles qui n'ont rien de culturel. La décadence endémique du monde arabo-musulman et l'analphabétisme aidant, dus (en partie) à la colonisation, ont fait que la situation de la femme musulmane a dangereusement périclité au point de revenir à la période antéislamique. Des innovations ("bida'a) se sont greffées à l'Islam originel au fil des temps et ont pris des allures de pratiques religieuses alors qu'il en est exempt. L'Islam, du vivant du Prophète (QSSSL), a accordé respect et égard à la femme. Malgré cela, elle se voit, de nouveau, replongée dans une injustice abyssale comme au temps de la « gentilité » (Djahiliya). Elle souffre en silence. Pourtant, l'Islam lui a garanti des droits inaliénables que, normalement, nul ne doit lui ôter dont le premier est le droit à l'humanité. C'est-à-dire qu'avant d'être femme, elle est d'abord un être humain digne de vivre décemment comme son frère l'homme et à ses côtés. Elle n'est pas un succube.

La femme est un pôle important de l'humanité. Elle est mère, sœur, épouse, fille. Grâce à sa procréation, elle assure la pérennité à l'espèce humaine si bien qu'un enfant né sous X peut venir au monde sans un père (légitime) mais jamais sans mère. Cet enfant, une fois adulte, commence, d'abord et avant tout, par chercher sa mère en premier et non son géniteur.

Le roman arabe, en tant que reflet direct d'une société éprouvée, voire blessée est souvent l'expression d'une réalité nationale. Son objectif est de battre en brèche certaines idées figées à dessein d'amorcer un changement social et/ou national pour que la nation tout entière puisse se remettre de sa blessure coloniale et prendre ses distances du discours idéologique pour mieux suivre la marche de son temps. Cependant, il faut faire le distinguo entre modernité et acculturation. Le monde ara-

be se sent, parfois, outragé, sinon agressé par des idées venues d'ailleurs (Occident, principalement). La civilisation occidentale, arrivée par le biais de la colonisation soit territoriale, soit culturelle provoque un véritable « tsunami culturel. » Toutefois, pour amortir ce choc civilisationnel, il sied que cette modernité soit repensée et adaptée à l'environnement social, culturel et culturel pour bousculer certaines mœurs fossilisées complètement à côté du monde actuel.

Le roman arabe ou la fiction réaliste

Les romans arabes, en général et maghrébins en particulier, tentent de dresser des frontières (qui ne sont pas toujours étanches) entre la modernité et l'acculturation. Celle-ci est une assimilation des valeurs culturelles d'un groupe (dominant) par un autre (dominé) pour procéder au gommage de la culture d'origine de ce dernier qui veut se distinguer de l'Autre. Pour ce faire, il veille sur sa culture pour garder et confirmer sa propre identité que le système de domination veut à tout prix oblitérer.

Par ailleurs, l'homme arabe ne doit pas se dissimuler éternellement derrière cette ambivalence tradition/acculturation pour éluder la modernité. Celle-ci est une mutation incontournable de la société humaine dans son ensemble - et dont fait partie le monde arabe - vers l'évolution. Certes, des frictions, voire des conflits peuvent surgir dans notre société divisée entre conservateurs et modérés.

Ainsi, la littérature arabe se présente comme une littérature de combat pluridisciplinaire. Elle lutte, en même temps, sur plusieurs fronts : historique, sociologique, culturel, culturel... pour secouer les mentalités figées - qui sont une réelle dynamique de la régression- au moyen de la transgression.

Maturation ou acculturation de la nation arabe ?

La modernité, dans le monde arabe, ne doit pas être importée comme un simple produit de consommation. Elle doit être repensée et adaptée avant d'être appliquée à la société. Elle est un processus d'évolution lent que, si on veut le calquer sur un modèle étranger - occidental, en l'occurrence -, risquera de rencontrer une résistance et dégénère, car considérée comme une agression aux valeurs identitaires. Une modernité qui ne prend pas en ligne de compte l'environnement social ou imposée par le système au pouvoir, pourrait être rejetée pareille à un corps étranger parce qu'elle est incompatible. Elle provoquerait, alors, des déséquilibres sérieux entre les différentes couches et classes sociales antagonistes cohabitantes dans la même aire culturelle et culturelle.

Toute lutte entraîne une mutation au sein de la société et, principalement, au sein de la famille, par exemple parents/enfants, père/fille. Ce qu'on peut appeler, communément, le conflit de générations. Si la situation devient tendue, elle risquera d'effiloche le tissu social déjà fragilisé. D'où, la fille refuse de pérenniser les gestes séculaires de sa mère. Elle estime vivre une vie mutilée par le fait d'être réduite au silence et à l'obéissance. Ce qui lui paraît une réelle « mort en vie. » Consciente de ce qui se passe autour d'elle, elle reste, cependant, incapable d'agir pour remédier à sa situation de plus en plus dégradante. Son mutisme et sa soumission la maintiennent dans un état tel qu'il l'empêche de concevoir et de développer un autre mode de vie en fonction de son sexe, de son entourage et aussi de son époque. Autrement dit, elle oscille entre le besoin cardinal d'être émancipée, certes, mais « Différente » - de l'Occi-

dentale, par exemple -, et le désir impérieux de garder son « Mème identitaire ». Si les traditions actuelles ne sont ni réformées ni modulées pour répondre aux aspirations de la femme arabe, elles deviendront un frein à son émancipation et, par ricochet, à l'évolution de la société dans son ensemble. C'est la raison pour laquelle les œuvres arabes ont, pour référent, le réel de la vie quotidienne par lequel elles sont infiltrées. Il n'y a pas de rupture entre ce que la femme lit et ce qu'elle vit. La lecture est l'écho de sa vie privée en ce que la littérature suit de près les mutations socio-historiques, notamment, après les Indépendances sur les plans de la culture et de la communication ainsi que les Droits de l'Homme et ceux de la Femme. Dans ce domaine, la gent féminine est divisée en deux camps quasiment contradictoires :

« Celles qui défendent un rapprochement avec les structures sociales et idéologiques occidentales considérées comme un pas nécessaire pour parvenir à leur commun objectif, et celles qui entreprennent, par contre, une recherche dans les racines de l'Islam et de la tradition afin de bâtir une société plus égalitaire qui ne soit pas aliénée de son passé mais enracinée en lui. »

Le poids du père pèse sur toute la famille. Exemple, « Le Vent du sud de Abdelhamid Benhadouga, « Le Passé simple » de Driss Chaïbi, « La Répudiation de Rachid Boudjedra... Le dialogue est banni. La parole du père est unique à l'instar du Chef unique, du Parti unique, du Dieu Unique. Sa parole relève du logo divin. Ce qui a provoqué une révolte poétique contre le père aussi bien chez Chraïbi que chez Boudjedra. Loin d'être une révolte subversive, la littérature arabe tente de frayer un chemin vers le dialogue -ce grand absent du débat familial- pour créer de nouveaux rapports père/fils, par exemple, et pourquoi non époux/épouse.

Ces romans ne sont pas seulement des œuvres de témoignages, de désenchantement ou de dévoilement de soi. Ils mettent au cœur du débat la question de la femme dans sa réalité nue ou « roman au féminin. »

Il n'est pas vain de rappeler que l'Islam, dès le début de son avènement, à commencer par combattre l'idéologie négationniste contre la femme. La fille a droit à l'existence au même titre que son frère et aussi au bonheur familial. « Celui que Dieu a donné deux filles, disait le Prophète (QSSSL), et les a éduquées entrera au Paradis. » De ce fait, l'instruction est rendue obligatoire pour « chaque Musulman » et « chaque Musulmane », disait-il aussi. La mission première de l'Islam est de battre en brèche les traditions obscurantistes du paganisme qui gérait la vie sociale de



Ce passage cache mal le visage changeant de la société arabe écartelée entre les valeurs occidentales/orientales, séculières/régulières, traditionnelles/modernistes.... Les romanciers dépeignent, de manière photographique, une société perturbée, désarticulée. Elle n'est pas encore parvenue à fixer son choix sur les valeurs à adopter occidentales ou islamiques. Ce qui provoque la division de la société en classes, parfois, antagonistes.

Les traditions, quelque peu polyphoniques, confondent social et religieux. Les auteurs tentent de les analyser en sociologiques pour, justement, traduire aussi fidèlement que possible, leur société dans son espace et en temps réel. Le système patriarcal est présent dans les œuvres. Le père est souvent présenté comme un autocrate. Ses décisions sont souvent unilatérales et irrévocables, exécutées au pied de la lettre et sans commentaire. Recommandations coraniques obligent.

l'époque antéislamique. Ce qui fait dire à Germaine Tillon que « Le Coran fut révélé la législation la plus féminine du monde. »

Mustapha Kamel, fondateur de la Turquie moderne, fut l'un des fervents défenseurs de la libération de la femme musulmane :

« La femme ne doit plus s'enfermer ni se dissimuler ni se voiler, car tout le pays en souffrirait. »

Lorsque le voile tombe, le visage apparaît au grand jour et tout le monde le voit. La Musulmane n'est plus un opprobre. C'est le début du bonheur, autant dire de l'honneur.

Une pareille déclaration, émanant d'un homme politique d'un grand pays musulman, est une sédition insidieuse aux structures traditionnelles qui empêchent la femme de s'épanouir. Mustapha Kamel considère que l'émancipation de la femme est l'émancipation de la nation entière.

Suite en page 15

Statut de la femme musulmane : sujet actif ou objet de consommation... jetable

Suite de la page 14

La première reconnaissance à la femme turque est sa capacité et surtout sa ferme volonté à vouloir s'engager énergiquement dans la bataille de la construction de son pays. Elle veut se prendre en charge en changeant de fonction passant d'objet passif à sujet actif ; de n'être plus obligée d'accepter un époux imposé, de subir l'acte sexuel mais d'y participer pour un meilleur équilibre du couple. Autrement dit, elle refuse son statut de monnaie d'échange. C'est pourquoi, elle revendique haut et fort, à la fois, son humanité et sa féminité. Elle veut, ainsi, trancher avec l'arbitraire canonique du mâle obsolète et d'un autre âge. Ce dernier veut maintenir, contre vents et marées, ses privilèges en s'appuyant sur le texte coranique et la sunna souvent sciemment détournés se leur sens originel.

De ce fait, tabous et préjugés sont battus en brèche. Le conservatisme perd du terrain et cède la place aux idées nouvelles et idéaux modernistes sans, bien sûr, porter atteinte à l'identité culturelle et culturelle. Le hidjab et le foulard portés sans convictions religieuses ne sont qu'accoutrements. Ceux-ci peuvent être remplacés par une bonne éducation et surtout une bonne instruction poussée à même de booster la fidèle vers une foi pensante et surtout cartésienne que fidéiste, exempte de tout effort de réflexion.

Certes, une pareille déclaration provoque une véritable tectonique des valeurs islamiques, particulièrement au Machrek musulman conservateur. Ce dernier se sent menacé par un renouveau schizophrénique capable de gagner l'ensemble des peuples du Moyen Orient.

Traditions après colonisation

Au Maghreb, par exemple, la situation coloniale a bousculé certaines structures traditionnelles. Il va de soi que la femme maghrébine n'est pas allée jusqu'à perdre son *Moi identitaire* pour une altérité aliénante ou pour un féminisme européen en reniant sa composante culturelle, voire culturelle. Roland Barthes considère que « L'altérité est le concept le plus antipathique au "bon sens" ».

La littérature francophone (africaine, maghrébine) est une aire « d'exploration audacieuse des discours tabous, des zones interdites, telles que la sexualité, le désir, la passion, l'amour » au moyen d'un métissage culturel synergique maghrébin, oriental et occidental. Ce qui donne une dynamique d'écriture où fluent des textes pareils à des sources phréatiques qui rend la production littéraire plus fertile.

Dès la fin du XIX^e siècle, des intellectuels arabes moyen-orientaux commençaient à prendre conscience de la situation alarmante de la femme musulmane, en général. Pour eux, l'oppression de la femme symbolise l'oppression de la nation tout entière car « La femme est une école, disait Hafedh Ibrahim, si tu la prépares, tu prépareras un peuple racé. » Ces intellectuels ont compris que l'évolution sociale passe obligatoirement par l'émancipation de la femme au moyen de l'éducation et de l'instruction. Il est impossible, pour n'importe quelle nation, d'évoluer si sa moitié est analphabète et, donc, enfermée. Mustapha Kamel l'a bien compris.

Il est à rappeler que « La femme doit être éducatrice. L'homme adulte a été formé par sa mère. » Amin Qassim est un intellectuel. Il a reçu une bonne formation et éducation religieuses pour défendre la femme musulmane, en parfaite connaissance de cause, sans ambages et sous un angle religieux. Il reconnaît que la situation de celle-ci était plus satisfaisante au début de l'avènement de l'Islam que de nos jours. Ce qui montre nettement que la dégradation de sa situation relève moins des lois islamiques que des traditions purement sociales relevant de l'obscurantisme. Ce qui lui a valu les



foudres de ses opposants fondamentalistes conservateurs. Il faut rappeler que ces divergences de vue entre conservateurs frileux et ceux modérés ont pu préserver la culture arabo-musulmane contre toute forme d'aliénation.

« Nous pouvons affirmer, disait Abdel Fettah N. Sayyad, que la législation musulmane (...) pourrait, sans innovations, assurer à la femme musulmane, dans la famille et dans la société, une situation au moins égale à ses sœurs occidentales. Il suffirait que nos législateurs ne s'enferment pas dans les prescriptions des quatre rites orthodoxes. »

Cela montre que les intellectuels arabes ne sont pas hermétiques aux valeurs occidentales lorsqu'elles mettent le doigt sur certaines tares sociales tel que le fondamentalisme religieux et/ou politique aliénant. Elles peuvent être revues et modulées pour se mettre au diapason du concert des nations évoluées. Ce qui permet de procéder à un réel lifting, à la fois, de l'Islam et de la nation tout entière pour empêcher, sinon, freiner le délabrement du « Moi » individuel et social musulman. L'entité humaine de la femme reste entière et n'est pas fondue dans le groupe. Elle est reconnue en tant qu'entité physique et morale, mais aussi en tant que membre de la communauté. Elle se rebelle contre l'attitude sociale à son encontre qui l'étouffe par son poids de plus en plus insupportable. La société musulmane est celle du Livre (Coran) où tout est consigné. Alors pourquoi ne pas s'y référer pour éviter tout déni de justice contre la femme ? Pour Tahar Haddad, la femme est un « Trésor familial recouvert par la poussière. Il s'indigne contre les pratiques immuables auxquelles les conservateurs restent fidèles. »

« C'est la femme qui donne naissance au peuple, c'est à elle aussi de l'élever, de l'éduquer. Notre espoir est en elle pour préparer la jeunesse à entrer dans la vie avec une conception claire du devoir. »

La femme arabe : être ou paraître ?

Dans les romans arabes en général, qu'ils soient maghrébins ou moyen-orientaux,

nous relevons une relative positivité de la femme jointe, en même temps, d'une négativité mais sans fondement. Un texte écrit par une écrivaine souligne des qualités positives de la femme, mais aussi de certains auteurs, comme Tahar Haddad. L'objet de naissance de l'œuvre est souvent la femme réduite à un simple produit de consommation, parfois jetable après usage. Autrement dit, elle reste un discours social en ce qu'elle est spoliée de sa propre existence. Elle n'existe pas par elle-même. Elle ne peut – voire ne doit – l'être qu'à travers le mâle, qu'il soit père ou mari qui sont, à même, de lui servir de certificat de garantie de sa dignité sociale et sa sécurité matérielle.

La femme arabe tente, en vain, de rompre le cordon qui l'enchaîne à l'homme tutélaire au point d'avoir l'illusion d'être congénitalement incapable de s'émanciper. Son vœu est d'avoir les mêmes droits que l'Autre occidentale en évitant l'altérité pour conserver son *Moi identitaire*. La sororité arabo-musulmane n'a-t-elle pas atteint sa maturité pour constituer une solidarité féministe afin de contester sa situation et revendiquer ses droits accordés par l'Islam ? La femme arabe est à la croisée entre l'Histoire, la Mémoire et l'Identité. Les œuvres arabes montrent, avec réalisme, la violence à laquelle elle est exposée. Elle est adulée pour son corps et honnie pour le reste parce qu'elle est, à la fois, « séduction et sédition. »

Elle est considérée comme une entité simplement physique comme si la fission entre le corps et l'esprit féminins est une obsession chez l'homme. Le corps devient un bien particulier de l'homme mais privé d'âme. Il n'appartient pas à sa propriétaire. D'où, la sexualité féminine a une place réduite en peau de chagrin dans l'éducation de la fille. Son corps est pour autrui et non un « corps-moi. » Son corps lui est confisqué et sa vie volée. Tel est le discours dominant dans les textes littéraires musulmans.

« Tu n'as aucune raison de t'attrister, ma chérie. De toute éternité, les maisons appartiennent aux femmes et le monde aux hommes. »

« Une jeune fille, il faut élever un bon mur entre elle et le monde. »

Les deux romans, algérien et égyptien, montrent que toutes les femmes arabes sont

logées sous la même enseigne de la violence, notamment dans la société traditionnelle. La maison est l'espace quasi naturel de la gent féminine tandis que la rue appartient exclusivement – ou presque – à l'homme. L'œuvre devient une lecture d'idées portée sur un discours dramatisant sur le pan culturel. Ainsi, elle ne répond pas à la ligne éditoriale du discours officiel. La claustration de la femme ne semble pas relever du culturel mais du culturel pour mieux la surveiller, donc mieux la dompter dans le sens de l'assujettir pour lui éviter tout risque d'esprit d'insubordination et, par la même, de licence.

En conclusion, la littérature arabe présente un diagnostic exhaustif de l'état actuel de la société sans procès d'intention. Elle tente d'adapter un *aggiornamento* entre la tradition et la modernité. Si elle est stylo-caméra, elle ne relève pas d'une écriture-scalpel. Elle ne se veut même pas séductrice contre l'ordre social établi. Elle est peut-être un *pronunciamento* afin d'inviter les autorités politiques et religieuses à réfléchir sur une plateforme à même d'assurer une transition congruente vers la modernité. L'écriture devient alors une voie, sinon une voix féministe de revendications intellectuelles.

D'autre part, les textes sont un clin d'œil pour montrer que le conservatisme est non seulement un frein à l'émancipation de la femme, mais à toute la société, voire la nation tout entière. La description des scènes sexuelles violentes dans « Le Voile de la peur » et « La Femme lapidée » a pour effet de produire un électrochoc thérapeutique pour émouvoir le lecteur plus que la lectrice. C'est une invite discrète à l'homme de revoir sa conduite vis-à-vis de la femme. Même la sexualité a une éthique que, si elle est respectée, peut modifier radicalement les relations homme/femme, voire entre les membres du groupe et/ou de la société. Le pouvoir des textes littéraires étudiés est d'essayer de façonner une nouvelle aube pour la société arabe de demain. Alors... appliquons-les dans la vie de tous les jours. Pour le reste, on verra plus tard.

M. G.
* Docteur ès lettres
Maître de conférences.
Université de Chlef.

Le rêve d'un jeune et l'élection d'un président !

«On naît de deux ventres : celui de sa mère et celui de ses idées»

Eugène Ebodé

Par Kamal Guerroua

Mon rêve ne manque pas de drôlerie mais j'essaie de vous le raconter, l'étaler devant vos yeux comme un drap blanc, giclé de sang ; un drap de noces nuptiales, fripé, lessivé, et froissé à force d'être proie d'amour et de rêveries consommées. Je ne saurais vous le cacher, ça se voit, il est tacheté d'un rouge cramoisi, ce qui prouve sa virginité, il est innocent mon rêve! D'autant plus innocent que je m'en suis inspiré à satiété comme l'aurait déjà fait mon compatriote Kateb Yacine de l'atroce blessure du 8 mai 1945, la sienne et celle de tout son peuple, réduit en état d'indigénat! Sans doute, en dépit de cette fâcheuse tendance à rafraîchir les mémoires, je ne me considère pas pour autant un passéiste revancharde, loin de là, je ne suis en fait qu'un jeune insouciant et amoureux de la vie, il s'agit bien plutôt dans mon cas d'un simple rappel historique d'une date symbolique, tristement vouée aux gémonies et par les autres et par les nôtres, c'est triste! Je suis comme Don Quichotte sur la croupe de sa rossinante, si adorable, si chouette mais à bout de souffle, celle-ci marche, trotte mais ne court jamais hélas. Je vous le concède volontiers, je rêve trop mais mes desseins nocturnes, au demeurant généreux et féconds, ne ratissent point large. Ils s'ennuient, se rétrécissent en peau de chagrin, blémissent et fanent le lendemain matin, lamentablement, inexorablement.

Ô pauvre Don Quichotte, ça me fait pitié de te voir pleurnichard en ce mois d'avril de toutes les turpitudes quoique je sache pertinemment, en mon for intérieur, qu'une justice, des plus amples et des plus élémentaires qui soit, t'ait été rendue! Car, idéaliste, tu regardes trop vers le ciel et chéris profondément ta terre! Cette terre algérienne, belle et rebelle pour laquelle des héros et des gens modestes ont troqué leur vie, des âmes nobles ont cédé leurs biens, des femmes courageuses ont lâché le printemps de leur jeunesse! Je suis ce jeune algérien perdu, ton incarnation à l'identique, regarde-moi bien, je suis ton avorton, ton duplicata, ton avatar comme dans ce film du réalisateur canadien James Cameron, l'as-tu vu celui-là? C'est un navet génial inspiré des dilemmes kafkaïens, une création posthume de Cervantès, ton père métamorphosé au fil du temps en fils, c'est du moins ce que je crois, une pensée spontanée d'un jeune raté dans cette Algérie du XXI siècle où tout est «normal-isé»!

Bon, maintenant, je te laisse dans tes élucubrations et je pars en fantassin bohémien dans les miennes, mais j'avise au passage ceux qui lisent les lignes qui suivent de ne pas trop s'inquiéter car je n'ai ici ni l'intention de critiquer ni celle de dénigrer mon pays. Aussi, ce n'est pas une lettre de démission que je vous adresse (je ne suis pas un responsable d'un parti politique ni un cadre ou un porte-parole d'un ministère du gouvernement et ne le serai probablement jamais) ni un réquisitoire virulent contre quiconque (je n'ai aucun ennemi ni adversaire, ni à l'intérieur ni à l'extérieur des rouages de l'Etat), encore moins un pamphlet ou un brûlot incendiaire (ce genre de littérature m'est ésothérique puisque je ne maîtrise par l'art de la rhétorique, de plus, vous n'êtes pas sans savoir que je suis un analphabète trilingue comme le gros lot de ma génération!), c'est plutôt un rêve, juste un rêve d'une nuit, je suis un rêveur, c'est mon droit, parbleu! Toutefois, un rêveur amputé, longtemps caparaonné de pudeur codifiée, de tabous ingrats, de garde-fous ubuesques, qui plus est, jeté dans les mille rets d'une aliénation stupide! Aujourd'hui, ça y est, c'est l'épilogue de cette imposture, j'ai décidé de lâcher le morceau, de débarrasser mon sac en public, j'ai trop encaissé,



je suis gavé, j'ai envie de vomir. Je suis au bout du gouffre, je suis un jeune périmé, déclassé, avili qui ne peut plus jouer dorénavant l'indifférent, ça me rend encore malade d'hystérie! Il va falloir que j'apporte ma brique à l'édifice de la maison algérienne, que je participe à la fabrication de son destin et que j'y arrime tous mes espoirs, décidément! Cela est d'autant plus vital pour moi que dans deux jours, un scrutin tiendra lieu dans mon pays ; on va élire un président de la république, un événement d'une grande ampleur qui, sous d'autres cieux, aurait suscité le plus insupportable des engouements! Or, pour moi comme pour la plupart des jeunes de ma génération, j'en suis sûr, ce n'est qu'un ultime passage à vide, un autre recyclage de nos pérennes déceptions.

Sincèrement, cette marmite électorale me rend sacrément désinvolte, ça m'est égal, je ne suis ni à chaud, ni à froid, je suis tiède. D'un tieudeur glacée sans commune mesure avec la chaleur de mes rêves! J'avoue en la circonstance que je n'ai jamais voté de ma vie, peut-être serait-ce une erreur fatale ou un signe du ridicule de ma part diriez-vous, en revanche, moi, je vois cela comme une consécration logique de ma marginalisation du circuit de la politique et du politique, la rente et les privilèges, en conséquence de quoi, j'assume entièrement mon choix, je suis majeur et vacciné, ma tête est haute, je n'ai peur de personne, mon sang est fier, je suis algérien! En plus, je suis un objecteur de conscience qui a suivi une cure de négligence civique hors norme, à vrai dire, on me l'a inoculée. C'est un savant dosage, un peu spécial : un mélange de rage, de hogra, d'humiliation, de «nif» et de «barakat» éparpillé d'année en année sur nos têtes et ce depuis un certain 5 juillet 1962! Donc, j'ai hérité à mon corps défendant et de plein droit de «l'incivisme»! Enfin, pour une fois de mon existence de jeune en désespoir, je suis un chanceux! Quel sinistre héritage! Néanmoins, je suis toujours rêveur, vous entendez, un rêveur sans concession dont l'esprit est bousculé par cette grosse boîte qu'on appelle communément : urne. D'ailleurs, je n'arrive pas à savoir à quoi cette boîte-fantôme me servirait, ça me reste un mystère, je suis peut-être un jeune naïf, c'est votre droit de me considérer ainsi, mais vous me rendrez un grand service si vous me dites franchement ce que ce machin peut apporter de neuf à ma situation actuelle, je suis un chômeur, un hitliste à la fleur de l'âge sans revenu, sans

avenir, sans perspectives et sans soleil dans un pays qui dort sur plus de 200 milliards de réserves de changes! De grâce, dites-moi comment voulez-vous que je croie à cette boîte de cristal, cette boîte-marâtre, cette boîte malentendante, aveugle, malodorante, mal-faite, mal foutue?

Et pourtant, j'aurais voulu y croire un jour et il s'est trouvé que mon rêve ait giclé trop de sang. Du sang pollué qui suinte un remugle de morts, des complots, des torrents de larmes, des milliers de disparus, des ruines, des dégâts, des cris, des déceptions, des remontrances, des regrets! Je suis déboussolé par ce qui était arrivé à mon rêve, j'étais ivre, j'étais furieux, impuissant. Notre deuil aurait pris plus de dix ans durant lesquels on a cessé de rêver. Notre deuil était long, pâle, morbide. Et avec une rare pugnacité, on a décidé d'entamer notre deuxième rêve, ce fut une fantasia à l'algérienne, une fantasia typique où il y avait 7 cavaliers tout blancs et tout beaux, la course était très passionnante, l'urne s'est embellie de belles fleurs, réapproprié ses lettres de noblesse, les cavaliers regardaient la lune, souriaient aux étoiles, distribuaient à tire-larigot des promesses. Ironie du sort, à la veille du jour «J», ils se sont désistés du terrain, leurs baïonnettes ne tirent plus, le vieux démon de la fraude est déterré, les rumeurs ont enflé, les chevaux sont déclarés d'avance «outsiders» et l'épopée a fait pschitt! Néanmoins, le tout petit, robuste et persévérant, a continué l'épopée contre vents et marées. On l'a applaudi en dépit de ses déficiences et de ses manquements. On a voulu enterrer nos tristesses, c'est légitime! Il fut rayonnant, il haranguait des foules enfiévrées et galvanisées avec une simplicité déconcertante, il était un beau parleur qui portait une colombe blanche sur l'épaule, il l'a lâchée, elle s'est envolée, le pays a reconquis sa stabilité, la paix est revenue, la violence est décriée ; traitée partout pis que pendre! Les années passent et cahin caha notre rêve grandit, il pousse, jette ses racines comme un platane sur des murs fissurés, les murs de cette Algérie dépuclée et violée en plein jour au vu et au su de tout le monde. Ce fut un rêve pétillant, ça a donné des roses, des parfums, des pétales, le pays est devenu un chantier à ciel ouvert, les étrangers ont peu à peu repris confiance, la grande muette n'est plus la grande parlante qu'elle fut, elle commence à prendre ses distances. Cependant, la sénilité a pris de court ce chevalier zélé et randonneur, sa voix est de plus en plus traî-

nante, son corps prend un sérieux coup de vieux, il s'éclipse des regards, la fantasia déjà estropiée au début, devient maintenant lassante, les pots-de-vin ont sapé le moral des gens, la rente à l'odeur d'une bouse de vache enragée, l'entourage du cavalier n'est qu'un peloton de traîne-savates, monotones et sans scrupules, le régionalisme a gagné des galons, le fatalisme s'est enrobé d'une raideur un peu plus prononcée que d'ordinaire, le feuilleton de «l'homme providentiel» a fini en eau de boudin. Il a pris un tout autre chemin, celui du spectacle et de la débîne. Hélas, le rêve a mordu de la poussière, on l'a remis au placard!

Aujourd'hui, on est tous terrifiés à l'idée de gâcher le restant de nos rêves dans le bricolage, on est las et désappointés, on n'aime pas la répétition des mêmes accroches de phrases, des mêmes promesses, on veut du concret, sérieusement du concret. On aime que notre pays soit le meilleur au monde, qu'il ait des universités qui rivalisent du savoir et de compétence et non pas de médiocrité et d'allégeance, qu'il possède des hôpitaux au matériel sophistiqué et au service assuré. On aime également que nos jeunes ne s'exilent point dans des contrées lointaines, qu'ils trouvent du travail, du respect, de considération au bercaïl, qu'ils aient un avenir chez eux, parmi leurs familles et leurs proches, qu'ils ne s'immolent pas de feu, que la femme de notre pays ait la place qu'elle mérite comme sa congénère des autres contrées. On voudrait bien que la loi soit reine, que la constitution s'érige en citadelle, que les institutions président aux hommes et non pas le contraire, que rien ne soit amendé ni changé, encore moins touché sans la consultation du peuple et que celui-ci soit le seul décideur à tout moment et dans toutes les circonstances. Notre rêve ne veut plus râler encore sous les étoiles, le bourrage des urnes, la fraude à la Neaglen et la rente collées à ses basques! De même, on ne veut plus servir de force d'appoint ou de faire-valoir à quiconque ni à quelconque chapelle sauf à toi, Algérie de l'espoir, on t'aime fort, un amour qu'on ne peut plus dépendre, mais qu'on sait toutefois éternel, maternel, profond et par-dessus le marché, sincère! C'est pourquoi, on boude cette braderie collective, cette bataille de chiffonniers, ce tourniquet du statu quo et attend l'éclair du jour, tapi derrière cette aube incertaine. Mais notre rêve jusque-là condamné à vivre dans la nuit, logé dans les plus obscurs replis de nos illusions pourrait-il un jour jaillir? Je l'espère inshallah!



Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-
Djaballah



Election présidentielle : l'urne fatale ?

«N'est pas alarmiste celui qui exprime
une inquiétude fondée» (Sid-Ahmed Ghozali)

Toute campagne électorale, même la plus anodine (comme des municipales, par exemple), dans tous les pays à minimum démocratique, est toujours inévitablement parsemée de cris, de critiques, de contre-vérités, de mensonges, d'attaques, d'invectives, d'insultes, de bagarres, de diffamation(s) même. Pourquoi donc s'en étonner ? Etonnant, non ! Certains candidats, bien rares, y vont de leur poche mais la plupart font appel à la «générosité» de leurs soutiens (affaires et/ou hommes d'affaires, industriels, lobbies divers, clubs et sociétés plus ou moins visibles, associations... et, en douce, entreprises étatiques...).

En fait, le paysage politique devient automatiquement bien brumeux et assez vite orageux et nul, le citoyen lambda encore moins, ne sait, au fil du temps qui passe, de quoi il retourne vraiment. Comme si cela était fait exprès, par la gent politicienne, pour, en fin de compte, anaquer l'électeur. En politique, «trompe qui peut !»

Quoi de plus normal en ce bas monde, et cela dure depuis... qu'il y a des élus (hormis ceux de Dieu... et encore que, là aussi, il faut toujours avoir des fidèles issus au moins des tribus d'origine et alliées et/ou du compagnonnage de jeunesse).

Au fur et à mesure que le poste visé prend de l'altitude, les luttes deviennent encore plus sévères... encore plus «sanglantes», et l'adversaire, quoi qu'en disent les vis-à-vis est, presque toujours, littéralement «lapidé». En public de préférence - surtout durant la campagne dite officielle, tous les coups étant (généralement) permis - avec, pour tribunal, les comités de soutien... et certains journalistes et journaux écrits et électroniques ou chaînes de télévision, et pour jurés, les publics... longtemps et auparavant «chauffés à blanc», tout particulièrement en ces temps de sur-médiatisation de la société, par les médias (classiques et électroniques), à travers des écrits et des émissions souvent millimétrés et «sur-mesure».

Donc, qu'une campagne électorale, présidentielle qui plus est, soit mouvementée et brutale - en pays en transition démocratique comme le nôtre, et au sein d'un système qui n'arrive pas, malgré tous les drames, tous les efforts, toutes les expériences et toutes les dissertations, à «émerger» de la mélasse dans laquelle il s'est embourbé et de se sortir de la logique, devenue paralysante car complexe, de sa gouvernance (sic !) - rien de plus normal. Normal, non !

LES «TOUT VA BIEN»,
LES «TOUT VA MAL»...
ET LES «INQUIETS»

L'anormal, c'est qu'en marge de la campagne - face aux «tout va bien», les laudateurs et autres zéloteurs connus ou tout nouveaux du candidat ayant le vent en poupe, face à ceux qui ne trouvent aucun intérêt à un quelconque changement dans les pôles de pouvoir existants, et ce afin de préserver leurs acquis ou pour ne pas subir des jugements - émerge, apparaît, toute une flopée de «tout va mal», au niveau d'expérience et de connaissances objectivement relevé, d'ici et d'ailleurs, qui se mettent, non à prendre franchement position pour tel pour tel candidat ou tel ou tel programme, mais qui, sans faire, d'abord, leur mea culpa (n'ont-ils pas participé, tous, sans exception, en tout cas ceux qui ont dépassé la cinquantaine, peu ou prou, directement ou indirectement, involontairement ou volontairement, à la production du système et de ses déviations ? Certains ont même «fait leur beurre» et, de plus, bien assuré l'avenir de leur progéniture), en viennent, non à simplement déconstruire les situations et les projets et à faire part de leurs inquiétudes de situations brumeuses, mais à littéralement détruire ce qui existe, tirer des conclusions, toujours d'une noirceur déprimante... sans pour autant proposer des alternatives ou des ébauches de solutions concrètes, praticables et acceptables... et, sans trop s'engager sur le terrain de la lutte politique. Ce qui fait, paradoxalement, grandement l'affaire des gens en place, au pouvoir, qui, sachant, grâce à leur pratique de la politique, «tirer les marrons du feu» et exploiter les situations même les plus explosives (les créent-ils ? laissent-ils métastaser les maux ? Qui sait) mettent tous les avis dans le même panier, et ont beau jeu d'accuser tous les autres d'irréalisme politique et d'utopie économique. «Moi, ou le chaos».

Ce qui gêne, par ailleurs, énormément, les candidats opposants qui voient leur discours perturbé par des nuisances (exemples : la lettre de Benouari, celles de généraux et colonels à la retraite, tous estimables messieurs au demeurant...). Seuls y ont échappé les constats de Liamine Zeroual, de Mouloud Hamrouche... et de Sid-Ahmed Ghozali qui, tout en faisant part de leurs inquiétudes ont, aussi, avancé des recommandations... quoique divergentes, de sortie de crise ou, du moins, d'en modérer les mauvais effets, en attendant mieux et pour éviter des drames. Pour sa part, le Ffs (et ses militants) ne s'est pas pro-

noncé du tout... attendant pour (mieux) voir, analyser, tirer des conclusions et faire des propositions. Il a tout juste fait une déclaration assez modérée sur la période de transition et la reconstitution d'un consensus politique national.

L'ALARMISME DEPRIMANT

Dans tout ce remue-ménages pré-électoral, l'exemple le plus traumatisant est bien le discours résolument «alarmiste» qui tourne ou/et se base sur toute cette «histoire» ou «thèse» ou «théorie» de l'après-pétrole, avec pour point focal les ressources en diminution et en voie de disparition prochaine. Une idée qui est, à la longue, devenue fixe... facilitant la fuite en avant des décideurs actuels qui ont beau jeu de prédire d'autres découvertes et d'annoncer l'exploitation d'autres énergies. Oubliée la lutte effective contre la corruption multiforme désormais généralisée. Oubliés les grands et gros dossiers de véritables bandits encore en poste, à la retraite ou attendant un procès qui viendra plus tard... en tout cas toujours trop tard pour les victimes. Oubliée la gestion rationnelle et non plus mortellement sociale (démagogique et populiste) des moyens financiers existants ou tirés des hydrocarbures. Oubliés les objectifs de notre Ecole, de notre Université et de notre recherche scientifique. Oubliée... Oubliée... Beaucoup trop !

Ce n'est pas la première fois que le plat est posé (même du temps du boumediénisme triomphant avec la soupe des dangers du néocolonialisme qui a empoisonné la vie des individus chercheurs de liberté... et du temps du chadisme décadent avec les dangers de la dette extérieure et de «hizb frança», qui ont favorisé, tous deux le repli sur soi et la méfiance des autres, étrangers et nationaux) avec un mélange d'ingrédients que seuls les spécialistes peuvent apprécier, mais que le grand public a du mal à comprendre et, par contre - coup, reçoit, tous les jours de la campagne, entre autres, les conclusions catastrophistes comme des uppercuts en plein estomac... Encore bien rempli... pour l'instant, heureusement !

Alors qu'un expert, ancien Pdg et ancien ministre, aujourd'hui expert consultant, nous donne (seulement) jusqu'en 2040 (ouf !) de vie équilibrée grâce au pétrole, un autre estime que l'ère du pétrole bon marché est derrière nous, que notre position de producteur (semble) fragilisée et notre position d'exploiteur (est) menacée. Un troisième, celui-ci encore plus pessimiste, pré-

dit une nouvelle phase de glaciation (Brr !) et, pour lui, bientôt, il va y avoir un «après-pétrole» qui fera retomber le pays... tenez-vous bien... dans la «misère effroyable»... et, «au terme du prochain mandat présidentiel, 2019, l'Algérie risque de ne même plus pouvoir nourrir sa population...». Un quatrième parle d'un «pays qui s'émiette progressivement et se désarticule lentement. En silence». Pauv' de nous ! «Nous sommes parmi les pays les plus pessimistes au monde», écrit Chérif Ali (Liberté, jeudi 10 avril 2014). Il n'est pas le seul à diagnostiquer cela. Il n'a pas tort. Pas étonnant avec tous ces politiciens «de hasard» se disant «élites» ; avec toutes ces «élites» se voulant politologues ; et, avec tous ces décideurs économiques aux théories évoluant en fonction des postes occupés ou des promesses de postes, de salaires, de primes... ; et, avec des citoyens-électeurs en quête d'emploi, de logement, de loisirs, de reclassements et de rappels de salaires. Tous, toujours en attente d'une «part du gâteau» ! En fait, le grand problème est moins la quantité de pétrole et de gaz encore dans notre sous-sol, mais bien plutôt la destination de l'argent accumulé.

Tout ceci sans compter les rapports et discours habituels, bien construits mais toujours et naturellement pessimistes, du Fmi, de la Banque mondiale... eux aussi à l'affût de sources de financement des économies dominantes.

Du déjà-vu, du déjà entendu ! Il est vrai que les comportements humains de nos décideurs, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui, et ceux qui vont venir n'ont pas changé, et ne changeront pas d'un iota afin de se maintenir encore plus longtemps, pour ne pas dire ad vitam æternam, au pouvoir...

Face au «tout va bien» du pouvoir et de ses soutiens directs et/ou déguisés, francs et/ou hypocrites, il y a les «tout va mal», opposants et leurs alliés objectifs, les «alarmistes» avec, pris entre deux feux, au milieu, les «inquiets», éternels et/ou de circonstance, qui, au final et dans leur vie de tous les jours, paieront pour les pots cassés... tout en étant accusés, pour les plus grands d'entre-eux, de ne pas avoir osé intervenir au moment opportun, ou d'avoir laissé le terrain aux prédateurs.

Morale de l'histoire : Ce jeudi, si vous allez voter, faites un (bon) choix... Mais, ne vous faites pas trop d'illusions. Car, chez nous, dans le jeu politique, les résultats d'une élection... présidentielle... celle de l'«urne fatale», relèvent généralement d'une loterie... bien huilée. La nécessité (sic !) passe bien avant le hasard. Pour longtemps encore !

Ce qui nous arrive sur la Toile Ce que votre usage d'Internet (et votre historique de navigation) dit de vous

Rue89

Les rapports entre Internet et notre psyché sont la plupart du temps envisagés sous l'angle de la pathologisation. En gros, Internet altérerait notre santé mentale. Des études très sérieuses nous disent par exemple que les réseaux sociaux nous rendent dépressifs (les gens ayant tendance à publiciser plus volontiers les événements heureux de leur vie, nous passerions notre temps à comparer notre vie à cette masse d'événements heureux provenant de partout et, forcément, à la trouver pourrie).

Le problème, c'est qu'on trouve des études tout aussi sérieuses qui disent exactement l'inverse.

ÊTRE DÉPENDANT, CE N'EST PAS ÊTRE ACCRO

Plus généralement, il y a cette tendance à considérer notre relation à Internet et aux technologies comme relevant de conduites addictives : addiction à la connexion, à nos outils, addiction des jeunes aux jeux vidéo – pathologie qui, depuis quelques années fait l'objet de traitements particuliers.

Le problème est que la notion d'addiction numérique est largement remise en cause par toute une partie de la psychologie et de la psychiatrie : elle est beaucoup trop forte pour décrire notre rapport à Internet.

Nous vivons sans doute une dépendance croissante, mais être dépendant, ce n'est pas la même chose qu'être accro (comme le di-



sait récemment Antonio Casilli [chroniqueur à France Culture, ndlr], nous sommes dépendant à l'eau courante, ça ne signifie pas que nous sommes «addict» à l'eau courante), et même dans le cas d'un jeune qui se désocialise pour passer sa journée dans sa chambre à jouer en ligne, on voit bien que le jeu est plus un symptôme qu'une cause...

Bref, la pathologisation de nos usages, tendance pourtant répandue, n'est pas forcément la manière la plus intéressante d'aborder la question.

DES COMPORTEMENTS NUMÉRIQUES DISTINCTIFS

J'ai été frappé par une autre étude publiée il y a un an et demi aux

Etats-Unis. Menée sur un panel d'étudiants américains, elle montrait que l'on pouvait déduire une tendance dépressive à partir de nos pratiques numériques. Pour le dire vite, l'étude a montré qu'une personne considérée au départ de l'expérience comme victime de syndromes dépressifs manifestait des comportements numériques distinctifs : vérification compulsive des e-mails, visionnage lui aussi compulsif de vidéos, le temps important passé à jouer, à chatter, passage constant d'une application à l'autre, etc.

L'étude ne tranche évidemment pas la question de savoir si ce comportement provoque un état dépressif, ou s'il en est le symptôme. Mais son hypothèse centrale est intéressante : «Notre étude

suggère que l'usage d'Internet informe sur notre état mental» expliquent les deux chercheurs l'ayant menée, et ils ajoutent : «Nous pensons que la manière dont nous utilisons Internet dit quelque chose de nous.»

Etonnement, le résultat de cette étude est corroboré par un constat des statisticiens : l'étude d'un historique de navigation (l'ensemble des sites parcourus pendant un temps donné) d'un individu permet de le distinguer à peu près sûrement d'un autre individu, il y a très peu de chance que deux individus aient le même historique de navigation. Donc la statistique, en avançant que nos navigations nous distinguent radicalement, suggère aussi que notre usage d'Internet dit quelque chose de nous.

SOUVENEZ-VOUS DE VOTRE HISTORIQUE

D'accord, mais quoi ? Je propose donc un exercice. Je vais me taire pendant quelques secondes et chacun d'entre nous va plonger en lui-même pour se souvenir de ses dernières navigations et émettre quelques hypothèses sur ce que ça dit de lui. Je me tais.

[...]
Juste une chose : ne faites pas semblant de ne pas vous souvenir que vous êtes allés regarder des vidéos cochonnes. Je me tais.

[...]
Bon, cet exercice, il faudra s'y livrer régulièrement. Parce qu'il y a fort à parier que si nous prenons en compte non seulement les sites que nous visitons, mais aussi l'ordre, ce qui nous a fait passer d'un site à l'autre, ce qui nous a fait soudainement ouvrir un nouvel onglet, quelle impulsion nous a menés ici ou là, pourquoi nous sommes lancés dans telle recherche, dans telles conversations, nous aurions un matériel consistant de réflexion sur nous-mêmes. Et cela pourrait nous amener sur des terrains incertains : qu'y a-t-il en moi pour que, de temps en temps, j'aïlle sur les sites les plus immondes, où l'on voit des cadavres, des accidents, des corps déshabillés ? Qu'est-ce que j'y trouve ? Pourquoi fais-je cela à tel ou tel moment de ma vie ?

Reste un souci, qui peut constituer une opposition théorique à mon hypothèse : jusqu'à maintenant, je n'ai rencontré personne qui rêve d'Internet, personne qui se rêve naviguant sur Internet. Je ne sais pas ce qu'il faut en conclure.

Bulgarie : a vendre, citoyenneté européenne



Courrier international

En échange de 180 000 euros, des migrants extra-européens peuvent acheter un passeport bulgare. Ainsi, ils peuvent s'installer n'importe où en Europe, s'inquiète The Daily Telegraph à la suite d'une enquête menée discrètement par ses journalistes.

"A vendre : citoyenneté de l'UE", a titré The Daily Telegraph le 15 mars. A la suite d'une opération menée en Bulgarie par des journalistes qui se sont fait passer pour les représentants d'un homme d'affaires indien, le quotidien révèle que des migrants extra-européens peuvent acheter un passeport bulgare sans être obligés de vivre ou de travailler en Bulgarie. Le prix : 150 000 livres, l'équivalent de 180 000 euros.

Le journal explique la procédure : la personne intéressée emprunte 425 000 livres (508 000 euros) à une banque bulgare et paie tout de suite des intérêts de l'ordre de 150 000 livres, le «prix» de l'obtention de la nationalité bulgare qu'elle obtiendra au bout de cinq ans. "Il semblerait que des centaines de personnes étrangères aient déjà demandé la citoyenneté de l'UE de cette manière", note de son côté

The Telegraph, qui note que pour les agences de conseil il s'agit d'une affaire très lucrative. Arton Capital, une agence possédant des locaux à Sofia, à Londres et à Dubai, facture 50 000 livres de commission aux personnes intéressées, afin de "faciliter la procédure" ! Une des prestations serait de fournir une adresse virtuelle sur le territoire bulgare. "Même une personne qui s'est vu refuser un passeport britannique à cause de son casier judiciaire peut être éligible à la citoyenneté bulgare", s'inquiète le journal. "Si la personne [condamnée] a été réhabilitée, il n'y a pas de problème", aurait déclaré aux enquêteurs un avocat de Tsvetkova Bebov & Partners, une agence associée à Price Waterhouse Coopers Bulgarie. Le journal estime que ce phénomène de vente de passeports contribue aux inquiétudes concernant l'immigration au sein de l'UE et plus précisément la décision controversée de la levée des restrictions [depuis janvier 2014] sur les entrées au Royaume-Uni depuis la Roumanie et la Bulgarie. La Bulgarie n'est pas un cas isolé : plusieurs pays membres de l'UE proposent des procédures similaires aux migrants extra-européens. Récemment, les autorités de Malte ont été critiquées pour proposer le sésame européen pour 650 000 euros.

La colère multiplie par cinq le risque d'infarctus

LEFIGARO

Dans les deux heures qui suivent un accès de colère, le risque d'infarctus du myocarde est multiplié par cinq et le risque de rupture d'anévrisme cérébral par six.

Régulièrement dans les revues scientifiques, et de façon plus anecdotique au cinéma, on évoque des crises cardiaques déclenchées par des chocs émotionnels. Mais qu'en est-il réellement ? Pour en avoir le cœur net, des chercheurs de Harvard ont revu toutes les études publiées sur les liens entre les accès de colère et la survenue d'événements cardiovasculaires depuis 1966. «Il n'y a jamais eu d'évaluation systématique pour comparer les résultats des études ou pour vérifier si les risques étaient consistants et de même amplitude pour différents accidents cardiovasculaires envisagés», remarque le Pr Elizabeth Mostofsky et ses collègues de Harvard dans l'European Heart Journal.

Voilà donc qui est fait, et les résultats confirment avec constance la réalité du risque. «En dépit de leur hétérogénéité, toutes les études trouvent que par comparaison à d'autres moments, il y a un plus haut risque d'accident cardiovasculaire dans les deux heures qui suivent une explosion de colère», notent les auteurs. Ainsi le risque d'infarctus du myocarde est-il multiplié par cinq, celui de rompre un anévrisme cérébral (malformation d'un vaisseau) par six, et le risque d'être victime d'accident vasculaire cérébral ischémique, c'est-à-dire par obstruction d'une artère du cerveau, est triplé.



TOUT DÉPEND DU RISQUE DE BASE

Bien sûr, tout dépend du risque de base. Pour une jeune femme en bonne santé qui ne fume pas, par exemple, se mettre en colère n'accroît quasiment pas le risque de faire un accident cardiovasculaire car il est extrêmement bas au départ. En revanche, lorsqu'il multiplie par cinq un risque de base déjà élevé comme c'est le cas pour un patient coronarien, l'impact n'est pas négligeable. Le Pr Mostofsky et ses collègues ont ainsi pu calculer que les accès de colère fréquents, au moins cinq par jour, conduisaient à 657 accidents cardiaques par an en plus pour un groupe de 10.000 patients considérés à risque cardiovasculaire élevé.

GROSSE OU PETITE COLÈRE ?

Les chercheurs de Harvard ont

aussi retrouvé une étude réalisée chez des porteurs de défibrillateurs implantables qui montrent que l'intensité de la colère joue aussi un rôle dans la survenue d'accidents cardiaques. Un groupe de 277 patients devait noter les circonstances ayant précédé l'apparition d'un trouble du rythme ventriculaire ayant déclenché leur défibrillateur. Celui-ci s'était produit trois fois plus souvent qu'en temps normal lorsqu'ils s'étaient mis en colère... et seize fois plus lorsqu'ils étaient carrément furieux. La solution serait de ne pas se mettre en colère, ce qui par définition est plus facile à dire qu'à faire. Mais les chercheurs américains suggèrent surtout d'agir en diminuant le risque cardiovasculaire de base : traitement de l'hypertension artérielle et de l'hypercholestérolémie, équilibre du diabète, réduction de l'excès de poids et arrêt du tabac le cas échéant.

Quand un pétrolier nord-coréen renverse le Premier ministre libyen

Le Point

Ou comment d'ex-rebelles libyens devenus séparatistes ont illégalement exporté du pétrole avant d'être interceptés sur ordre de Barack Obama.

L'affaire pourrait prêter à sourire si elle ne symbolisait pas l'anarchie en règle en Libye, un pays au bord de la partition, trois ans après l'opération française Harmattan qui a renversé Muammar Kadhafi. Tout débute le samedi 8 mars avec l'accostage du Morning Glory, un curieux pétrolier battant pavillon nord-coréen, dans le port d'al-Sedra, en Cyrénaïque. Cette région de l'est du pays, berceau de la révolution libyenne, regroupe l'essentiel des réserves pétrolières du pays.

La protection des installations est assurée par d'anciens rebelles anti-Kadhafi, lourdement armés grâce aux livraisons occidentales aux opposants libyens en 2011, mais aussi à l'important arsenal de Kadhafi dans lequel les ex-miliciens ont allègrement puisé. Or, ces anciens révolutionnaires ont décidé de tourner casaque et bloquent depuis juillet les principaux terminaux pétroliers de Cyrénaïque. Dénonçant au départ les malversations financières dont se rendraient coupables les membres du gouvernement dans le secteur des hydrocarbures, les frondeurs comptent en réalité se servir de l'arme du pétrole pour réclamer l'autonomie de la Cyrénaïque, dans le cadre d'un système fédéral.



234 000 BARILS DE PÉTROLE

Dès le mois d'août, les autonomistes passent à l'acte en proclamant la formation d'un gouvernement local, d'une banque ainsi que d'une compagnie fédérale de pétrole. Impensable aux yeux des autorités de Tripoli, qui tirent des exportations d'hydrocarbure, de retour à leur niveau d'avant-guerre, quelque 95 % de leurs revenus. À maintes reprises, le Premier ministre Ali Zeidan, un indépendant appuyé par les libéraux, menace de recourir à la force pour libérer les sites pétroliers, sans jamais s'exécuter. Impuissant, l'État ne peut que regarder sombrer la production d'or noir de 1,5 million de barils par jour à 250 000.

Mais le Rubicon a été franchi le samedi 8 mars. Car le Morning

Glory n'a pas jeté l'ancre en Libye par hasard. À son arrivée dans le port d'al-Sedra, il est immédiatement pris en charge par les ex-rebelles. En un temps record, quelque 234 000 barils de brut sont versés dans le pétrolier, soit l'équivalent de 18,5 millions d'euros. Tripoli n'en croit pas ses yeux. "Un acte de piraterie", "une atteinte à la souveraineté nationale", s'insurge le ministre du Pétrole par intérim Omar al-Chakmaj.

LA CORÉE DU NORD DÉMENT

Un comité de crise, composé de membres du gouvernement et du Parlement, est formé sur le champ. Il ordonne au navire de rendre sa cargaison et de quitter à la seconde les eaux territoriales libyennes. Pointée du doigt, la

Corée du Nord rejette toute responsabilité et indique n'avoir jamais eu l'intention d'acheter du pétrole aux rebelles libyens. L'ambassadeur nord-coréen à Genève l'assure, c'est "une compagnie maritime basée en Égypte" qui est à l'origine du chargement.

Décrié pour sa gestion calamiteuse de la crise pétrolière depuis l'été, le Premier ministre libyen monte au créneau. Ali Zeidan, qui en fait une affaire personnelle, menace ouvertement de bombarder le Morning Glory s'il n'obtempère pas. Rien n'y fait. Pire, le lendemain, le pétrolier nord-coréen a disparu du port d'al-Sedra. Tout comme les barils de brut libyen. Surprenant, d'autant plus que le pétrolier était encerclé par des forces de la marine libyenne.

UN PÉTROLIER INATTAQUABLE

"Le pétrolier a profité des mauvaises conditions climatiques pour se diriger vers le large. Les navires qui le cernaient n'étaient pas en mesure de le suivre", indique un membre du Congrès général national (CGN), la plus haute autorité politique du pays. L'explication n'est guère plus convaincante du côté d'Abdelkader Houili, membre du comité de l'énergie du CGN, pour qui le Morning Glory a "profité d'une brèche pour prendre le large". D'après les observateurs, le pétrolier était tout simplement inattaquable, car tout bombardement aurait pu servir d'étincelle pour replonger le pays dans la guerre civile et favoriser la partition du pays. Le camouflet est pourtant de taille

pour Tripoli, illustrant une nouvelle fois la faiblesse de l'exécutif, incapable depuis trois ans de convaincre les ex-rebelles de rendre les armes pour former une police et une armée professionnelles dignes de ce nom. Au contraire, la Libye est aujourd'hui plus que jamais à la merci des multiples milices surarmées formées sur des bases tribales, locales et régionales. Quant au sud du pays, il est devenu le sanctuaire des djihadistes d'al-Qaida au Maghreb islamique.

FORCES SPÉCIALES AMÉRICAINES

L'affaire aura en tout cas eu raison d'Ali Zeidan. Le Premier ministre libyen, qui avait été enlevé par des hommes armés en octobre, n'a cette fois rien pu faire face à un pétrolier nord-coréen. Un incident qui a servi de prétexte au CGN, sous l'influence grandissante des islamistes, pour démettre de ses fonctions le chef du gouvernement. Le Premier ministre libéral désormais tombé, les forces islamistes, qui tentaient depuis des mois d'obtenir sa tête, paraissent en position idéale pour mettre la main sur l'exécutif.

Quant au Morning Glory, après avoir poursuivi son périple au sud-est de Chypre, il a finalement été intercepté lundi par les forces spéciales américaines après le feu vert de Barack Obama. D'après le Pentagone, l'opération, menée dans les eaux internationales grâce à deux destroyers américains, l'USS Roosevelt et l'USS Stout, a été réalisée à la demande des gouvernements libyen et chypriote. À en croire le ministère américain de la Défense, le pétrolier nord-coréen avait été capturé plus tôt durant le mois de mars par "trois Libyens armés". Il reprenait lundi le chemin de la Libye.

Pendant ce temps, à Chypre, deux ressortissants israéliens et un sénégalais ont été interrogés samedi par la police. Soupçonnés de s'être rendus sur le Morning Glory pour y négocier l'achat de brut, les trois hommes, dont deux détenaient des passeports diplomatiques de pays africains, ont finalement été relâchés, Nicosie n'ayant pas la preuve que le délit présumé a été commis dans ses eaux territoriales.

BHL, ou comment se rendre ridicule pour la postérité



Marianne

Quel est le rêve caché de Bernard-Henri Lévy ? D'être un deuxième André Malraux, c'est-à-dire à la fois écrivain/penseur et combattant (notamment pendant la guerre civile espagnole, comme l'ont immortalisé pour la postérité d'innombrables photos

On peut sans doute déceler une fascination identique pour le même modèle chez bien d'autres, notamment Régis Debray. Seulement, voilà le hic : pour être à la fois écrivain/penseur et combattant, il faut écrire et penser, ce que BHL ne manque pas de faire, mais aussi combattre (comme Régis Debray dans la guérilla bolivienne)... mais, ça, BHL, ce n'est pas tellement son truc.

Alors, faute de combattre, BHL est devenu spécialiste des photos truquées censées prouver ses valeureux combats... ce qui l'installera, pour la postérité, dans le ridicule achevé ; BHL, c'est le type qui va sur tous les lieux de combat, se fait photographe, puis s'en retourne aussitôt : il ne faudrait pas risquer d'être victime d'une balle perdue... Cette galerie de photos truquées destinée à se bâtir une légende mérite qu'on s'y attarde, car les occasions de rigoler

sont rares, de nos jours. Il y a cette photo de Libye, que j'ai choisie pour illustrer cet article,

Il y a celle, assez comique, d'Afghanistan, vêtu pour l'occasion d'un turban fort seyant (acheté chez Hermès à Paris). Mais la plus belle restera sans doute celle de la mise en scène attendant de son héroïsme à Sarajevo : sous les balles des snipers qu'on croit presque entendre siffler de tous les côtés, BHL, derrière l'abri dérisoire d'un simple mur, ne cesse de penser et de livrer ses analyses au journaliste qui lui tend le micro : encore plus fort que Malraux, qui combattait d'abord et écrivait ensuite ! Hélas ! «Le Canard Enchaîné» a révélé le montage, en découvrant la même photo sous un autre angle : derrière ce mur, abri si précaire, on voit deux bonshommes qui vaquent tranquillement à leurs occupations (ou qui cherchent un bistrot pour boire un coup, allez savoir) ;

Il ne fallait certes pas s'attendre à autre chose de quelqu'un victime du fameux canular Botul c'est-à-dire citant un philosophe qui n'a jamais existé, et démontrant ainsi qu'il cite des auteurs qu'il n'a pas lus, ce que n'importe lequel d'entre nous peut faire en surfant sur internet. Mais on aura rarement vu quelqu'un sculptant, pour la postérité, et avec une telle constance, une image de lui-même qui en fera à jamais le symbole du ridicule.

Situation financière des médias : attention, la presse écrite se meurt !

**RÉALITÉS
TUNISIE**

La Fédération tunisienne des directeurs de journaux (FTDJ) a organisé vendredi 28 février une Assemblée générale dans un hôtel de Tunis, afin d'étudier la situation financière des médias, la presse écrite sur support papier et la presse électronique. Des solutions ont été proposées pour essayer de sortir de l'impasse. Les directeurs de journaux ont été unanimes pour interpeller les pouvoirs publics et demander leur soutien pour éviter la catastrophe qui se profile dans un avenir proche.

**GRAVITÉ
DE LA SITUATION**

Depuis plusieurs mois, tous les journaux de la presse écrite, que ce soit la presse électronique ou celle du support papier, connaissent des difficultés financières de plus en plus graves.

Certains journaux ont déjà fait faillite et d'autres s'approprient à connaître le même sort.

Ces difficultés ont plusieurs origines d'après les nombreux responsables de journaux qui sont intervenus lors d'un débat très animé.

Les uns ont invoqué la flambée du prix du papier importé, qui est passé de 390 D la tonne en 1995 à 1300 D en 2013. D'autres ont avancé la lourdeur de la TVA ainsi que l'absence de répartition équitable de la publicité publique.

Plusieurs directeurs de journaux ont déploré l'annulation injustifiée des abonnements souscrits par les différents ministères, entreprises et banques publiques.

Il y a lieu également de mentionner la baisse sensible de la publicité privée qui découle des

difficultés de la conjoncture économique qui sévit dans le pays.

Le cumul de toutes ces mesures et dispositions a engendré la dégradation de la situation financière des entreprises de presse menacées de disparition et qui demandent avec insistance des mesures urgentes de sauvetage.

**DES MESURES
CONCRÈTES ET URGENTES
S'IMPOSENT**

À cette occasion, M. Taïeb Zahar, directeur de publication de Réalités et Président de la Fédération des directeurs de journaux nous a fait la déclaration suivante. «La grande majorité des institutions de la presse écrite sont entrées actuellement dans une phase critique de difficultés financières qui impliquent des solutions urgentes. Or, depuis trois ans il n'y a aucune volonté de la part des pouvoirs publics de promouvoir une presse indépendante de qualité, nécessaire pour réussir la période de transition démocratique.

Le gouvernement de la Troïka a tenté de vassaliser la presse, estimant qu'une bonne presse doit essentiellement soutenir le gouvernement en place, alors que les organismes de presse tiennent absolument à assumer leur rôle de 4e pouvoir.

C'est pourquoi la Troïka a mis en place une politique de mise en faillite de la presse écrite, y compris la presse publique, qui s'est traduite par l'annulation des abonnements de tous les ministères et entreprises publiques, y compris certaines banques publiques qui ont joué le jeu.

La Troïka a refusé de trouver un mécanisme de répartition équitable de la publicité publique malgré tous les efforts de la Fédération tunisienne des directeurs de journaux.

Elle a également décidé de ne



pas donner suite à la mise en place d'un fonds public de soutien à la presse, à l'instar de ce qui a été fait au Maroc, soit l'équivalent de 25 millions de dinars y compris la presse électronique. Sans parler de ce qui se passe en France où l'aide directe aux journaux en 2014 est de l'ordre de 700 millions d'euros qui bénéficie à des journaux, quelle que soit leur ligne éditoriale, comme "Le Monde" ou le Figaro qui ont reçu chacun 18 ME en 2014. C'est pourquoi la Fédération, dans le but d'attirer l'attention de l'opinion publique sur cette situation grave, a préparé un plan d'action pouvant aller jusqu'à une journée sans médias.

Selon la politique pratiquée par le gouvernement de la Troïka, seuls les médias financés par l'argent politique "ou l'argent sale" pourront continuer à prospérer et à paraître. C'est "la presse alternative" qu'ils ont essayé à mettre en place il faut dire sans succès en termes d'audience.

M. Zahar a ajouté «aujourd'hui nous sommes dans une situation unique qui se traduit par la disparition d'un pan entier de notre presse. Or notre pays a plus que jamais besoin d'une presse indépendante pour assumer son rôle de contre-pouvoir. Nous espérons que ce combat aboutira à des mesures positives à prendre par le gouvernement de Mehdi Jomâa,

l'histoire le jugera sur sa capacité à sauver la presse écrite. D'ailleurs il ne s'agit pas seulement d'un problème socioéconomique, la presse procure un emploi direct à 4000 salariés, ce serait également une catastrophe morale et politique.

Au niveau de la Fédération, nous pensons que seule une presse respectueuse de la déontologie, faisant son métier selon les normes de la profession, pourra bénéficier du soutien des pouvoirs publics. Nous ferons tout pour refuser qu'une "presse jaune" pratiquant le dénigrement soit incluse dans ce programme de soutien dont le financement sera établi de façon transparente.»

L'eau de Zamzam n'est pas un traitement

AL-Ahram

Samia Alamoudi, une gynécologue saoudienne, a guéri du cancer du sein. Elle a transformé sa maladie en combat, luttant contre les stéréotypes associés à la maladie dans sa société conservatrice.

«J'ai transformé mon cancer du sein en un message d'amour que j'envoie à toutes les femmes afin de leur dire de ne pas oublier de faire un dépistage précoce et régulier», lance Samia Alamoudi, gynécologue saoudienne, qui a guéri d'un cancer du sein en 2006.

Elle a réussi à rompre les barrières du silence dans une société conservatrice comme celle de l'Arabie saoudite, en annonçant haut et fort qu'elle a été atteinte d'un cancer. «J'ai ressenti une responsabilité à sensibiliser les gens : la connaissance est un pouvoir».

Alamoudi avoue que cette expérience a forgé sa personnalité. Elle est devenue plus efficace, plus influente. Elle a dû combattre l'isolement imposé aux malades et n'a pas répondu aux conseils selon lesquels elle devait rester chez elle et se contenter de boire de l'eau de Zamzam (eau sacrée puisée dans un puits se trouvant à La Mecque).

«Cette eau sacrée n'est pas une alternative au traitement médical. Sinon, nous aurions dû faire breveter cette eau et l'exporter vers le monde entier». Dès qu'Alamoudi a appris sa maladie, elle a commencé à sensibiliser ses proches. Elle a fait comprendre à ses enfants, malgré leur jeune âge à l'époque, qu'elle était gravement malade et que le traitement était un peu difficile. «J'ai voulu mettre mes enfants au courant de ce qui allait m'arriver à cause des changements qu'entraînent les divers traitements». Alamoudi ne voulait pas laisser ses enfants en proie aux paroles médisantes des gens sur son état de santé.

En 2007, le secrétaire d'Etat américain a classé Alamoudi parmi les 10 femmes les plus courageuses du monde. Cette militante a formé un centre médical Tamayoz,



à l'Université du roi Abdel-Aziz à Djeddah pour le dépistage précoce du cancer du sein, gratuitement et pour toutes les femmes.

Durant le mois de mars, ce centre organise des stages de formation pour diffuser une culture de la santé dans les médias. Aujourd'hui, Alamoudi souhaite faire de ce centre une référence pour le dépistage, le traitement et le suivi des malades dans toute la région. Il est devenu un exemple mis en avant par l'Union

internationale du cancer, qui siège à Genève et dont Alamoudi est membre et pour l'association Komin, l'une des plus importantes ONG internationales oeuvrant dans le domaine du cancer du sein.

Les activités d'Alamoudi sont multiples. Fondatrice et rédactrice en chef de Wardi (rose), premier magazine électronique pour le cancer du sein au Moyen-Orient avec 30 000 abonnés sur Twitter. Elle invite les experts et les spécialistes à lui donner un coup

de main dans son message : celui de combattre le silence de la société et de faire face à la maladie par un dépistage précoce.

Elle veut changer la culture de la société en modifiant les croyances. «Plusieurs femmes croient que la mammographie cause le cancer. Il faut qu'elles sachent que prendre un échantillon de la tumeur pour des analyses ne signifie pas la propagation de la maladie dans tout le corps. Je suis contente d'avoir des hommes qui partagent mes tweets à propos des droits de la femme à la santé, nous avons besoin de leur soutien pour sensibiliser davantage de personnes».

Alamoudi a également écrit une série d'articles intitulés Messages d'amour dans le quotidien Al-Madina. Elle a appelé à la nécessité de changer la culture du silence en allant dans les écoles d'Arabie saoudite pour parler aux filles de la maladie, pour leur expliquer de quoi il s'agit et des moyens de la prévenir le plus tôt possible. «J'ai découvert une génération assez mûre, ouverte et qui prend en considération les conséquences scientifiques».

Samia Alamoudi, qui porte la tenue traditionnelle des Saoudiennes, met comme un motif sur toutes ses abayas le ruban rose qui fait allusion au cancer du sein. «Je ressens que la honte de parler du cancer du sein a disparu, surtout parmi les jeunes. Ce qui nous manque c'est tout un système social pour remédier à la longue attente dans les hôpitaux publics pour effectuer les différentes étapes du dépistage précoce».

Alamoudi a aussi récolté le fruit de ses efforts. Sa fille, Israa Al-Harbi, 17 ans, a décrit dans un roman Satakonine bekheir (tu seras en bonne santé) la période du traitement de sa mère et ses sentiments gravement touchés par cette période. A la fin du bouquin, elle invite toutes les filles, quand elles seront âgées de 40 ans, à faire un dépistage du cancer du sein.

L'opération de réhabilitation des immeubles du Bd Maâta décriée Les habitants lancent un appel au wali

M. A.

Les habitants du Bd Maâta et plus particulièrement ceux résidant dans les immeubles touchés par l'opération de réhabilitation initiée par l'OPGI ne sont pas au bout de leurs peines et comptent carrément saisir le wali d'Oran, M. Zaâlane Abdelghani, pour mettre fin à cette situation qui n'a que trop duré, d'autant que le premier magistrat d'El Bahia a pris son bâton de pèlerin en lançant des ultimatums et en résiliant les contrats de nombreuses entreprises défaillantes. Accueillie avec un grand soulagement, cette opération a fini à la longue par soulever le courroux des habitants qui ne savent pas à quel saint se vouer pour mettre fin à ce qu'ils qualifient de « véritable cauchemar ». Pour eux, « ce qualificatif n'est pas trop fort en raison des désagréments subis jusqu'à ce jour ».

Outre la lenteur dans cette opération et les grèves des ouvriers qui

font pas l'unanimité car recrutés sur le tas sans aucune qualification, la qualité des travaux laisse beaucoup à désirer. « On se demande s'il y a un suivi et des contrôles de la part de la structure responsable », s'interrogent des habitants du centre-ville, ajoutant que « le problème financier soulevé constamment par l'entreprise espagnole ne peut servir d'alibi car les maformations sont nombreuses et inadmissibles à ce niveau. Le ravalement prématuré des façades s'est avéré un trompe-l'œil, car la logique voudrait que la priorité soit donnée aux travaux d'étanchéité des terrasses et à l'intérieur des immeubles ». Aujourd'hui, le constat est alarmant, car aucun immeuble n'a bénéficié d'une réelle et totale réhabilitation. En effet, beaucoup d'opérations sont engagées, mais aucune d'elles n'est menée à son terme. Certains immeubles constituent un grave danger pour les passants en raison des corniches des balcons qui

s'effritent après les pluies de cet hiver, les matériaux utilisés n'étant pas adéquats et ne répondent pas aux normes exigées.

Retour donc à la case départ et de nouveau la réinstallation des échafaudages pour rectifier le tir. Pour bon nombre de riverains, « cette opération c'est de la poudre aux yeux, d'autant qu'elle revient cher aux contribuables. Il est urgent que les responsables prennent conscience de la gravité de la situation qui ne cesse de se détériorer. Est-ce un aveu d'impuissance de la structure responsable ? » En tous les cas, d'aucuns affirment que les doléances des habitants desdits immeubles auprès des services de l'OPGI doivent être prises sérieusement en considération. La balle se trouve dans le camp des décideurs et en premier lieu le wali auquel les habitants lancent un appel et dont les dernières sorties sur le terrain ont redonné l'espoir aux habitants de ces immeubles.

La direction de la santé sensibilise contre la violence en milieu scolaire

À l'occasion de la célébration de la Journée du savoir, une conférence sur la violence en milieu scolaire a été donnée, hier, à l'école des sourds-muets de Gambetta par la direction de la santé, en collaboration avec l'association El Tawassol. Animée par des médecins de santé scolaire, des psychologues et des orthophonistes, cette conférence a permis de retracer tous les aspects liés à ce phénomène et d'étudier les solutions pour y remédier. Le phénomène de la violence scolaire a pris, depuis des années, des proportions alarmantes. En effet, une centaine de cas de violence est traitée annuellement par les services de la direction de l'éducation d'Oran. Il s'agit de plaintes pour des agressions contre des enseignants par les élèves et pour des agressions d'élèves par les enseignants. L'agression peut être verbale comme elle peut être physique également. Ces chiffres ne concernent que les cas jugés graves. Pour les autres, ils sont réglés par les conseils de discipline de

chaque établissement sans passer par la commission de wilaya.

La gravité de ce phénomène avait atteint son paroxysme, il y a deux ans, avec la mort, à cinq mois d'intervalle, de deux collégiens tués par leurs camarades. Le phénomène touche, en effet, une frange de la société très sensible et toute condamnation peut être fatale à la fois pour l'élève et pour l'enseignant. Devant cet état de fait et dans le cadre de la lutte contre la violence dans les milieux scolaires, un comité mixte composé des services de la direction de la santé et ceux de l'éducation nationale vient de voir le jour à Oran. Des sources responsables affirment que l'étude est lancée depuis 2010 dans certains établissements scolaires. Ces enquêtes, pilotées par des équipes composées de médecins et de psychologues, ont donné lieu à la mise sur pied de cellules d'Information, d'Education et de Communication (IEC) au niveau des établissements publics de santé et de proxi-

mité (EPSP). Outre les comités mixtes créés pour le suivi du phénomène, les responsables comptent mettre en place un numéro vert pour toute information concernant le problème.

Ce réveil de conscience est plus que nécessaire de l'avis des spécialistes, car il est temps de prendre le taureau par les cornes et régler le problème définitivement, du moins le réduire d'une manière drastique. Le ministère de tutelle, principal acteur, est appelé à prendre des mesures à la hauteur de l'événement et jouer un rôle de premier ordre dans la mise en place des mécanismes nécessaires, estime-t-on. Un plan national de lutte contre la violence en milieu scolaire devait être élaboré dans le cadre de ce projet. Par ailleurs, au niveau des établissements de santé où des élèves sont hospitalisés, des cérémonies ont été organisées en leur honneur toujours par la direction de la santé en collaboration avec le mouvement associatif.

K. Assia

Marché hebdomadaire Les commerçants bravent l'interdit

K. Assia

Malgré l'arrêté d'interdiction d'ouverture des marchés hebdomadaires pris à l'occasion des élections présidentielles du 17 avril, certains commerçants de fruits et légumes bravent l'interdit, comme cela a été le cas, hier, dans le quartier de Maraval. A bord de leurs camionnettes, ils n'ont pas hésité à se faufiler à l'intérieur de la cité dite des enseignants, pas loin du terminus du 14, dans l'espoir d'écouler leurs produits. Les ménagères à leur tour ne semblaient pas du tout gênées et suivaient même les marchands obligés par les policiers à vider les lieux. Les éléments de la 15^{ème} sûreté urbaine, appuyés par ceux de la voie

publique, étaient sur place pour appliquer l'arrêté du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales quant à l'interdiction de l'ouverture de marchés de la période allant du 16 au 18 avril. Les commerçants ont été contraints de plier bagage.

Notons que le ministère de l'Intérieur a interdit la circulation le jour du vote de véhicules de transport de marchandises, l'ouverture des marchés hebdomadaires et le déroulement des activités culturelles et sportives. Ces mesures ont été prises dans le but d'assurer un bon déroulement à l'opération de vote de jeudi 17 avril, comme cela se fait durant chaque échéance électorale. Ces mesures sont entrées en vigueur hier et expireront le vendredi 18 avril.

Les enseignants du primaire découvrent la «remédiation» pédagogique

S. M.

L'appropriation du guide de remèdes pédagogiques pour l'enseignement du FLE (français langue étrangère) au cycle primaire a été le thème central d'un séminaire de trois jours qui s'est tenu au courant de cette semaine au lycée Lotfi. Les instituteurs encadrés par des inspecteurs du cycle primaire ont été initiés au concept de «remédiation pédagogique» qui est défini comme la «mise en œuvre des moyens permettant de résoudre des difficultés d'apprentissage repérées au cours d'une évaluation. La remédiation doit être distinguée du rattrapage, qui consiste en une remise à niveau des connaissances». Le guide de remède pédagogi-

que élaboré par la direction de l'enseignement fondamental du ministère de l'Education nationale, en partenariat avec le Cepec international de Lyon, a été mis à la disposition des enseignants afin de l'exploiter dans leurs classes dans le but bien précis de prévenir le décrochage pédagogique. L'objectif assigné est d'améliorer la prise en charge des élèves. Chaque classe devra bénéficier de 45 minutes de remédiation pédagogique pour le repêchage des élèves qui rencontrent des difficultés dans l'apprentissage et l'assimilation des connaissances. Il ne s'agit pas seulement de cours de rattrapage mais l'instituteur est appelé à user de psychologie pour aider les élèves en difficulté à la suite d'une évaluation formative.

Célébration de la Journée du savoir à Aïn El Turck

Rachid Boutlélis

Hier, l'espace de la célébration d'une fête annuelle, dédiée au savoir, une ambiance bonne enfant, dans les deux sens du terme, a prévalu au CEM Tabegh Djelloul, sis dans la localité côtière de St Germain sur le territoire du chef-lieu de la daïra d'Aïn El Turck. Judicieusement concoctée par les responsables de l'administration de ce collège, cette commémoration a été essentiellement axée sur des épreuves et ce, pour tenter de tester les capacités intellectuelles et sportives des collégiens inscrits dans les quatre paliers qui s'appellent à amorcer l'ultime virage avant la dernière ligne droite, synonyme d'examen de fin d'année. En somme, un riche éventail d'activités culturelles et sportives a été mis en place pour

célébrer cette journée, qui a marqué en lettres majuscules l'intitulé de son thème.

«Le sujet des épreuves a été puisé dans le dénominateur du programme scolaire. Nous avons fait en sorte que la célébration de la Journée du savoir soit, avant tout, une opportunité pour joindre l'utile à l'agréable et permettre ainsi à nos collégiens de se donner à cœur joie pour briguer la place de lauréat, qui est auréolée par une récompense à titre d'encouragement », a expliqué en substance M. Yazid, directeur dudit CEM. La fête a été clôturée en apothéose en présence des parents, invités d'honneur pour cette circonstance, avec des distinctions décernées aux collégiens qui ont glané les meilleures appréciations de leur cursus au cours des deux derniers trimestres.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Benatia Zohra, 68 ans, Saint-Eugène
Ali Yamina, 50 ans, Misserghine
Abed Med, 57 ans, Plateau
Chernouhi AEK, 79 ans, 86 Bd Sidi Chahmi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 jourada ethania 1435

El Fedjr 04h58	Dohr 12h02	Assar 16h43	Maghreb 19h41	Icha 21h03
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Bon à savoir



Au moment où les six candidats répandent la peur pour les objectifs que vous savez, ou que vous ne savez pas et vous n'avez rien perdu, on vous conseille de vous raconter mutuellement des blagues, c'est bénéfique et gratuit. Le rire est l'un des remèdes les plus faciles, économiques et efficaces contre le stress de la campagne électorale, votre campagne qui n'arrête pas de remplir frigo, congélateur et autres KGBouffe.

Il amène l'hypothalamus (situé à la base du cerveau) à sécréter des endorphines, aussi appelées « hormones du bonheur ». Les endorphines apaisent le corps et apportent un bien-être en réduisant les excès d'adrénaline et de cortisol (hormone en jeu dans le stress). Le rire permet aussi de relâcher les muscles tendus et de libérer l'esprit de ses préoccupations.

Le rire diminue le taux de cortisol, hormone qui inhibe l'activité du système immunitaire dans le

corps. Il contribue ainsi à accroître la production d'anticorps capables de protéger l'organisme

contre les virus et les bactéries. Des expériences ont démontré qu'une séance de 10 minutes de rire a pour effet de réduire la pression artérielle. De plus, le rire améliore la circulation sanguine et l'oxygénation du muscle cardiaque, ce qui diminue le risque de formation d'un caillot sanguin.

Le rire favorise la sécrétion d'endorphines dans le corps, hormones qui contribuent à atténuer la douleur. Le rire stimule la digestion. Le « massage des organes internes » provoqué par le rire stimulerait la sécrétion des sucs pancréatiques, ce qui aurait pour effet de régulariser la digestion et de freiner l'acidité de l'estomac.

Ecouter une comédie ou se raconter des blagues avant d'aller au lit est une bonne idée, car le rire prépare au sommeil en relâchant les tensions internes. Après avoir ri, nos muscles sont dans un état de relaxation qui facilite le dodo. Vous comprenez pourquoi toutes ces réformes politiques sont là pour nous faire rire et nous permettre de dormir sur nos deux oreilles.

TÉNÈS

Recrudescence des vols de voitures

Bencherki Otsmane

Le vol de voitures connaît ces derniers jours une recrudescence à Ténès. Durant ces trois derniers jours, ce sont pas moins de quatre véhicules qui ont été dérobés à leurs propriétaires dans des conditions qui laissent supposer que les voleurs agissent en réseau bien organisé et surtout bien renseigné. Cependant, si trois véhicules sont toujours disparus (une

Renault Symbol, une Peugeot 207 et une Hyundai Accent) le quatrième, une Renault Supercinq, a été retrouvé à une quinzaine de km du lieu du vol. A court de carburant, les voleurs ont été contraints de l'abandonner.

Il faut noter qu'après une accalmie qui a duré près d'une année (les derniers vols en série enregistrés remontent à l'été passé) ces nouveaux vols laissent planer un climat de psychose notamment chez les proprié-

res de véhicules neufs. Toutefois, selon une source sécuritaire, le vol de voitures pourrait être circonscrit dans la mesure où le citoyen s'implique davantage, notamment en garant sa voiture dans des parkings gardés et surveillés.

Toujours selon notre source, les agents en charge de ces parkings, moyennant une modique somme, seront en collaboration avec les services de sécurité pour mettre en échec toute tentative de vol.

CHLEF

Du nouveau à la CNAS

Abbad Miloud

Ce mardi, le directeur de la CNAS a animé un point de presse à son bureau. Il a annoncé que dans le cadre de la stratégie de modernisation et d'amélioration continue du service public dans un souci de lutte sans merci contre la bureaucratie, la CNAS a mis en place à compter du 15 du mois courant un nouveau système de déclaration des cotisations de sécurité sociale via internet appelé la télé-déclaration. Il offre à travers le site internet de la caisse nationale de recouvrement des cotisations de sécurité sociale www.cnss.dz, plusieurs avanta-

ges ; parmi lesquels : un service ouvert à l'ensemble des employeurs, une déclaration simple et rapide, un accès gratuit, sécurisé, disponible 24h/24 et 7 jours sur 7.

Pour ce faire, les employeurs sont invités à se rapprocher des services de la CNAS d'affiliation afin d'obtenir un mot de passe confidentiel qui leur permettra d'accéder à leur compte pour effectuer en ligne la déclaration des cotisations mensuelles ou trimestrielles de leurs employés sans effectuer aucun déplacement comme par le passé. Ce nouveau système permettra aussi aux employeurs d'effectuer la déclara-

tion des mouvements des salariés (EMS). De même, il permettra à l'employeur de procéder au téléchargement et à l'analyse de la déclaration annuelle des salaires et des salariés (DAS) en un seul traitement.

Pour une meilleure prise en charge de ce nouveaux système, les agents concernés ont suivi deux sessions de formation : l'une technique à Alger et l'autre administrative au niveau local. De même, des dépliants comportant, entre autres, les étapes du mode d'emploi ont été distribués. L'opération de distribution se poursuit, a tenu à préciser le premier responsable de la CNAS de Chlef.

RELIZANE

Des jeunes de Tliouanet livrés à eux-mêmes

E. Yacine

La localité de Tliouanet accuse un retard flagrant en matière d'infrastructures sportives. Cette localité, distante d'une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Relizane, est l'une des plus pauvres et des plus déshéritées de la wilaya. En matière de superficie, Tliouanet est la plus vaste localité de la commune d'Ain Rahma. Elle s'étend jusqu'à la limite entre Relizane et Mascara.

Elle se caractérise aussi par son important tissu forestier et boisé, mais ses forêts ont connu une im-

portante dégradation à cause des incendies et du défrichement sauvage. Le manque d'espaces culturels et sportifs dont souffre la région rend la vie des jeunes et des moins jeunes très difficile. Les seuls lieux « privilégiés » qui leur restent pour se rencontrer sont les cafés. En effet, Tliouanet n'est pas dotée de salle omnisports ou de piscine. Le stade de foot, le seul qui existe, a cessé d'accueillir les jeunes en raison de son état délabré. La masse juvénile souffre de la routine et du désœuvrement. Faute de terrain de sport, les jeu-

nes se rabattent sur la forêt où ils peuvent se permettre des séances de footing. Selon un jeune, « les espaces ne manquent pas dans notre région. Les autorités doivent penser à aménager des terrains de sport de proximité ».

Il est à signaler que les associations culturelles et sociales, pourtant existantes, ne font rien pour remédier à ces lacunes dont souffre la masse juvénile. Elles ne font leur apparition que lors des occasions particulières, comme les fêtes nationales ou autres anniversaires et commémorations.

SAÏDA

Le centre-ville sera relooké

Tahar Dia

C'est le début d'un ambitieux projet au cœur du chef-lieu qui va enfin moderniser son centre-ville. C'est ainsi que le wali de Saïda, le président de l'APW, le directeur des Travaux publics ainsi que le directeur général de l'ENGOA se sont rendus sur le fameux site de Oued El Ouekrif, jadis très connu pour son joli vallon mais qui, au fil des ans, a été progressivement enseveli sous les dépôts de gravats des auto-constructeurs du premier lotissement de la ville. En ce lieu de près de six hectares, stratégique à plus d'un titre, la Direction des Travaux publics innove en plein tissu urbain par la réalisation sur 10.080m² d'un parking à 5 étages d'une capacité de 1.864 places qui surplombera sur 180 m une trémie longue de 384 m.

Les deux accès principaux (entrée et sortie) du parking sont prévus à partir du nouveau carrefour qui sera aménagé à l'emplacement de l'actuelle place de stationnement située face à la mosquée El Attik. Prévue en 2 fois 2 voies, la trémie s'orientera vers le carrefour de la piscine municipale en traversant le jardin Essaada et son prolongement par une partie non couverte. Confiés à l'entreprise nationale des grands ouvrages d'art, ces deux projets conjoints autorisés par un marché de gré à gré d'un montant de 1.708.270.200 DA, en sus du suivi technique par le SET de Sétif pour une enveloppe de 6.836.620 DA et enfin le contrôle

géotechnique à la charge du LTPO pour un montant 29.644.687 DA.

Conçu a priori pour désengorger l'étouffante circulation au centre-ville, il est projeté également de réouvrir la pénétrante allant du «virage dangereux » vers l'amont de l'ancienne cité Sidi Cheikh, et à son aval le prolongement de la voie d'accès du collègue El Mokrani vers le vieux quartier El Derb qui avoisine le siège de l'APC. Sollicitant la désignation de sites pour les dépôts d'environ 300.000 m³ de déblais en 3 mois à partir de juin, le wali rassure le directeur de toutes les disponibilités de l'administration d'autant plus qu'il s'engage à n'embaucher que la main-d'œuvre locale dont un ingénieur qui est déjà en formation à l'entreprise pour une spécialisation relative à ces ouvrages. Le wali ne manquera pas comme à son habitude d'informer les citoyens présents que la DUC dispose déjà d'une enveloppe conséquente pour la réalisation d'espaces de loisirs et de détente accompagnant ce projet qui nécessite le lancement de concours sérieux auxquels devra participer une association de l'environnement avec toutes les compétences locales. Avec la concrétisation de ce projet moderne, les habitants de Saïda pourront également jouir d'une très belle vue des couchers de soleil à l'horizon sur les crêtes des montagnes alentours. Après avoir visité brièvement le principal pont d'accès à la cité Commandant-Mejdoub qui a déjà été rendu à la circulation,

la délégation quitte la ville «sans escorte » en prenant vers Têlagh pour rejoindre le lieu dit «le pont noir » qui a subi par le passé deux tentatives de sabotage et qui sera remplacé en 18 mois et pour 136 millions de dinars par un ouvrage d'art de 100 m qui enjambe Oued Sefioune, réputé pour son sable très prisé pour le crépissage. La RN 94 connaît une modernisation sur 22 km. L'entreprise locale de Mohand aura à charge la réfection de 5km avec construction d'ouvrages d'art. La facture est évaluée à 199.013.490 DA. L'entreprise Chohra intervient sur 17,60 km pour de 148.891.860 DA. Les délais accordés sont de 8 mois.

Avec un élargissement normalisé à près de 12.50 m, cette route, désertée durant toute une décennie, semble prévoir un raccourci préféré vers la wilaya de Tlemcen et donne l'espoir d'un repeuplement de ces belles contrées agricoles limitrophes d'une forêt dont l'étendue semble la première en Oranie. Enfin, le wali achève sa visite à la grande cité de Boukhors où le lancement d'un ouvrage d'art répondant aux normes, confié à l'ENGOA et inscrit à l'actif de l'Hydraulique, permettra de désenclaver la localité surtout en période d'intempéries. Des échos nous parviennent de citoyens avisés, au fait de ces projets structurants, qui semblent satisfaits de voir enfin la nouvelle administration locale s'atteler, dans une conception moderne, à corriger les deux plaies que sont les deux oueds qui rongent l'urbanisme.

TLEMEN

La lutte contre le diabète passe par le sport

Khaled Boumediène

A l'occasion de la Journée nationale du diabète, le 16 avril, l'association des diabétiques de Tlemcen, créée en 1985 par le défunt Mahmoud Brahimi et qui compte quelque 1800 diabétiques, a organisé plusieurs conférences d'information, ouvertes à tous, sur l'éducation diabétique, à la bibliothèque du CHU de Tlemcen. Qu'est-ce que le diabète ? Est-ce qu'il peut entraîner des complications ? Comment le dépister ? Comment le traiter ? Toutes ces questions ont été abordées par les participants (médecins, malades chroniques). Il faut dire que si les gestes de prévention et les facteurs de risque de diabète sont connus du public, beaucoup de patients demeurent en attente d'informations sur la maladie. «Beaucoup de malades sont mal informés sur cette maladie sournoise, car il n'y a pas réellement de symptômes ; c'est pour cela que nous avons organisé cette journée d'information sur cette anomalie biologique qui se traduit par une glycémie à jeun élevée. Il y a deux sortes de diabètes. Celui de type 2 est le plus fréquent car il représente 90% des cas. C'est une maladie due surtout à une surcharge pondérale au niveau abdominal. Le diabète de type 1 est une maladie hormonale endocrinienne au cours de laquelle le pancréas s'arrête de fabriquer de l'insuline. Le patient devient du jour au lendemain diabétique. Le type 1 est indépendant du

pois et touche l'adulte jeune, l'enfant, le nourrisson. De nombreux sondés qui ont un risque élevé de développer le diabète ne changent pas leur hygiène de vie après le dépistage, notamment en matière d'alimentation et d'activité physique. Je conseille la perte de poids, la pratique du sport et d'arrêter de fumer. Sinon, ça ne sert pas à grand-chose. La marche est la meilleure amie contre le diabète. Il faut se battre contre le diabète », a expliqué à notre journal, M.Fethi Brahimi, vice président de l'association des diabétiques de Tlemcen. Cette journée a été également l'occasion pour les patients de rencontrer des médecins de la CNAS de Tlemcen, lesquels ont mis en exergue les mesures prises par leur organisme pour l'amélioration de la prise en charge des malades, notamment le lancement du conventionnement du médecin traitant qui a contribué à l'amélioration de la prise en charge des assurés sociaux, des malades et de la qualité des soins, et la généralisation de la carte chifa dans toutes les wilayas d'Algérie. En outre, les représentants de la CNAS ont loué les avantages du système du tiers-payant qui a été élargi aux autres soins de santé, consultations médicales et prévention (tabagisme, maladies lourdes et vaccination saisonnière). Rappelons que ce système occupe presque 80% de la dépense de médicaments. Les contrôles pour les malades chroniques sont exceptionnels et interviennent lorsqu'il y a changement radical de régime thérapeutique.

AÏN-TEMOUCHENT

L'irrigation d'appoint pour atteindre les objectifs

Mohamed Bensafi

A Aïn-Temouchent, les services agricoles ont de tout temps insisté sur le nécessaire recours de la filière céréalière à l'irrigation d'appoint par pivot pour réduire les marges de fluctuation de la production. Sur ce fait, on prône l'utilisation de cette pratique dans la céréaliculture pour accroître le rendement. Cette technique, quoique encore à ses débuts, a donné des résultats très encourageants atteignant le plus souvent plus de 10 quintaux à l'hectare.

Dans une de ses interventions, M. Al-lal Karim, ingénieur agronome chargé d'étude à l'institut des techniques agricoles de Sidi Bel-Abbès, encourage, d'une part les agriculteurs à exploiter les ressources en eau disponibles pour l'irrigation des céréales avec le recours au programme de soutien de l'Etat dans ce domaine. D'autre part, il met l'accent sur la nécessité de respecter le schéma technique de la culture des céréales qui comprend l'acquisition de semences traitées et d'intrants, le labour profond, la fertilisation du sol, le désherbage, l'encadrement technique et autres procédés qui permettent d'accroître le rendement et d'améliorer la qualité. Dans ce cadre, notre source fait savoir

que les services agricoles de Aïn-Temouchent ont atteint, durant la saison 2013-2014, tous les objectifs tracés au titre de la campagne labours-semailles.

Une campagne qui, à la faveur de mesures d'encadrements techniques, économiques et organisationnels, s'est déroulée, ajoute-t-on, dans de bonnes conditions. La quasi-majorité des superficies agricoles dédiées aux grandes récoltes est déblayée (ou ensemençée) soit 106.820 hectares sur 124.750. Le programme d'emblavement destiné à la céréaliculture se répartit notamment à 58.000 ha pour le blé dur et 45.000 ha pour l'orge, a ajouté cette source. S'ajoutent 7000 ha pour toutes variétés confondues (avoine fourragère, orge, avoine, orge vert et sorgho). Une superficie de 12.000 ha a été également réservée aux légumes secs dont 8000 aux pois chiches, une filière potentielle pour la wilaya, ajoute-t-on de même source. Les fèves suivent avec 2 100 ha, puis les pois secs (1 100) ensuite les haricots (900).

Enfin, l'autre satisfaction, la wilaya compte une douzaine d'exploitants agricoles qui réalisent un rendement annuel de plus de 50 quintaux à l'hectare. Ils sont classés dans le top 50 des meilleurs agriculteurs à l'échelle nationale.

827 interventions de la DCP en mars

Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la commercialisation de produits avariés, 827 interventions ont été opérées durant le mois de mars écoulé par les services de la Direction du Commerce (DCP) de Aïn-Temouchent, note-t-on auprès d'une source sûre. De ce fait, 151 infractions liées au non-respect des textes régissant la qualité et la pratique commerciale ont été relevées et sanctionnées par 148 procès-verbaux.

Pour ce qui est du contrôle de la qualité et répression des fraudes, les mêmes services ont saisi 81 produits de grande consommation pour un montant global de 697.218 dinars pour non-respect des règles d'hygiène et commercialisation de produits périmés sur un montant global de défaut de facture de 10.277.324 dinars. Dans

le même contexte, cinq (05) propositions de fermeture ont été formulées par les services de la DCP pour diverses infractions, notamment pour défaut de facturation, défaut de registre de commerce, non-affichage et exercice d'une activité qui ne figure pas sur le registre de commerce.

Dans le domaine de la prévention, les brigades mixtes (Commerce, services vétérinaires) ont relevé 28 infractions qui se sont traduites par une saisie de 5 kg de produits non conformes aux mesures d'hygiène d'une valeur de 6240 DA. En plus, 5 échantillons de produits laitiers, gâteaux, pâtisseries, boissons ou encore produits conservés ont été prélevés pour des analyses bactériologiques et physico-chimiques.

M. B.

OUM THEBOUL

Saisie de corail et de mercure, plusieurs arrestations

A. Ouelâa

Les gardes frontières de la Gendarmerie, lors d'une ronde sur la bande frontalière, au courant de cette semaine, ont repéré un homme du côté de la mechta Melloul, sur la bande frontalière, dans la commune d'Oum Theboul avec un carton sous le bras, et se dirigeant vers le territoire tunisien. A la vue des gendarmes, le suspect a lais-

sé tomber le carton et pris la fuite, en direction du territoire tunisien. La fouille du carton a permis de découvrir une quantité de corail fraîchement sorti de la mer, d'un poids de presque 5 kg.

Par ailleurs, les gendarmes d'Oum Theboul, près de la cité 'Siporex', ont remarqué le comportement suspect de quatre individus, à bord d'une voiture de marque 'Citroën'. L'un d'eux est sorti du véhicule puis retourna

à sa place. Les gendarmes suspectant quelque chose de louche ont fouillé le véhicule puis ont exploré une bâtisse désaffectée où l'un des acolytes s'était rendu auparavant où ils ont découvert un lapin en plastique dont l'intérieur contenait une matière argentée qui s'est avérée être du mercure après analyse de laboratoire. Les quatre occupants du véhicule ont été présentés à la justice.

BISKRA

Un carambolage fait 2 morts et 9 blessés

Deux personnes sont mortes et neuf autres ont été blessées dans un carambolage, survenu, mardi, à Biskra, impliquant un bus et deux voitures, a-t-on appris auprès de Protection civile. L'accident s'est produit sur la RN3, au lieu-dit 'Sekhoun', dans la commu-

ne d'El-Kantara, provoquant le décès d'un passager du bus et une seconde personne qui se trouvait à bord de l'une des deux voitures.

Les voyageurs blessés dans cet accident ont été acheminés à l'hôpital d'El-Kantara, tandis qu'une enquête a été diligentée par

les services compétents pour déterminer les circonstances du sinistre. Depuis le début de la semaine en cours, quatre personnes ont péri, dans cinq accidents de la wilaya de Biskra, occasionnant également des blessures à 10 personnes.

GUELMA

Pour une meilleure circulation automobile

Un échangeur, en cours de réalisation, à l'entrée nord-ouest de Guelma, sera ouvert à la circulation «dès cet été», a affirmé, à l'APS, le directeur des Travaux publics (DTP), Abderrezak Kammouche. La réception de l'infrastructure, en forme de «passage supérieur», qui reliera l'avenue des 'Volontaires' à la RN 20 (Guelma-Constantine), aura lieu «avant le délai contractuel de réalisation prévu, initialement, pour septembre prochain», a affirmé le responsable. Cet échangeur supprimera, définitivement, le principal «point noir» de la ville, dans un lieu où converge,

quotidiennement, une circulation intense, en provenance ou vers Guelma, ainsi qu'en direction de Constantine, Annaba, Souk Ahras et Skikda. Les travaux lancés au mois d'octobre dernier ont imposé un engorgement accru de la circulation dans cette zone, conduisant les autorités locales à demander et à obtenir des responsables du secteur des Travaux publics qu'ils réduisent le délai de réalisation de la structure, a encore indiqué M. Kammouche. Selon le responsable, toutes les contraintes liées, principalement, aux réseaux souterrains (téléphone, gaz naturel, eau potable

et assainissement) ont été levées. Le DTP, soulignant que l'opération a nécessité un investissement public de 350 millions de dinars, a ajouté qu'un «dossier de réévaluation» a été présenté, en vue de la réalisation d'une voie et d'un carrefour sous ce nouvel ouvrage de 145 m de long pour 10,5 m de largeur, avec une hauteur de 5,5 m. Il s'agit de la 3^{ème} infrastructure technique, destinée à fluidifier la circulation à Guelma, après l'ouverture, en 2012, d'une trémie, au centre-ville et d'un échangeur situé à l'intersection des RN 20 et 80 Guelma-Constantine et Guelma-Skikda.

OUM EL BOUAGHI

Une nouvelle unité de traitement du cancer

Une unité de traitement des maladies cancéreuses a été ouverte, mardi, à l'hôpital Ibn-Sina de la ville d'Oum El Bouaghi, en exécution des directives du ministre de la Santé, lors de sa visite, dans cette wilaya, en mars dernier, a-t-on constaté. Très attendue par les cancéreux de la wilaya d'Oum El Bouaghi, cette unité de 10

lits est équipée de moyens modernes, offrant «la meilleure prise en charge possible aux malades», a indiqué le directeur de l'hôpital, Rabah Lezghad. Les malades de cette région étaient, jusque-là, contraints de se déplacer à Constantine, voire jusqu'à Alger pour se faire soigner, a rappelé ce responsable, précisant que

l'unité est encadrée par 2 médecins spécialistes, 2 généralistes et une équipe de paramédicaux qualifiés. Le directeur de l'hôpital 'Ibn Sina' a fait savoir, par ailleurs, que la pharmacie de cet établissement a été dotée, à cet effet, des médicaments anti-cancer nécessaires pour un montant de 46 millions de dinars.

TÉBESSA

Les meilleurs élèves honorés

Mettant à profit, la célébration de la Journée de la " Science et du Savoir ", fêtée le 16 avril, de chaque année, la direction de l'Education de la wilaya de Tébéssa a tenu à honorer les meilleurs élèves et établissements éducatifs, chacun dans une activité scientifi-

que, intellectuelle, artistique ou sportive précise. Dans des brèves interventions, les responsables du secteur ont rappelé les circonstances historiques dans lesquelles cette journée a été initiée comme celle de la science. Des cadeaux ont été offerts aux lauréats et ce, en présence des autorités de la wilaya.

Notons que la corporation des journalistes et correspondants accrédités dans la wilaya de Tébéssa ont, eux aussi, reçu des diplômes d'encouragement et de reconnaissance pour les efforts consentis dans leur mission d'information.

Une Polonaise se convertit à l'Islam

Dimanche dernier, pendant la tenue de la prière d'El maghreb, à la mosquée 'Lokman' à Tébéssa, une cérémonie émouvante a eu lieu au cours de laquelle, une jeune femme

d'origine polonaise d'une trentaine d'années, mère de deux enfants, mariée à un citoyen algérien s'est convertie à l'Islam. En choisissant sa nouvelle religion, elle a aussi opté pour le

prénom de Sarah. Et tout a fini bien, puisque un des fidèles présents à la cérémonie a invité, tout le monde, chez lui, pour un copieux repas pour féliciter les époux. **Ali Chabana**

BATNA

Les porteurs de projets en formation

Un stage de formation pour la 1^{ère} promotion de porteurs de projets suivis par l' 'incubateur-pilote' de l'Université de Batna, a été ouvert, mardi à la maison de l'Entrepreneuriat de la ville, a-t-on constaté.

Le stage qui se poursuivra jusqu'au 21 avril «offre un accompagnement, en connaissances et techniques, aux universitaires afin de les aider à faire mûrir leurs projets et leur permettre d'être des chefs d'entreprises performants», a indiqué Mme Zahia Laâatche, directrice de l' 'incubateur'. Le coach du stage, M. Issam Malki, économiste de l'Université 'Sheffield' (Grande-Bretagne), a souligné que ce pro-

gramme de formation est centré sur les principes fondamentaux de création d'une entreprise, dont la connaissance du marché, les types de produits ou de services à placer, les attentes des consommateurs et la tenue de la comptabilité.

M. Malki a insisté sur l'importance de cette formation qui permet aux porteurs de projets d'éviter les erreurs qui, souvent, entraînent la faillite d'une PME durant sa première année d'existence. Cette promotion qui se compose de 11 étudiants universitaires est encadrée par six coaches, selon la directrice de l' 'incubateur' qui a souligné que les projets suivis ont trait à la

biologie, à l'informatique et à l'économie.

Pour le vice-recteur chargé des relations extérieures, M. Tayeb Bouzid, ce stage sera suivi par une autre formation similaire, dans le cadre des activités de cet 'incubateur', le premier du genre à être ouvert dans une université nationale. L' 'incubateur-pilote' de l'Université de Batna a été inauguré, en mai 2013, au terme d'un accord entre l'Agence nationale de développement et de promotion des parcs technologiques de Sidi Abdallah (Alger) et la direction générale de la Recherche scientifique, au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

BOUIRA

Des étudiants en grève

Farid Haddouche

Les étudiants du département des Lettres et Langue arabes, de l'Université 'Akli Mohand Oulhadj' de Bouira, sont entrés en grève, depuis la matinée d'avant-hier. Munis de banderoles, ils ont à l'occasion, organisé un sit-in devant le siège de leur institut, en signe de rejet des modalités exigées pour accéder aux études du Master, dans le cadre du LMD. Les étu-

dians mécontents, ont fait savoir que pour s'inscrire en première année du Master, dont le passage est limité à 20 postes, retenus sur la base d'un classement, et cela, suivant une circulaire ministérielle, il leur sera impossible d'y accéder, vu la limite des postes. «Tandis que cette condition n'est pas appliquée dans d'autres départements des universités du pays », ont-ils déclaré. Les étudiants contrariés par la difficulté d'accéder

au Master, et cela, nonobstant, les promesses qui leur ont été faites, tout au début de leurs études, se retrouvent, à la fin du parcours, empêchés d'accéder à cette formation qui donnera à leur diplôme une valeur reconnue.

Les quelque 400 étudiants concernés par ce dilemme, paraissent rejeter l'argumentaire avancé par l'Administration, étant donné que leurs facultés leur permettent d'accéder au Master, d'après eux.

Un homme assassiné

Selon des informations sûres, le corps atrocement blessé d'un citoyen nommé Lakhdar K, résidant à Bouira, dans la trentaine d'âge, environ, a été retrouvé, avant-hier, au lieu-dit 'Tamarza', à la sortie-ouest de la ville de Bouira. Les éléments de la Protection civile

sont intervenus pour le transporter aux urgences du Centre hospitalier 'Mohamed Boudiaf' de Bouira. Son cas ayant été jugé très critique, il sera transféré au Centre hospitalo-universitaire de la wilaya de Tizi-Ouzou, malheureusement, il a succombé à ses blessures.

Une enquête a été ouverte par les services compétents dans le but d'élucider les circonstances de la mort de cette personne. Selon des dires, le défunt Lakhdar K aurait été victime d'une agression de la part d'une bande de malfaiteurs.

Farid Haddouche

TIPAZA

Enraciner l'esprit de patriotisme chez les élèves

L'École algérienne est appelée à enraciner l'esprit de patriotisme chez les élèves, en prenant l'exemple du Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, leader du mouvement de renaissance nationale, a indiqué, mardi, à Tipaza, le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed. M. Baba Ahmed a insisté, lors de sa présidence pour les activités commémoratives de « Yaoum El Ilm » (Journée du Savoir) coïncidant avec le 16 avril, sur la nécessité de «suivre le chemin du président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, qui a sacrifié sa vie à défendre les composantes de l'identité nationale que sont : l'Islam, l'Amazighité et l'Arabité, face au colonialisme français». La célébration de cette Journée ne devrait pas se limiter, selon lui, à organiser des activités culturelles, mais «il faut, plutôt, faire face à

l'invasion culturelle étrangère, encourager les sciences et les technologies et lier entre la modernité et l'originalité», a ajouté le ministre qui était en compagnie de MM. Mohamed Tahmi et Mohamed Bedoui, ministres, respectivement, de la Jeunesse et des Sports et de la Formation et l'Enseignement professionnels. «L'école doit être un lieu de protection de l'identité nationale», a-t-il souligné, appelant les responsables du secteur à «œuvrer pour la maîtrise des nouvelles technologies et la promotion de la qualité de l'enseignement». Qualifiant Abdelhamid Ibn Badis de «phare» et de «citadelle» de l'Algérie, le ministre a évoqué, également, les efforts consentis par l'Etat pour assurer un enseigne-

ment «gratuit à tous les enfants algériens». La commémoration officielle de « Yaoum El Ilm » a été marquée par une forte présence d'élèves en provenance de dix wilayas du pays, dont certains ayant des talents en arts et musique, en présence de leurs parents. M. Baba Ahmed a honoré, à cette occasion, la troupe artistique de l'école primaire 'Taâchache', de Médéa, la troupe de l'opéra du CEM 'Briki Brahim', de M'sila, ainsi que le Club de recherches historiques du lycée « 11 décembre », de Tissemsilt. Plusieurs autres élèves des wilayas de Tipaza et de Blida ont, également, reçu des distinctions de la part du premier responsable du secteur de l'Education nationale.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 jomada ethania 1435				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h40	12h48	16h29	19h27	20h51



APARTEMENTS

■A vendre Appart F4 refait à neuf. 110 m² - 3ème étage. Prix offert 600 unités. Prix demandé 680 unités - Boulevard Maïta - ORAN - 0566.62.13.16
■Vends 2 pièces / cuisine - sanitaires, douche, balcon. Toute commodité. Plein centre-ville d'Oran - au RDC élevé - Visite à partir de 14 H - 0772.93.27.58
■Loue F3 - 6ème étage avec S/Sol voiture résidence Demabed en face Hôpital Pédiatrie - Vends F5, 6ème étage Résidence Hacène - Fernandville - Tél : 0552.38.71.79
■AG NOGARET - 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vends 02 Apparts F3 C. SDB, 5ème étage - Acté - 175 m². Vue panoramique. USTO - Possibilité P.V.
■AG NOGARET - 0770.99.74.57 - 0779.88.86.86 - Cherche Location Appart F3 Hai Yasmine 2 - Possibilité 18 mois d'avance avec contrat de 03 années renouvelable
■ORAN CV : Pour court séjour (9 jours, 1 Sem., 2, 3, 1 mois) loue plusieurs F2 ouverts modernes (Loft Top meublés). Résid. neuve H. Stand. sécurisés + Park. auto - 0553.95.30.08
■ORAN CV : Loue 1 semaine, 2, 3, 1 mois F4, 90 m² Top (meuble, décor de luxe) à Gambetta résidentiel, immeuble propre, fermé, sécurité + Park. - 0553.95.30.08 - études ttes propos.
■A.V. Très bel appartement F4 Gd standing 120 m² au 4ème étage, deux façades, garage, ascenseur, bon voisinage, à Bd Adda Benaouda - Plateau - P.O. 1 M 550 U - Pas d'intermédiaire SVP - 0552.51.08.07 - 041.40.93.57
■Vds : F4 3ème étg. 125 m² Ain Bia Bèthioua - F4 1er étg. 112 m² les Amandiers - F3 CNEP Zitouna Oran - F2 2ème étg. Désist. Senia - Vds M.M. 280 m² Senia - Tél. Bureau d'Affaires : 041.58.47.85
■A.V. Cabinet médical F4 - 2 Faç. 1 sur Bd. 2ème sur le parc auto. 1er étage Hosn El Djivar. USTO. ORAN - Contacter : 0669.38.16.57 à partir de 10 h à 12 h 00 - Prix après visite. Merci
■Particulier vend 4 Apparts centre-ville F3 - F4 : Michelet - Miramar - La Rue de Mostaganem - Boulevard de la Soummam - Tél : 0557.57.13.82
■Loue appartement F2 - 80 m² au Niveau villa View Canastel avec terrasse - parking - 0561.42.25.27
■Vends F4 refait à neuf Cité Benaïda face Station Bahïa. Cité clôturée, Gardiennage. Libre de suite. Prix après visite - Tél : 0770.14.01.57
■A vendre Appart F3 spacieux. Sup. 92 m². 5ème étage (dernier étage et 1 par palier) et terrain individuel extensible Av. Sidi Chahmi (Bastie) - Prix après visite - Tél : 0553.18.38.84
■A vendre appartement F3 acté à Yaghmoracen - ORAN - Prix après visite - Tél : 0793.15.59.65
■A vendre appartement type F4 à Carteaux au 2ème étage - Contacter : 0775.38.48.28 - Prix après visite
■Vends appartements : F4, 4ème étage. 900 U négociable. 56 Logements Hai El Barki - F3, 5ème étage. 780 U négociable Hai El Yasmine - Contactez le : 0770.37.37.66
■Vends F4 - 100 m². 2ème étage. 4 façades. Bien ensoléillé. Vue dégagée dans immeuble 4 étages, bien situé, sécurisé, bon voisinage - à Chéopet - Tél : 0555.94.01.22
■Vends F3. 2ème étage. Refait à neuf. Dble façade. Bien ensoléillé - Acté - Sup. 83 m² - à Maraval - 0552.32.32.57
■A vendre Appart F4 - 120 m² - 2ème étage - Neuf jamais habité - Akid Lotfi - 0662.06.72.43 / 0559.01.21.52
■A vendre appartement F3. 8ème étage - Acté - avec ascenseur à côté nouvel Hôpital 11 Novembre - bien équipé - N° Tél : 0555.70.24.02
■A vendre F3. Refait à neuf. 2ème étage. Acté avec Livret foncier - à Gambetta à côté de Sibawih école des langues - 0555.40.03.16 - 0561.17.72.32 - 0772.99.18.23 - Prix après visite
■Vds F3. Superf. 70 m² au 4ème étage, situé au centre-ville de Ain-Témouchent. L'appartement possède une double orientation. Possibilité d'échange contre similaire situé à Hammam Bouhdjar - Tél : 0664.971.826
■Loue F2 plein Bd L. Ben M'hidi côté Place Hoche, 2ème étage ? libre de suite, 2,6 U/mois 12 mois + F2 Niv. villa meublée Hai El Salam 4 U - AG. DJIWD EL ADL - Tél : 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52
■Loue Studio, couloir, SDB, au 2ème étage, meublé ou sans, pour durée d'un mois et plus rond-point des pompiers Choupot - ORAN - Tél : 0551.39.05.07
■Vds : LSP F3 2ème étg. 82 m² (Hai Yasmine) - LSP F4 1er étg. 98 m² (Ain Turck) - 200 m² 2 F. (Es-Sénia) + carcasse 210 m² Possib. R+3 (Maraval) - Tél. 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19
■A vendre Appart F3, 115 m² résidence luxe, 7ème étg. avec box. Acté. Vue sur mer. Chauffage. Vidéophones. Cuisine équipée - cité en face Hôpital Canastel route du Méridien - Tél. 0790.15.25.40

■A vendre Appart F3 - 80 m² Cité Loubet Castors 4ème étage - Tél. 0561.56.89.58
■A vendre Appart F3. RDC. 73.25 m². 2 F. Bien fini. Refait à neuf - à Cité Lamure El Bahïa - ORAN - Tél. 0770.81.31.87
■Vends F4 d'une superficie de 90 m² à la Rue de la Vieille Mosquée au centre-ville d'ORAN - Tél. 0771.50.22.82
■A vendre appartement F3 - 2 façades. 4ème étage - à USTO - Bon voisinage + ascenseur - Tél. 0774.38.04.47
■A vendre F3 - 115 m² + hall. Double façade. Avec garage. Hai El Wiam 592 Logements Bir El Djir. ORAN - Curieux s'abstenir - Tél. 0556.53.16.99
■Loue : 3 F4 pour Logt ou bureau St Eugène - F3 Bouseville - F2 meublé - F3 F. de Mer - Vends : F3 Miramar - F4 A. Turck - F4 Dar El Beïda - F3 - F4 - F5 Michelet - AG NOUR - 0773.30.81.70 - 041.24.26.70
■Loue Appart F4 meublé 6ème étage avec ascenseur, situé au début de Rue de Mostaganem «Sémiramis». Prix 5 U/mois + Loue F2 meublé 3ème en face Hôp. Pédiatrie Canastel - Tél : 0795.34.76.34
■A vendre un Appart F4 à Cité Dar El Hayat 10ème étage. Refait à neuf. Téléphone et Internet. Eau 24/24 - pour curiosité s'abstenir - Contactez le 0770.78.20.18 ou le 0551.44.77.90
■Vends F5 RDC élevé, 3 Faç. Commercial. Groupe médical. Notaire. Avocat... etc. RDV visite H.B. - Pas d'intermédiaire - Cité 1180 Logts Maraval - Tél : 0771.51.79.48
■Loue des Apparts meublés et équipés et toutes commodités (garage, eau H/24) dans un quartier très calme, pour famille - Trouville - Ain El Turck. ORAN - Tél. 0552.48.14.20
■Vends F3 refait à neuf, grand salon, 2 chambres avec dressing, 2 toilettes, cuisine aménagée, salle de bain avec petit hammam avec serpent. Promoteur BATIOUR Akid Lotfi. 8ème étage avec ascenseur - Tél. 0553.83.49.27
■Loue bel appartement F5 (105 m²) RDC. Convient pour habitation ou Siège social. Cité des enseignants (en face Tribunal Seddikia) - Tél. 0698.27.29.25
■Vente Appart F2 acté Cité Akid Lotfi, 4ème étage avec 2 façades - Tél : 0561.72.09.92
■A vendre F2 + cuisine + S. de bain + balcon, 4ème étage à Bir El Djir - Millenium - Désistement - Contacter N° Tél : 0549.05.99.68
■TLEMCCEN : Echange F5 H.S. 197 m² 3ème étg. Résid. Boussalah IMAMA + F3 1060 Logts 1er étg. Centre ville récente IMAMA - Tél : 0558.50.67.32
■Location F4 luxe 01 étage. 22. Av. St Eugène. 50.000 DA/M - Location local commercial 65 m². 22. Av. St Eugène. 60.000 DA/M - Tél. 0550.54.01.21
■A vendre Appart F3. 4ème étage. Sup. 70 m² Bd Dubaï Akid Lotfi. Vue sur Bd et sur mer - et local de 28 m² + cave 28 m² situé au 38, Rue Philippe - Tél : 0661.20.35.35 - 0553.10.40.58
■AG. NADJET. Vend Apparts : F4 2ème 1,3 U lycée Lotfi - F3 RDC 1,2 U Miramar - F3 3ème 950 U USTO (PV) - F3 2ème 350 U El Amria - Local 65 m² fonction libérale 500 U Boulanger - 0777.04.46.83 - 0552.98.13.81
■A vendre Appart F3. Deux façades. 67 m². 3ème étage (très belle résidence) à El Yasmine (2) - Tél : 0773.51.91.76
■Vends Appart F3 avec une grande cuisine équipée et un grand balcon, 4ème étage, 84 m² Cité USTO-HLM - Oran - Tél : 0699.62.25.29
■Vends : 1 F2 74 m² - 2 F3 120 m² au 1er étage à Hai El Yasmine en face Hasnaoui Promoteur B.H.B. - Tél : 0555.878.194 - 0792.011.379
■Vends F4 luxueux 87 m², sol compacto, revêtement murs en marbre hall. 2 Gds salons + 2 chambres + cuisine - douche + chauffage central, situé 75 Logts USTO au 4ème étage à côté ARDIS - Tél : 0770.43.66.33 - 0555.91.45.39
■Loue à Ain El Turck (Cap Falcon) F2 et F3 meublés, terrasses avec vue sur mer, garage, toutes commodités - Possibilité location courte durée et Réservation pour l'été - Tél : 0773.84.67.39 / 0794.55.26.32
■Part. Vend/ Ech. à Oran Résidence Felaouçène « Bt Sonatrach » : F4 Top 125 m². Acté. 5e étg. Rés. clôturée surveillée H24 - C/M.M. à Oran ou environs - P. Ap. Vis. Etude ttes Propos. - Tél : 0775.54.64.33
■Loue un F4 au 2ème étage Cité Hai Essabah. Nouvelle construction - Tél : 0661.70.13.65
■ORAN : à louer F5, 120 m², refait à neuf, bien sécurisé, 02 portes d'entrée, 1er étage centre-ville, convient siège société ou institut d'enseignement, libre de suite - Prendre contact au : 041.42.59.12 - 0552.75.96.77
■Vends F3 à Akid Lotfi, 4ème étage, immeuble dominant sur le boulevard - « Affaire à saisir » - 0550.20.66.30

■Loue appartement F5. Gd standing. Ttes commodités. 205m². 1er étage + Studio. Panoramique 4ème étage 25 m² P. coin cuisine. Terrasse de 30 m² Sid El Bahir Hai Louz - Tél : 0550.45.40.90
■Loue : F5 + F3 équipés standing au mois ou trimestre. Paradis-plage Ain Turck + villa meublée Bousfer-plage - 0771.84.25.21
■A louer appartement Médina El Jadida F2 + cuisine + SDB au 3ème étage - Tél : 0550.69.82.79

VILLAS

■TLEMCCEN : Vends villa à KIFFANE les Dalais 475 m². 3 façades + Appartement F5 à IMAMA - Tél : 0550.18.31.00
■A vendre villa Route des Andalouses EL ANCOR. Sup. 250 m². Actée - Contacter : 0551.65.43.77
■Vends villa 200 m² Cité Djamel - Vends villa équipée de tout 280 m² à Belvédère Point du Jour - Contactez le 0552.38.71.79
■A vendre villa 260 m² R+1 - une façade de 18 m - ORAN (Quartier Résidentiel) - Actée + LF - Tél : 0555.42.13.97
■A vendre villa R+1 complètement rénovée 310 m² Cité Jourdain les Castors : 2 Ch., 2 WC, garage - 2 voitures grand jardin fruitier - Tél : 0666.65.19.36
■AG. NADJET - Vend M.M. : 152 m² R+1. Acté (PV) 1,2 U. Centre Boutléis - 240 m² R+1 + 04 locaux 2,2 U. Amria - 260 m² R+1 - 2,5 U. Misserrghine - 0777.04.46.83 - 0552.98.13.81
■Loue Bungalow américain Camp 5 Sonatrach Ain El Bia. Bèthioua. 3 P + C + 2 WC. 2 salles de bain + garage 2 V + jardin - Ttes commodités - Tél : 0699.17.44.62
■Vends villa ou Echange + complément les Castors 300 m² R+1 : 2 salons - 4 pièces - SDB - Cuisine - Garage - Petit S/Sol - Grand jardin fruitier - Tél : 0540.30.28.73
■Vends villa à Maraval sup. 307 m² - R+2 - 02 façades. Commerciale. Avenue Mekki Kheïffa (B) - Mob : 0772.17.01.56 - 0552.76.64.30
■Vieille bâtisse à BEL-ABBES centre-ville - 136 m². 02 façades. Prix 790 Millions non négociable (en face l'ancien commissariat de Baryanto) - 0770.97.89.25 - 0771.19.60.65
■A vendre carcasse S-Sol. R+1 - 176 m². 02 façades parallèles à TAMZOUGHA (Saint Maur) - Pour plus d'information Appelez au : 0557.19.40.79
■Vds villa à côté de l'hôpital militaire. 200 m². R+3 : 7 pièces, 2 Cuis., hammam + 2 SDB - 2 garages. Jardin. Atelier - Clim + Chauff. central - Tél : 0553.82.49.70
■ORAN (Ain Turck) : Vends belle villa R+2 - 170 m², nouvelle construction, vue sur la grande rue, jardin, style américain - Tél : 0559.31.74.18
■Vente villa à Fernandville, près de la clinique Le Caducée - Sup. 280 m². R+1 - garage + jardin - Finie à 75 % - Tél : 0790.75.68.76
■Vds villa (R+1) finie à 90% à El Mostakbel (03) Bir El Djir - Curieux s'abstenir - Tél : 0555.66.01.36
■A vendre Maison de Maître. Sup. 375 m². 4 pièces, cuisine, SDB et Gd garage et Gde cour à Eckmühl - ORAN - Tél : 0774.21.03.41
■Vds Maison à Gdyl rue Akid Amirouche. Sup. 190 m². Bâtie 143 m² R+1. RDC : 1 garage, cour, 1 Ch., 1 S., Cuis., WC, hammam, Chauff. Cent. 1er : 1 Ch. avec SDB, 1 Ch., 1 séjour, 1 SDB. Terrasse - P. Ap. visite - Tél : 0553.38.44.64
■Vends Maison de Maître 350 m² à Bir El Djir - Hai Kheimiti - derrière clinique Hikma - Tél : 0794.46.68.21
■Vends villa neuve R+2. Superficie 250 m² en plein Bd. Rue Mustapha Benboualid - SIG - W. de MASCARA - Tél : 0550.67.50.11
■ORAN - Vends villa 180 m². Actée. 06 Ch., 02 salons, 03 halls, 02 cuisines, 02 SDB, hammam, cour - Cité de 13 Villas en face grand Bd Belgaïd clôturée - Gardiennage 24/24 - Libre de suite - Tél : 0771.86.13.74
■ORAN - Vends 02 villas : 520 m², 200 m² bâtis, garage, Gd jardin, Cité Protin, Oran - 400 m² situé à Ain Turck Rue allée des vides piéds dans l'eau - Tél : 0774.02.42.79 - 0772.90.59.40
■SBA (AIN EL BARD) : Vds Maison individuelle à Hai Essalem. Actée. R+2 - 320 m² + cour 50 m², 3 Fçdes + puits + jardin + terrasse - Tél : 0771.59.83.79
■Vends villa à El Kerma 230 m² plus une terrasse. 6 Ch., 2 salons, 2 SDB, 3 sanitaires, garage et jardin, puits, 2 façades - Chauffage central - Tél : 0770.51.82.89
■BETHIOUA - Vends Maison de Maître 140 m². Rue Sidi Amar. Vue sur mer - Contacter : 0770.30.70.34
■ORAN : Vends belle villa RDC. Sup. 500 m². Actée. Finie avec toutes commodités aux 200 Logts Es-Sénia - Prix après visite - Pour plus d'information appelez : 0770.38.25.98 - 0550.52.83.63

■Vds villa à Gambetta, actée, 370 m². RDC : garage 2 V, Pte cour, salon, 1 Ch., Gde Cuis., hammam, WC, Gd jardin - 1er : 4 Ch., salon, SDB, WC, Gd hall, 2ème : 1 Ch. + Gde terrasse - 0770.31.76.11 - à partir de 18 h
■Vend belle Maison Maître à MAGHNIA derrière Hôtel Tafna. R+2. Toutes commod. de confort : Chauff. central, hammam, puits, 2 SDB, 2 salons, 5 chambres, cave semi enterrée - Tél : 0550.29.90.85
■Vends Maison de 250 m². 14 m de façade avec 4 Gds garages de 4 m de Haut., cour, terrasse - bon voisinage - toutes commodités - B. eau. Actée à Rocher - ORAN - Tél. 0792.76.74.47
■Vends villa à Trouville (Ain Turck) 1000 m² vue sur mer, jardin avec piscine. R+1. 4 chambres, 1 pièce de séjour, 2 grands Sal., Cuis. américaine avec coin repas. Habitable de suite - Tél. 0771.31.33.63
■Vds Maison 2 façades. 250 m². Actée, 4 pièces, cuisine, WC + douche, garage - située à Canastel - Tél. 0550.33.89.00
■Vente Maison de Maître 110 m². R+1. Lotissement 119. Bir El Djir - P.O. 1,900 M - Vends F3, 03 étages. 65 m². Av. Chakib Arselane 750 U - Tél. 0550.54.01.21
■ORAN - Vends M.M. R+1 - 3 G. - 1er : 3 pièces - Gd Sal. - 2 SDB - WC - Cuis. 2 Gdes Terr. Chauff. C. Sup. 450 m² à St Eugène ORAN pour Habit. ou Promotion Immo. - 0791.46.20.18
■Vends à ORAN - Eckmühl : Maison - Actée - d'un étage. Double façade - Ayant 4 Apparts : 2 en haut et 2 en bas - située entre les Arènes et l'Ecole normale - Tél : 041.34.31.01
■A vendre belle villa R+2 - 290 m² - Actée + 116 m² devant villa à Ain El-Turck. Garage 2 voitures + jardin + puits + 2 suites parentales + 5 chambres + 2 grands salons + 2 halls - Tél : 0557.04.55.78
■Boutléis (Oran) : Vends villa en construction, 232 m², 2 façades, 7 pièces, 2 garages, cour/jardin - eau + électricité + gaz - Cité les Castors - R. : 0661.30.07.52
■A vendre villa R+1 actée, sup. 225 m² livret foncier. RDC : garage 2 Voit. + cuisine + cour + jardin + hammam. 1er étage : salon + 4 Pces + douche Jacuzzi. Terrasse + buanderie. B. d'eau + climat + chaudière - à Hai Zabana - Messerghine - Tél : 0555.63.37.90
■A.V. un RDC de 240 m² (12 x 20) D.F. parallèle avec Acté et LF. P/Promesse de vente - N° 58 Bahi Amar - ES-SENIA - Tél : 0795.71.06.95

EMPLOIS

■URGENT - Pharmacie cherche Vendeuse - Tél : 0554.95.78.68
■URGENT - Jeune Homme marié, universitaire, cherche travail comme Vendeur de nuit ou Réceptionniste 1 nuit/2 - étude tout offre - tout salaire - Merci - 0778.84.47.54
■Salon de coiffure Dames cherche Coiffeuse styliste, sérieuse, avec expérience 6 Contacter : 0778.22.94.60
■Une pâtisserie à ORAN recrute : Un Briocheur - Un Demi Briocheur - Veuillez contacter le 0793.55.55.96 - 0552.55.68.56
■Entreprise de travaux Bâtiments recrute dans l'immédiat : Ingénieur en génie civil ou Conducteur des travaux - Prêtre d'étranger CV + lettre de motivation au : 041.53.49.61
■Société privée de fabrication Tubes PVC recrute Régulateurs qualifiés sur machines - Mob : 0551.98.59.96 - 0776.77.34.88
■Entrep. tous corps d'état recrute Assistante de direction ayant expérience dans le domaine facturation - situations - avenant. Salaire motivé - Fax : 041.41.15.41 - Mobile : 0560.07.24.73 - email : elpiguessas@yahoo.fr
■Entrep. privée recrute : Un Comptable / 02 Architectes F / Une Secrétaire de direction / Ingénieur Génie civil - Conditions : Expérience exigée plus de 05 ans - Possédant un Permis de conduire catégorie B pour le poste Secrétaire - Contacter de 09 h 00 à midi 12 h 00 : 0554.55.98.69
■Cherche travail Chef équipe - Chef chantier avec expérience en Maçonnerie - Dalle de sol - Faïence et toutes les finitions - à ORAN - Tél : 0696.66.50.03
■Cherche Femme de ménage à ORAN, âgée entre 40 ans et 55 ans, éduquée et sérieuse - Offre salaire intéressant - A contacter : 0770.249.218
■Loue RENAULT Trafic 9 places, avec chauffeur pour transport Personnel - 0560.49.31.88 - 0776.94.73.02
■Cherche Vendeuse pour magasin Vente d'Habillement Femme Rue 6 - dynamique et sérieuse - 0555.33.54.73
■Entreprise Industrielle recrute : Un Chef de service Ventes. Licence et + en sciences commerciales / Expérience de 05 ans et + / Connaissance en marketing, ventes et négociation - Envoyer CV à : yetabdou@yahoo.fr
■Médecin Spécialiste à TLEMCCEN-Ville recrute d'urgence une Secrétaire - Réceptionniste sachant utiliser l'outil informatique -Tél : 043.20.37.64 / 0792.43.31.28

■Agence de Voyages à ORAN recrute : Gérant qualifié - Agent Billetterie qualifié - Secrétaire ayant un diplôme universitaire - Mob : 0560.666.777 - Tél : 041.533.396 - Heures d'appels : de 10 H à 16 H
■Une Entreprise Ferronnerie cherche un Ouvrier qualifié et demi-ouvrier qualifié - Appelez N° Tél : 0560.96.25.85 ou bien 0699.43.88.39
■Restaurant à Oran cherche Serveur et Serveuse et Femme de ménage - Tél : 0770.22.24.24 - de 10 h à 18 h
■EURL TAXI EL BARAKA, sise à ORAN cherche Chauffeur de taxi diplômé, de préférence marié, permis + 05 ans - Tél : 0560.00.98.60
■Privé recrute Secrétaire niveau universitaire en langue Nationale - Tél : 0550.45.97.73 - 0661.20.13.84
■Sté de distribution Zone Indust. d'Es-Sénia (Oran) recrute : Vendeurs possédant Permis C - Chauffeurs Léger - Chauffeurs Lourds - Chauffeurs du transport personnel - Manutentionnaires. Exp. Souhaitée - Envoyer CV + photo : recrute1328@gmail.com
■Centre Commercial au centre-ville d'Oran cherche des Etudiants universitaires, résider à Oran, pour travailler Vendredi et Samedi - Tél. 0798.87.78.14
■Inscrivez-vous gratuitement et retrouvez toutes les nouvelles offres d'emploi sur www.lapem-fans.com suivez-nous sur facebook, tapez : lapem-fans
■Société Mixte recrute (Doct. Ing.) Ingénieur / D.E.U.A. / Tech. Sup. / Licence / Technicien / en Informatique / Web Design / Management / Anglais et Chinois - Candidature retenue possibilité perfectionnement à l'étranger - sci.lequebec@yahoo.ca -Tél : 0540.26.15.32
■Importante Société de Fabrication de Salons et Meubles cherche : Couturiers / Couturières - Coupeurs / Coupeuses - Zone Industrielle Chteibo. Nedjima - Veuillez contacter : 0560.33.08.90 / 0770.93.69.48
■BENI-SAF : Vends ou Echange avec un bien à TLEMCCEN, Dortoir de 16 chambres + 03 magasins + logement de fonction - Tél : 0795.65.57.89
■Loue un local dans la Z.I. Nedjima (Chtaïbo) superficie 2.500 m² dont 2.000 m² couverte avec bureaux pour différentes activités - Contact : 0550.67.88.13
■Vends ou Loue Dépôt 1.500 m² à Savignon et Dépôt 350 m² à côté grand marché les Hales - Loue Dépôt 2.700 m² à Chteibo - Loue Dépôt 2.200 m² + Admin. Senia Zone 2 - Tél : 0552.38.71.79
■A louer local de 60 m² (15 m de long et 4 m large) Hauteur 4 m à Hai Bouamama à 10 m de la Route Nationale - convient pour stockage - 0669.71.80.14
■Local à louer 50 m² situé à Hassi El Ghalla - W. Ain Témouchent - la route de Sassel-plage - Tél : 0699.51.13.89
■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend local de 500 m² double façade. Endroit commercial. Convientrait : Bain - Douche - Sauna - Cafétéria - Superette - Toutes activités
■Echange 3 locaux à Hai Yasmine, 34 m², 27 m², 31 m², contre lot de terrain à Hassi Benokba ou Hassi Ameur Zone Industrielle ou les environs - Tél : 0559.69.55.74
■RELIZANE - Loue local 35 m². Convient pour Bureaux - à côté OPGI - Tél : 0557.57.13.82
■SIDI BEL ABBES - Loue Gd local 170 m² composé de 2 locaux mitoyens 110 m² + garage 60 m². Elect. 380 V + B. à eau + téléphone - à Sidi Djilali - Tél : 0560.979.136
■A vendre local 48,19 m² : 10, Rue Maître ABED (Plateau). ORAN - Tél : 0778.20.16.73 - 0560.02.00.02
■A louer 3 hangars situés à : 290 m² Bouyakour - 435 m² Boutléis - 159 m² acté + puits + électricité 380 V - Tél : 0551.48.81.15 - 0774.50.50.13
■A louer une Chambre froide Positive / Négative - état neuf - installée à Belgaïd - Tél : 0661.21.39.12 - 0776.49.96.08
■TLEMCCEN : Loue 02 locaux à usage professionnel uniquement, séparément ou ensemble, surface : 2 x 65 m² - au RDC d'un villa double façade située à BelAir - Tél : 0556.39.50.20 - H.B. Merci
■A vendre un hangar de 1000 m² / 6 m de hauteur avec charpente à Zone industrielle Hassi Ameur - 0550.76.27.94
■A.V. : 2 locaux avec 2 pièces - cuisine - à Plateau. ORAN - 0554.25.11.63 - 0669.31.98.76
■A louer : Une Chambre froide située à Ain El Turck près de l'autoroute nationale (Postitif). Capacité 800 m3 - Prix après visite - Tél. 0552.32.92.45

■Vends local 130 m² centre-ville Oran. Restaurant - Salle de sport - Labo analyses - Discothèque + Loue villa Bousfer-plage - Tél : 0771.84.25.21
■ORAN : A vendre local commercial. Acté. Place Bel Air. 40 m² + soupenne entrée indépendante 12 m² - Tél : 0661.404.403 - Prix offert 500
■Loue magasin 600 m² (3 niveaux : S.-Sol + RDC + 1er étage) + 5 étages à usage de bureaux de 150 m² chacun sur un Gd Bd Maraval - ORAN - Tél : 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80
■Vends Dortoir 18 chambres en activité + Restaurant en aménagement à BOUHNIFIA - 0777.13.81.12 - 0558.07.33.13
■Local à louer 60 m² bien aménagé Place Gambetta. ORAN - Tél : 0558.19.29.98 - 0771.38.59.23
■A.V. à HASSI EL GHELLA Centre-ville dans villa en finition R+2 - RDC : 2 locaux. 1er étage : Niveau de villa. 2ème étage : Niveau de villa - Tél : 0667.14.51.52
■A vendre magasin au centre-ville d'Oran. 2 façades (33 M) - 37, Rue des Aurés (La Bastille) - Tél : 0550.69.82.79

VEHICULES

■A vendre voiture GOLF 6 R20. Année 2011 importée d'Allemagne. 37000 Km et R. Ligne 2011 - 70 Km - Tél : 0561.32.93.69
■A vendre véhicule de marque Renault Kangoo. Année 1999. Diesel de couleur verte - bon état - Tél : 0554.70.04.03
■AG. NOGARET - Tél : 0770.997.457 - 0779.888.686 - Vend : Cafétéria en pleine activité de 300 m² USTO - Avec rendement 100% - plus Showroom 1 étage USTO
■A vendre KARSAN. Année 99. Bon état + Possède Véhicule 15 places KIA cherche transport Personnel ou Echange contre Bus ISUZU - 0771.54.52.85
■Cherche Location Camion Frigo léger - 0793.48.96.21
■Vends MERCEDES C220 - CDI - Année 2009 - 150000 Km - Immatriculé 20 - Propriété d'un médecin - Contacter : 0773.29.61.28
■Vends MEGANE 1,9 D. Toit ouvrant. Toutes options. Année 2009 - Très bon état - Pas de courtier - Tél : 0661.10.48.00
■A vendre BIPER 2012 Töler. Blanche. Toutes options. 80.000 Km + ATOS GLS 2010. Blanche. 280.000 Km - Tél : 0771.89.77.44 / 0550.83.70.15
■Vends véhicule HYUNDAI H1. Année 2011. Excellent état. 12 places. 20523 Km - 041.42.93.90
■Vends Clio Papillon 2007. 1,5 DCI. Gris argent. Première main. 120 000 Km, état neuf. 0 Retourche + Clio Campus 1,5 DCI. 2006 argent. Gris argent, état neuf - 0552.48.13.00 - 0559.35.55.12
■A vendre TIGUAN Life blanche 2014 - Safia - Roulé 1700 Km - 31 - Tél : 0771.62.28.15
■A vendre : 1) SEAT « Leon » toutes options. Année 2008 - 1,6 Essence. Première main. Gris argent - 2) BMW 118 d. Toutes options. Année 2008. Diesel. Noire - Tél : 0561.61.97.10
■Vends - Loue ou Echange un Clark 3 T. ISUZU an. 2011 - Tél. 0663.55.27.67

TERRAINS

■Vends Terrain avec plate-forme et piliers sup. 120 m² à Fernandville. Bir El Djir - Terrain à Belgaïd sup. 186 m² - Terrain à 200 Logts Senia sup. 267 m² - Contacter Agence Immo. DJEBALA - Port : 0557.51.76.14
■Vends Terrain industriel 4000 m² à Z. / Hassi Ameur - Vends Terrain à Canastel 850 m² - Loue Espace Bureau 400 m² à El Morchid - Tél : 0552.38.71.79
■Affaire à Saisir : Vds un superbe Lot de terrain situé à Brédèche - Boutléis - 1 seule Faç. en face Autoroute. 258 m². Acté + Permis - Etude toutes propos. - 0775.92.36.28
■Vends Terre Agricole de 09 Hect. à Ain-El-Berd - W. SBA - par route goudronnée à 3 Km échangeur Autoroute Est - Ouest - Possib. eau et électricité - Prix Off. 95 U/Ha - Dem. 130 U/Ha - Dje-loul : 0552.96.78.40
■Vends Ferme 3 Ha. Actée. 2 Faç. en bord de R.N. entre SIG - ARZEW (Alaimia) entre 2 Autoroutes. ORAN - ALGER (7 km) et ORAN - MOSTA (8 km), plantée d'oliviers + Habit. neuve 130 m² RDC + 2 + Usine équipée de Matér. Indust. - P. 10 Mds - Tél : 0771.58.07.24 - 0551.63.40.47
■Vends Terre Agricole. Actée avec Livret de foncier. Superficie 8 Hectares - située à 5 Km de FRENDA - W. TIARET - Tél : 0561.70.08.11 - Intermédiaire s'abstenir
■A vendre un lot de terrain à bâtir 525 m² centre-ville MOHAMADIA - MASCARA W. 29 - 0791.78.50.60 - 0775.92.67.32

TRANSFERT CABINET MEDICAL Dr BAKI M. Lamine Spécialiste DIABETOLOGUE ENDOCRINOLOGUE Diplômé Faculté Médecine Toulouse Cité 500 Logts Bt 152 Rez-de-chaussée SEDDIKIA (à côté CNEP) ORAN - Tél. 041 53 96 44 Mob : 0664 81 09 46

ANNIVERSAIRE A l'occasion de leur anniversaire, les familles MEHENNI et EL KEURTI félicitent leurs enfants MAROUA 6 ans et RAYAN 1 an et leur souhaitent une vie pleine de bonheur et de joie.



ANNIVERSAIRE A notre adorable BENHALIMA MED RAYAN Le 17-04-2014 tu fêteras ta 2ème bougie (17-04-2012). En cet heureux événement, la famille BENHALIMA te souhaite un Joyeux Anniversaire et une longue vie pleine de bonheur et de santé près de tes chers parents. A tes 100 ans.



ANNIVERSAIRE A notre petite princesse : DJAFAR NAFISSA qui vient de boucler le 13 de ce mois ses 3 ans. Voilà 36 mois que tu illumines la vie de tes parents, 36 mois à entendre tes rires, à se délecter de tes sourires, 36 mois pendant lesquels, chaque jour qui passe, papa et maman savourent l'immense chance de l'avoir auprès d'eux. Joyeux anniversaire adorable ange « Que Dieu te protège INCHALLAH ». Happy Birthday Nafissa. Tata Dalila qui t'adore



ANNIVERSAIRE Adorable BEHLOUL NAFISSA (dite SISSA) Tu souffles la 3ème bougie. Pour cette occasion, toute la famille te souhaite un Joyeux Anniversaire, une vie pleine de joie et de bonheur. Toute la famille qui t'aime très fort. OUZAÏD



■Vds lot de terrain (10 x 14,5) 145 m². 2 façades - à El Braya - ORAN - 0550.70.29.12

■A vendre un lot terrain acté à la Zone Industrielle (Tillet) ORAN - Superficie d'1 hectare - Veuillez contacter le : 0668.44.20.19

■Vends terrain acté dans Coopérative. Viabilisé. 198 m² à Belgaid - P.O. 82000 DA/m². Prix demandé 86000 DA/m² négociable - Tél : 0771.839.798

■Vends Lots de 200 m² façade 10 m - Lot de 1000 m² façade 50 m. Sidi Maârouf - ORAN - 0549.24.00.28

■AG NADJET. Vend Agricole : 16 Hec. 15,50 U PC 7 - 5 Hec. 15,50 U Ain El Baïda - 03 Hec. 220 U Cap Blanc - 05 Hec. 350 U - 03 Hec. 220 U Boutléïls - 03 Hec. 700 U Ain Karma - 0777.04.46.83 - 0552.98.13.81

■Vends terrain Les Falaises 1279 m², mitoyen au Méridien avec 33 m de façade - Permis de construire R+12 et 1 sous-sol - curieux s'abstenir - 0792.10.33.80

■AG NADJET. Vend terrains : 120 m² 220 U (PV) Rouaïba. 220 m² 450 U Bredia. 150 m² 160 U Bredia. 180 m² 3 F. 450 U Msaid. 128 m² 320 U Benfria. 430 m² 950 U Saint Pierre Es-Senia - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■Base à vendre de 25000 m² (Acte et Livret foncier) Z.I. de TOUGGOURT - W. OUARGLA - équipée de tout (Admin., vestiaires, 2 postes police, hangar de 940 m², 2 entrées, villa avec jardin et puits d'eau) - Tél : 0660.45.16.84 - 0771.61.30.78

DIVERS

■Enseignant universitaire donne des cours de soutien en Informatique (Algorithmique) pour des étudiants universitaires - Contact : 0558.19.05.99

■Vends Machine à café CONTI 4 bras ancien + Congélateur + Réfrigérateur bonne occasion marque allemande - Tél : 0799.36.99.86

■Import Médical vend à bon prix : Echographie 2D - 3D - 4D. Couleur Dop. Portable et Chariot Radiographie 100 - 300 mA - Fautouils Dent. - Autoctives - Générateur Oxygène... etc. - Tél : 035.67.63.99 - 0771.63.32.73

■A vendre Matériels de pressing S.B.A. - Tél : 0771.28.24.21

■Cherche à louer Licence de taxi W. d'Oran - Tél : 0775.06.86.57

■Vends Fauteuil dentaire bon état - Compresseur + Poupinelle - Tél : 0793.48.66.87 - ORAN

■A louer Licence pour café à ORAN - 0554.33.78.58

■Entreprise de Travaux Bâtiment - Architecte Constructeur prend en charge vos Travaux de Construction, Rénovation d'appartement, villa, commerce - Tél : 0770.25.79.22

■En vue création Laboratoire d'Anal. W. de S.B. Abbès cherche Partenaire Médecin BIO - étude ttes propositions - Tél : 0699.17.44.62

■Vends Matériel de Salon de coiffure Dames, état neuf (servi 1 mois), couleur rouge, blanc, noir + lit d'esthétique - 0780.02.11.29

■Traitement tout type de façade : « Peinture » Mono Couche - Griffé - Alucobond... etc. » et tout type de finition Bâtiment - Tél : 0551.27.39.26 - 0561.64.85.72 - E-mail : sofiane_at@s yahoo.fr

■ARZEW - Vends Matériels Crémérie en bonne occasion - Contacter : 0553.91.84.88

■Réparation à domicile : Machine à laver (Linge et Vaisselle) - Réfrigérateur - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél : 0662.87.45.68

■Vends Fours vanillés (1 Pavavillé - 1 Electolux) 10 Pl. - Pétrin spiral Fabou - Laminoin parisien (Lot) - 0770.76.34.27 - AP. 16 h 30 SVP

■L'Ecole de Cuisine et Pâtisserie forme : Pâtisier - Cuisinier - Pizza - Brioche - Gât. Or. à ORAN - 041.42.34.46 - 0555.11.47.80

■TLEMCEM - Vends : Souffleuse PEHD de 750 ml au 5 l. Compresseur. 02 Refroidisseurs. 01 Broyeur. Injection Bouchon. Moulus - Matériel en marche - Prix après visite - Tél : 0771.53.63.57

■Vente deux Turbo Mélangeurs pour PVC marque allemande (MIXACO PÄPENMIER) 160 / 300 litres et une Tulpeuse automatique SICA. TBE - Mob : 0560.65.45.38

■MOSTAGANEM : Particulier loue une Pompe à béton état neuf pour toute entreprise privée ou étatique ou Cherche un Associé - Contacter Tél : 0771.59.03.22 - 0556.61.19.17

■Vends Machine Aliment de bétail (FAO) - Tél. 0559.44.84.95

■A vendre Broyeur italien tous plastiques PET - PEHD - PEHD - PVC de marque PRVIERO - MU 508. Puissance 150 CH - Tél. 0555.69.66.69

■Vends 02 Conditionneuses des Sticks de 5 g à 50 g - Neuves - à ORAN - Tél. 0779.10.00.29

■ASSISTANCE PLUS SPECIAL PREPAR. - EXAMEN 2014 - 5^{ème} - BEM - BAC - Révision spécifique sur exercices types des épreuves et sans stress - 5^{ème} : du 15 au 25 Mai - BAC : du 15 au 28 Mai - BEM : du 29 Mai au 05 Juin - Gambetta Place Fontanelle. Tél : 041.53.30.27 - Maraval : 21, Rue Soudani Amar. Tél : 041.34.85.55

■Vends Unité de production Sac Kraft Ciment - Aliment Bétail - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64 - Prix après la visite

■Vends Fabrique Aliment marque française - Batterie Poule pondreuse - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

■Pour toutes vos livraisons, déménagements et transport de marchandises diverses, national et à l'international, une équipe de professionnels est à votre écoute et disposition - un devis gratuit - 0560.100.400 - 041.51.41.32 - bdmalgerie@gmail.com

■SIDI BEL ABBES - Ecole de formation privée (Esthétique - Coiffure Dames) - Inscriptions limitées - Tél : 048.56.65.12 - 0554.28.83.75

■SIDI BEL ABBES - Vente Matériel d'esthétique d'occasion : Vapo - Bac cire - UV - Lampe - Tél : 0554.28.83.75

■Bateau de plaisance français 6,5 x 2,42 - Toutes options. Papiers en règle : Vends ou Echange contre F2 - Etudie toute proposition - 0555.57.83.32

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. « Mouchoirs - Serviettes - Gobelet » - « Conditionneuse » - 036.65.33.34 / 35 / 36 - 0555.62.34.91 / 92

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Mach. Impression Gd Format - Gravure Num. sur Bois - 036.51.47.14 - 0555.62.34.93 / 94 / 95 / 96

■SAC PLUS propose pour « ANSEJ - CNAC » Machines Transformation « Plastique - Papier - Carton » - 036.51.47.14 - 0555.62.34.97 / 98 / 99

■Vds Ensacheuse horizontale de produits granulés (flanc) de marque ROVEMA S 100 d'une capacité de 80 sacs de 50 gr/minute - Tél : 0554.060.704

■Vends Extracteur Pad Coling. Matériel avicole. Sacs aliment de bétail 50 Kg. Batterie de Poule pondreuse toute capacité - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

■Vends des Incinérateurs Déchet de poulet et animal - 046.97.97.86 - 0697.65.02.64

PENSÉE
Très touché par la disparition de HADIA, la fille du grand frère le Prf. **BENSAAD DJAMEL**.
Personne ne peut s'opposer à La Volonté de Dieu : A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

Cela fait une année, jour par jour, le papa, la maman, ta sœur, tes frères demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
Que l'accueille dans Son Vaste Paradis.
L'ami du papa **Mr B. RACHID**

PENSÉE
A la mémoire de notre chère maman **MAHI BENABDELLAH Kheïra** Qui nous a quittés le 17-04-2013. Elle était le pilier de notre famille, un être irremplaçable par sa gentillesse. En cette pénible occasion, l'ensemble des membres de sa famille et ses filles en particulier demandent à toutes celles et tous ceux qui l'ont connue, aimée, et apprécié ses qualités humaines, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.
Tes filles : Nedra - Touria - Salima - Hafida.

PENSÉE
Aujourd'hui
17.04.2014, il
y a un an
notre père
OULDEÏ TEBINA Belebna
est parti pour un monde
meilleur. Ton départ a fait un
grand vide dans notre vie.
On ne t'oubliera jamais très
cher père.
Repose en paix.



PENSÉE
A la mémoire de
notre chère
grand-mère
**Mme ZEMALI
Hadja YAMINA
dite « MIMA »**
qui nous a
quittés pour un monde meilleur
voilà déjà 02 ans passés.
Tu resteras toujours parmi nous
dans nos pensées car les êtres
chers ne meurent pas quand on
les enterme mais meurent quand
on les oublie.
Ton gendre **SAIDANI, ta fille, tes
petits-enfants,**
A Dieu nous appartenons,
à Lui nous retournons.



PENSÉE
Le 17 Avril
2013, nous
quittait pour un
monde meilleur,
notre chère
mère Madame Veuve
**MAOUCHE MOHAMED née
BOUCHEKARA BEDRA.**
En ce triste souvenir, nous
prions toutes les personnes qui
l'ont connue et appréciée,
d'avoir une pieuse pensée en sa
mémoire. Repose en paix,
douce maman.
Tes enfants : **Malika,
Aziz et Dalila**



CONDOLÉANCES
Les Cadets de la Révolution de
la Wilaya d'Oran, très touchés
par le décès du frère
ABDLIA Abdellah (Cadet)
présentent à toute sa famille
leurs sincères condoléances les
plus attristées et les assurent en
cette douloureuse circonstance
de leur profonde sympathie.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant,
accueillir le défunt en Son Vaste
Paradis et lui accorder Sa
Sainte Miséricorde.

PENSÉE
18/04/2013 - 18/04/
2014. Très cher père
« **ZEBIRI Mohamed** »
Déjà une année depuis
que tu nous as quittés
discrettement comme
tu as toujours vécu. La
douleur est toujours
immense, tu étais notre mur porteur ; ton
sourire, ta gentillesse, ton altruisme, et tes
petites attentions pour chacun de nous, ce
sont des gestes qui nous manquent
terriblement ; nous vivons avec tes bons
souvenirs, tu seras toujours vivant dans nos
cœurs et nos prières. Papa, tu étais le père
formidable qui n'a épargné aucun effort pour
le bien de sa famille.
En cette dure circonstance, ton épouse et tes
enfants demandent à tous ceux qui t'ont aimé
et respecté d'avoir une pieuse pensée pour
ton âme.
Ta fille **Halima**
اللهم اجعل قبره روضة من رياض الجنة ولا تجعله حفرة من حفرة النار
اللهم ابعده من الذين سعوا في الجنة. فاختار فيها عذابات السموات والأرض



REMERCIEMENTS
Les familles
BELKHERROUBI
- AZZOUNI -
BOUKLI -
BENYAHIA -
HADJAZI -
BERREKHCHI -
BELABED - **BOUAYED** -
GHOUL, parents et alliés,
tiennent à remercier tous ceux
et celles qui ont compati à leur
doulueur suite au décès de leur
cher époux, père, frère et cousin
BELKHERROUBI Amine,
survenu le Jeudi 03 Avril 2014 à
Sidi Bel Abbès.



PENSÉE
A la mémoire de
notre cher père
**Mr KHENSOUS
Med Tayeb**
décédé le 17-
04-2013. Il nous a quittés à
jamais laissant derrière lui un
vide irremplaçable. Le temps
n'arrive pas à cicatriser notre
plaie ni apaiser notre douleur.
Rien ne nous fera oublier le
grand homme que tu as été.
إنا لله وإنا إليه راجعون



PENSÉE
**BOUHENOUCHE
KADDOUR**
Tu es parti à
jamais le 17
Avril 2012. Le
temps s'en va, ton souvenir
demeure vivace, nous restons
endurants, nous sommes tristes
et nous ne t'oublierons jamais.
Nous t'envoyons les prières de
tous ceux qui t'ont aimé.
Repose dans la paix retrouvée.
Ton fils **Khaled et tes filles
ALLAH Yarhamek**



40ÈME JOUR
40 jours que tu
nous as quittés à
jamais pour un
monde meilleur
(07-03-2014) cher
et regretté frère
**(HORCH
BENAMAR).**
Tu es parti en
laissant nos cœurs brûlés de chagrin,
un feu que nul ne peut éteindre et un
vide que nul ne peut combler. Tu nous
as transmis tant de principes. La vie
sans toi est amère. Comment oublier
l'homme que tu étais ? Ta force, ta
bonté, ton passage sur cette terre ont
marqué tous les esprits et tu nous
marqueras à tout jamais.
Nous demandons à tous ceux qui
l'ont connu d'avoir une pieuse
pensée pour toi.
Ta sœur **Fatiha** qui ne t'oubliera jamais.



PENSÉE
Déjà 07 mois, que
tu as quitté ce bas
monde (15 Août
2013).
**Khouya Laâziz
(HORCH EL
HADJ).**
Rien ne me fera oublier l'homme
que tu étais, intègre, bon, capable,
protecteur pour nous. Tu es parti
brutalement au moment où tu
devais vivre avec plénitude. On
s'incline devant La Volonté du
Divin. Depuis ton départ dans un
monde meilleur, je me dis que nous
sommes tous que des tombes. Que
Dieu vous agrée toi et ton frère
dans Son Vaste Paradis.
Ta sœur **Fatiha**
qui ne vous oublie jamais.



SARL TALGAM

SOCIETE

DE TRANSPORT ET LIVRAISON DE MARCHANDISES

Sise à la Zone Industrielle Voie n° 02 Îlot n° 17 Local n° 05 Es-Senia - Oran

Sarl au capital de 44 000 000.00 DA
NIF : 001031011140024

Avis d'appel d'offres national
Ouvert n° 01/2014

LA SARL TALGAM lance un avis d'appel d'offres national pour la construction d'un dépôt de stockage et emballage d'œufs, et un siège administratif, le tout en deux blocs RDC + 2 étages. Le projet est situé dans la zone industrielle d'Es-Senia. Les travaux à réaliser sont : les gros œuvres en béton armé et les seconds œuvres de la superstructure.

Les entreprises spécialisées (de catégorie 3 et plus) et intéressées par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges afin de soumissionner, et ce à compter de la première parution dans la presse nationale contre un paiement de cinq mille dinars (5.000 DA).

Les offres technique et financière accompagnées des documents exigés et des pièces légalisées doivent parvenir sous pli fermé cacheté et anonyme portant la mention suivante :

Avis d'appel d'offres n° 01/2014

Adresse : Zone industrielle Voie n° 02 Îlot n° 17 Local n°05 Es-Senia - Oran - BP 209 Es-Senia

« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR »

La date limite de retrait des cahiers des charges et de dépôt des offres est fixée à 15 jours calendaires, et ce, à partir de la première parution de cet avis d'appel d'offres.

La clôture de dépôt des offres est fixée à 12 h, l'ouverture aura lieu le jour d'après à 10 h au niveau de siège de la société.

Société importante
Recrute dans l'immédiat

- 1 - DAF.
- 2 - Assistante de Direction
- 3 - Comptable.
- 4 - Responsable des ressources humaines.
- 5 - Responsable assurance qualité.
- 6 - Ingénieurs en génie mécanique.
- 7 - Contrôleur de gestion.
- 8 - Soudeurs qualifiés.

Exigences :

- Niveau universitaire.
- Maîtrise de l'outil informatique.
- Expérience 5 ans et plus.
- Permis de conduire.
- Résidence wilaya de Mascara.

Point 1, 2 et 4 connaissance de la réglementation en vigueur.

Envoyer C.V. par email : Recruteentreprise2014@Outlook.fr

Entreprise de Construction Métallique à Oran / Sarl ERIOR

RECRUTE :

Monteurs en charpente métallique

Conditions exigées :

- Diplôme dans la filière
- Expérience professionnelle souhaitée

Adressez vos CV au Fax : 041 61 41 88 / Ou au e-mail : eriorkazi@yahoo.fr

عمره 2014

Départ tous les lundis :
ORAN - MEDDINE

NIHEL VOYAGES
31, AVENUE VICTOR HUGO -
BASTIE - ORAN
041 456 866 - 041 456 729

BENMAIL VOYAGES
10, AVENUE OULED KABLIA
SALEHA - GAMBETTA
0770 106 766 - 0770 787 809 -
0770.787.810

1 / HOTELS entre 250 et 300 m
2 / HOTELS à 70 m
du HARAM

ALENER Spa ECOLE DE FORMATION

Filiale du Groupe SOPREC
En Partenariat avec

EUROSOL
ENERGY SOLUTIONS

ALENER Spa, sise à Oum Drou chlef, lance des formations diplômantes dans les spécialités :

- Installation panneaux solaire photovoltaïques et thermiques.
- Installation des éoliennes.
- Plâtrerie (Plaquiste).

Niveau d'accès : Artisans électriciens, techniciens - ingénieurs d'électricité et génie civile, architectes, professionnels du bâtiment, entrepris de bâtiment et d'installation d'électricité...

Et pour plus d'information consulter le site web ou contacté nous :

Mobile : 05.60.08.51.40 Tél. : +213 (0)27 71.89.41 & 77.80.08

Mail : alener@groupe-soprec.com
Site web : http://alener.groupe-soprec.com

ALENER Spa en collaboration avec les laboratoires de recherche de l'université de CHLEF

La pression persiste sur la maternité du CHU

A. Mallem

À première vue, le travail a repris son cours normal à la maternité du CHU de Constantine, a-t-on pu constater hier. Et la première chose que nous avons remarquée est toujours cette affluence nombreuse des parturientes et, surtout, de leurs proches parents qui viennent de partout, aussi bien de l'intérieur de la wilaya que de toutes les régions des wilayas limitrophes. Rencontre devant la porte de la maternité, un vieil homme, dont la fille venait d'accoucher et qui attendait l'heure de la visite de 13h30, nous a déclaré qu'il était venu de Sidi-Khelifa, dans la wilaya de Mila. «Parce que à l'hôpital de Mila, il n'y a rien, même pas des sages-femmes à la maternité», a-t-il affirmé. Venu de Sigus, dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, un mari qui se trouvait dans le même cas a déclaré que les gens de son village ont de tout temps eu recours à la maternité de Constantine parce que les autres structures médicales de la région «n'ont rien et surtout pas de personnel médical qualifié», a-t-il soutenu. Et les autres personnes, venues de Hamma Bouziane, Zighoud Youcef et Ain Abid, disent la même chose, «malgré que la maternité du CHU de Constantine n'est plus ce qu'elle était, surchargée, voire asphyxiée par le flux important des patientes, mais on continue toujours à lui faire confiance et avoir plus de chance de ne pas perdre nos bébés».

Surcharge, le mot est lâché. Tout vient de là. C'est le mot qu'on trouve dans toutes les conversations et les rares confidences que nous parvenons à obtenir du personnel de la structure qui ne se montre pas très bavard avec la presse. Le phénomène de la surcharge, qui fut à l'origine de la protestation publique qu'ils ont organisée le 1^{er} avril dernier, n'est pas près de disparaître, nous ont-ils confié. «Parce que nous étions à un tel point de stress et de tension accumulés qu'on ne pouvait pas ne pas crier basta ! Nous n'en pouvons plus». C'est pourquoi le nouveau staff dirigeant du CHU n'a pas cessé dès lors de multiplier les prises de contact avec le personnel de la maternité pour apaiser la tension. Et nous avons appris que la veille, mardi 15 avril, une réunion présidée par le directeur général de l'hôpital, M. Brachia, accompagné du secrétaire général du CHU, s'était tenue dans la structure et avait rassemblé le personnel médical et paramédical de la ma-

ternité et le personnel de soutien. «Elle nous a permis d'écouter tout le monde et de pouvoir recenser leurs problèmes pour faire une analyse de la situation générale», nous dira ensuite M. Boukria, secrétaire général, selon lequel les contacts vont être multipliés avec le personnel de cette structure pour la prise en charge de leurs problèmes quotidiens et leurs préoccupations professionnelles. «A la maternité, c'est évident, a-t-il reconnu, il y a un manque de personnel, notamment au niveau de la gynécologie car des agents de ce service ont pris dernièrement une retraite méritée. Néanmoins, la DG va mettre en place une nouvelle organisation, doter la structure en instruments. D'autre part, nous avons engagé un travail de coordination avec la direction de la santé qui se chargera de demander aux wilayas limitrophes de limiter les orientations des patientes vers la maternité de Constantine aux seuls cas nécessitant vraiment des soins hautement spécialisés». Revenant au problème de la surcharge de travail que connaît la maternité, M. Boukria reconnaît que le phénomène est réel et ne date pas d'aujourd'hui. Et, comme chacun le sait, il est causé par les orientations des patientes provenant des wilayas limitrophes, «des orientations quelques fois exagérées», a-t-il estimé. Ajoutons à cela la fermeture de la maternité de Sidi-Mabrouk pour travaux dont les activités ont été transférées à l'hôpital d'El-Khroub. «Aussi, plutôt que de se déplacer à El-Khroub, les gens préfèrent venir ici», dira encore M. Boukria qui exhiba, à titre d'illustration de la masse de travail à laquelle fait face cette maternité, des chiffres montrant que celle-ci a réalisé en 2013 plus de 15.000 accouchements. Elle compte 137 lits occupés H/24 par les parturientes. «En obstétrique, on trouve fréquemment deux, jusqu'à 3 parturientes par lit. Et on ne peut pas faire autrement». Ce qui fait que le taux d'occupation au service accouchement dépasse les 100%. Ajoutez à cela que les accouchements par césarienne sont très nombreux et que l'opération prend beaucoup de temps en mettant à rude épreuve les nerfs du personnel qui travaille sous le stress permanent. Et, bien entendu, cette situation provoque beaucoup de tensions». Il promettra néanmoins que la nouvelle direction est décidée à prendre en main cette structure et à régler graduellement ces problèmes.

Présidentielle Plus de 1.200 pompiers mobilisés

La direction de la Protection civile, participera à l'encadrement du scrutin, d'aujourd'hui, par un dispositif de sécurité double, mobile et fixe. L'effectif qui sera mobilisé à l'occasion de cette élection présidentielle atteindra, selon le lieutenant Tafer, chargé de communication de l'administration des sapeurs-pompiers, 1.232 éléments. Et d'indiquer dans ce sillage, qu'une cellule de suivi sera installée au siège de la direction de la Protection civile, qui sera supervisée par le directeur de wilaya, sans omettre la commission de coordination et de

gestion qui sera domiciliée au centre des opérations, dans l'unité principale, qui sera supervisée par son premier responsable, le commandant M. Aliouche. Toujours dans le cadre de la sécurisation de l'opération de vote, un dispositif mobile a été mis sur pied qui se compose d'une ambulance, d'un véhicule d'intervention, d'officiers et d'agents de la protection pour assurer la sécurisation de l'opération de vote dans les communes qui ne disposent pas d'unité de sapeurs-pompiers, conclura-t-il.

A. E. A.

Benbadis était le défenseur de l'authenticité culturelle de l'Algérie

Cheikh Abdelhamid Benbadis était «le défenseur de l'authenticité culturelle de l'Algérie», un pays qu'il a immunisé «contre le processus de +désalgérianisation+», a estimé, mercredi à Constantine, l'universitaire Abdelaziz Filali, membre de la Fondation Benbadis. Intervenant au cours d'une conférence organisée à l'université des sciences islamiques Emir-Abdelkader, à l'occasion de Youm El Ilm (journée du savoir), le Pr. Filali a indiqué que Benbadis avait «mené un combat de longue haleine contre toute forme de dépersonnalisation du peuple algé-

rien». Il a affirmé, dans ce contexte, que les tentatives de la politique assimilationniste de l'administration française avaient «forgé et nourri la détermination du Cheikh», le conduisant à lancer son grand projet d'une «société réformée dans ses fondements religieux et culturels». Le Pr. Filali est revenu sur les actions menées par le fondateur de l'Association des oulémas musulmans algériens (AOMA), son projet d'enseignement, son action pédagogique ciblant la jeunesse, garçons et filles, et l'encouragement et le parrainage des formations sportives et

des troupes théâtrales en tant que «stratégie» du combat contre la dépersonnalisation. Un documentaire sur la vie et l'œuvre de Benbadis, réalisé par Abdelhak Sellai, a été projeté à cette occasion, en même temps qu'une exposition d'effets personnels de l'imam. Auparavant, les autorités locales, civiles et militaires, les élus, entourés du frère d'Abdelhamid Benbadis, se sont recueillis sur la tombe de l'imam réformiste. La célébration de Youm El Ilm a également été marquée, à Constantine, par plusieurs activités culturelles et sportives.

L'informel reprend position

Le commerce informel a repris position sur les places publiques et les trottoirs de la ville de Constantine, ainsi qu'à travers les agglomérations satellites. C'est que la lutte contre ce phénomène s'est, considérablement, relâchée, ces derniers temps, estiment des avis largement partagés. On peut considérer que ce relâchement coïncide avec la conjoncture de l'élection présidentielle, laquelle recommanderait «la trêve» enregistrée par la lutte contre le commerce informel, mais on peut, aussi, faire un constat d'échec des opérations menées, dans ce cadre, depuis des années. Car, la lutte contre le phénomène est engagée depuis belle lurette, et l'on ne peut se cacher derrière une quelconque conjoncture, pour justifier son échec ! A Constantine, pour ne citer qu'une raison de la persistance du phénomène, les marchés de proximité qui devaient accueillir les marchands informels n'ont pas encore été livrés jusqu'à aujourd'hui, alors qu'on parlait de leur mise en service, au mois de Ramadhan dernier.

Le système informatique de la SEACO rétabli

Le système informatique du service clientèle de la SEACO a été rétabli après une panne qui aura duré près de deux semaines. Les abonnés peuvent, désormais, s'acquitter de leurs factures auprès des agences, où la pénalité de retard ne sera pas de mise. Tout est bien qui finit bien. Cependant, on ne dira, aucun mot, sur la nature et l'origine de cette panne. S'agissait-il des agissements de hackers qui auraient paralysé le système informatique ou d'autre chose qu'on veut taire ? En tout cas, le secret est bien gardé. Notons que la panne est survenue à la veille des négociations sur le prolongement du contrat de la Société des Eaux de Marseille (SEM). Les cadres de la Seaco seraient bien avisés de «bûcher» durement pour être à la hauteur après le départ définitif de la SEM, le 4 juillet. Après cette date, le sort de la société sera, entièrement, entre les mains des Algériens, qui n'auront plus droit qu'à une assistance technique étrangère.

A. Z.

Caméras de surveillance : début des essais début juin au plus tard

Abdelkrim Zerzouri

Les trottoirs de la ville de Constantine et Ali Mendjeli ont été «labourés», ces derniers jours, en plusieurs endroits par des tranchées de quelque 50 centimètres de largeur, provoquant des difficultés de circulation pour les piétons et transformant l'atmosphère en poussière très dense, surtout lorsque souffle le vent. La poussière qui enveloppe, donc, les centres urbains des deux villes accentue la pollution déjà mal en point avec les gaz brûlés dégagés par des moteurs qui vrombissent à longueur de journée sur un parcours à l'asphyxie par la densité de la circulation routière, et le carrelage des trottoirs arraché fait subir de sérieux dégâts au décor ambiant. «Le gaz naturel est en place, le renouvellement du réseau AEP est accompli, enfin, tous les réseaux sont mis à terre depuis longtemps, qu'est-ce qu'on cherche alors à installer maintenant en plein centre-ville ?», s'interrogent les citoyens dans le sillage de ces creusements des tranchées. Non, il ne s'agit ni de réseaux de gaz ni d'AEP, le creusement de ces tranchées est effectué dans le but de lier les caméras de surveillance, dont les poteaux ont été installés au niveau des points stratégiques des centres urbains de Constantine et Ali Mendjeli, au centre de contrôle ou de réception des vidéos.

Pour rappel, la décision de couvrir les espaces des deux centres urbains en question à l'aide d'un système de

télésurveillance a été prise au début de l'année en cours par la commission de sécurité de la wilaya. Cette dernière avait annoncé que les essais seront effectués entre le mois d'avril et le mois de mai, mais on constate que les travaux d'installation ont été entamés avec un léger retard (au mois attendu des essais en question) et qu'il faudrait, donc, encore attendre pour recevoir les images sur les écrans de surveillance. Toutefois, si la cadence des travaux se poursuit au même rythme, le rendez-vous des essais serait bien effectif vers la fin du mois de mai/début juin, selon des sources proches du dossier.

Notons que le système de télésurveillance devrait être installé dans plusieurs quartiers du chef-lieu de wilaya et concernerait toutes les communes de la wilaya de Constantine.

En plus, donc, des caméras qui existent déjà au centre-ville de Constantine, l'installation de ce nouveau système de télésurveillance devrait couvrir, et sécuriser, les principales artères et places publiques, surtout que l'on s'apprête à accueillir des étrangers à l'occasion de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe». Car, le but évident de cette opération est d'assurer «une meilleure sécurisation des personnes et de leurs biens», notamment au niveau du centre-ville et de la nouvelle ville Ali Mendjeli où les risques d'agression sont très élevés, en attendant d'étendre le réseau en question vers d'autres communes.

Projets en retard Des instructions pour El Gammas

Visiblement, le programme d'amélioration urbaine touchant la cité El Gammas connaît beaucoup de problèmes : les chantiers d'assainissement n'ont pas encore démarré, le problème de désamiantage des chalets demeure entier ainsi que la distribution des actes de propriétés à leurs occupants, et une noria d'autres problèmes mineurs, de susceptibilités et de manque de collaboration entre les différents intervenants et de la part de la population elle-même qui entravent ou ralentissent le développement des travaux. C'est ce qu'a constaté le wali de Constantine, M. Hocine Ouadah, lors de sa tournée d'inspection effectuée mardi matin dans cette grande cité populaire de la Ville des Ponts. A peine descendu de sa voiture, le wali a été assailli ce jour-là par des dizaines de résidents qui protestaient vigoureusement contre le retard pris par le programme de restructuration lancé il y a maintenant 3 ans. Ils ont pointé du doigt l'entreprise chargée des travaux d'assainissement et les services de la commune en les accusant de laxisme. Même le bureau d'étude de la wilaya, la société d'architecture et d'urbanisme (SAU) n'a pas échappé à leur courroux puisqu'il a été accusé d'avoir élaboré les plans de restructuration irréalistes qui ne reflètent pas la véritable situation de leurs quartiers. Aussi, devant le tollé général, le wali a décidé de revenir à la cité dans les vingt-quatre heures suivantes, le temps de prendre connaissance des dossiers techniques concernant le programme de restructuration. C'est ce qu'il a fait hier mercredi à partir de midi quand il a entamé une seconde visite dans la cité, très brève, le temps de rencontrer les différents protagonistes pour leur délivrer ses instructions. Aussi, le wali a été très ferme

et a promis de revenir mardi prochain pour vérifier si ses instructions ont été suivies d'effet. Ainsi, au sujet des actes de propriétés qui n'ont pas encore été distribués à leurs titulaires, il a instruit les représentants des habitants de terminer leur distribution d'ici le mois de mai prochain. Pour le désamiantage des chalets, M. Ouadah commencera par demander à ceux des occupants qui peuvent les évacuer sans problème de le faire rapidement afin de permettre aux entreprises chargées de l'opération d'entamer leurs travaux. Et d'instruire à ce sujet les services de la Direction de l'Environnement leur demandant de prêter main forte aux entreprises en question. Quant à l'entreprise mise en cause par les habitants, M. Ouadah a demandé à ses responsables de doubler les effectifs et d'accélérer les travaux dans les quartiers des 500 logements, des 800 logements et des 100 logements, pour mener rapidement les travaux d'assainissement. Dans la foulée, il exigera des citoyens un minimum de civisme consistant à ne pas entraver l'activité de l'entreprise, mais au contraire de veiller à lui faciliter la tâche. Il conseillera à ce sujet aux opérateurs publics impliqués dans l'opération de restructuration, tels que la commune, la wilaya, le bureau d'étude SAU, ainsi que les entreprises engagées de mettre en place une cellule de coordination pour mener à bien l'opération. Cette dernière demande est faite à bon escient par le wali car, d'expérience, il sait que le manque de coordination entre les différents opérateurs constitue le talon d'Achille des projets de développement qui sont engagés dans la wilaya et cet inconvénient conduit souvent au ralentissement de ces projets, voire parfois à leur arrêt complet.

A. Mallem

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

17 jomada ethania				
El Fedjr 04h28	Dohr 12h34	Assar 16h15	Maghreb 19h13	Icha 20h37



Tiaret

Un jubilé grandiose, le 23 mai, pour les frères Banus

El-Houari Dirmi

Tout Tiaret l'attend avec impatience : un jubilé des plus grandioses sera organisé le 23 mai prochain en hommage à la célèbre dynastie des frères Banus, a-t-on appris du comité d'organisation, installé cette semaine par le wali. En effet, parallèlement à la tenue du Salon du cheval, prévu du 20 au 25 mai, et la célé-

bration de la Journée nationale de l'artiste, une grande manifestation sportive est prévue au parc omnisports Kaïd Ahmed à la gloire des quatre frères Braïk, de l'ainé, le célèbre Benaïssa jusqu'au cadet de la dynastie Zoheir, avec bien «calés» entre les deux, les deux non moins talentueux footballeurs Mohamad et Kadi. Toujours selon le comité d'organisation qui travaille d'arrache-pied pour la réussite de cet évè-

nement sportif, l'EN 82 des Belloumi, Assad, Kouici, Merezkane, Chérif El-Ouazzani et autre Cerbah, aux côtés d'une sélection de l'Oranie et des anciens joueurs du club-phare des Hauts-Plateaux de l'Ouest, la JSM Tiaret. Des récompenses à la hauteur de cette véritable légende vivante que sont les frères Banus figurent au programme de ce jubilé «puissance 4», à la plus grande joie du public sportif local.

ZS Aïn Témouchent

Hadj Merakchi Salem honoré

Le Zidoria sport d'Aïn Témouchent (ZSAT) a rendu dernièrement, à Aïn Témouchent, un vibrant hommage à Hadj Merakchi Salem qui a présidé le club quarante années durant. A cette occasion, un match gala a opposé les anciens du club à ceux du MC Oran au stade Nedjma du quartier mythique du Zidoria Haï Moulay Mustapha (ex-Graba), à l'initiative de l'enfant du club, l'ex-international Daoud Bouabdellah, en collaboration avec l'Association nationale du mouvement de la société civile.

Les Benabdellah, Mazri, Boukessassa et Zerrouki, entre autres, ont donné la réplique aux Hadjeri, Daoud Bouabdellah, Ghezli et Kemmouche,

au grand plaisir des nombreux spectateurs qui ont tenu à assister à cette manifestation dédiée au père emblématique du Zidoria, qui était très ému et avait les larmes aux yeux tout au long du match.

Alliant dribbles et mouvements techniques de grande facture, les joueurs présents ont tenu à marquer de leurs empreintes cet hommage, en dépit du résultat de trois buts à un (3-1) en faveur des anciens du Mouloudia d'Oran. Tout en remerciant les initiateurs de cette manifestation, Hadj Merakchi Salem a mis l'accent sur la nécessité de multiplier ce genre d'actions que méritent de nombreux dirigeants sportifs tant à l'échelle de la

wilaya que du pays. «C'est une véritable fête à laquelle nous avons assisté en présence de nombreux jeunes», a-t-il poursuivi, lançant un appel aux autorités locales pour «une aide concrète au sport en général à Aïn Témouchent et au CR Témouchent et ZSAT (Zidoria) en particulier». «La pratique sportive a beaucoup reculé à Aïn Témouchent», a-t-il relevé, faisant remarquer que le ZSAT, qui effectue des déplacements vers le Sud, ne reçoit annuellement «qu'une subvention de 400.000 dinars». Le Zidoria d'Aïn Témouchent évolue actuellement en inter-régions Ouest de football où il occupe la 9e place au classement avec 32 points.

LFP - Ligues 1 et 2

Les dates des dernières journées connues

Les championnats professionnels des Ligues 1 et 2 à l'arrêt, élections présidentielles obligent, la LFP a profité de cette trêve pour rendre public le programme des dernières journées des deux championnats et ce, pour permettre à toutes les équipes de se préparer en conséquence. A noter qu'à compter du 3 mai, les pensionnaires de la Ligue 1 auront à disputer une rencontre tous les trois jours.

Vendredi 25 avril 2014 :	26e journée de Ligue 2
Samedi 26 avril 2014 :	25e journée de Ligue 1
Mercredi 30 avril 2014 :	27e journée de Ligue 2
Jeudi 1er mai 2014 :	finale de la Coupe d'Algérie JSK-MCA
Vendredi 2 mai 2014 :	28e journée de Ligue 2
Samedi 3 mai 2014 :	26e journée de Ligue 1
Mardi 6 mai 2014 :	matchs retard 26e journée USMH- MCA et CABBA-JSK
Vendredi 9 mai 2014 :	29e journée de Ligue 2
Samedi 10 mai 2014 :	27e journée de Ligue 1
Mardi 13 mai 2014 :	28e journée de Ligue 1
Vendredi 16 mai 2014 :	30e et dernière journée de Ligue 2
Samedi 17 mai 2014 :	29e journée de Ligue 1
Samedi 24 mai :	30e et dernière journée de Ligue 1

Paris SG

Al-Khelaifi «veut que Blanc reste»



Nasser Al-Khelaifi assure vouloir conserver Laurent Blanc. «Il a mon soutien inconditionnel», insiste le président du PSG dans les colonnes du Parisien. L'ancien sélectionneur des Bleus a même déjà l'offre de prolongation sur son bureau. Ne manque que sa signature. La mise au point est limpide. Oui, le PSG a bien l'intention de prolonger le contrat de Laurent Blanc. Oui, l'ancien sélectionneur des Bleus sera toujours sur le banc pari-

sien la saison prochaine. C'est en tout cas ce qu'a assuré Nasser Al-Khelaifi hier, dans les colonnes du Parisien. C'est très simple : Laurent Blanc est notre entraîneur aujourd'hui et j'insiste sur le fait que je veux qu'il le reste, affirme le président du Paris Saint-Germain. J'ai été très clair là-dessus avant le match retour de Ligue des champions contre Chelsea et mon opinion n'a pas changé après cette rencontre. Laurent Blanc a mon soutien incondi-

tionnel et rien de ce qui se passera sur le terrain ne pourra le changer. Un soutien qui s'est traduit en offre concrète dès le lendemain du quart aller de Ligue des champions face à Chelsea (3-1). Selon Le Parisien, les deux parties sont d'ores et déjà tombées d'accord sur les termes du futur contrat liant l'ancien sélectionneur des Bleus au PSG, qui s'est donné dix jours de réflexion avant de décider de sa prolongation, n'a plus qu'à signer.

O.Marseille

Marcelo Bielsa fait durer le suspense

L'attente continue. Alors qu'une réponse était espérée lundi ou mardi, Marcelo Bielsa, le favori pour assurer la succession de José Anigo, fait durer le suspense. Sans club depuis son départ de l'Athletic Bilbao, l'Argentin prend le temps de la réflexion. Malgré l'appel des Newell's Old Boys (notamment), «El Loco» continue de privilégier l'offre du club du président Vincent Labrune, qui lui a proposé un bail de trois ans. Après avoir effectué un audit en profondeur, l'ex-coach de l'Atlas Guadajajara ou encore de l'Espanyol Barcelone a déjà quelques idées pour relancer l'actuel cinquième du championnat de France. Le natif de Rosario a identifié les forces et les faiblesses des coéquipiers de Steve Mandanda, les ajuste-

ments à effectuer, etc. Ce n'est pas de nature à l'effrayer. Du côté de la Canebière, on se veut d'ailleurs relativement confiant quant à sa réponse. Mais Marcelo Bielsa veut notamment «blinder» son staff avant de définitivement trancher. Diego Reyes, son fidèle adjoint, ne sera pas le seul à l'accompagner. Présent à ses côtés contre Montpellier, Manuel Amoros est aussi pressenti. Mais on évoque également les noms de Lucas Bernardi ou encore de Gabriel Heinze. Le natif de Rosario veut tout verrouiller avant de livrer son verdict et de donner suite ou non à l'offre marseillaise. En attendant, les supporters phocéens prennent leur mal en patience et espèrent qu'une grosse écurie ne viendra pas leur griller la politesse...

Anelka n'ira pas au Brésil

Annoucé à l'Atletico Mineiro, Nicolas Anelka a expliqué hier n'avoir «signé pour personne». Furieux, le club brésilien veut tourner la page. Libre de tout contrat depuis son départ de West Bromwich Albion le 14 mars dernier, Nicolas Anelka est toujours sans club. Pourtant tout semblait acté pour son arrivée à l'Atletico Mineiro. Le président du club Belo Horizonte avait annoncé son arrivée sur Twitter «Anelka é do Galo» : «Anelka est un Coq» (le

surnom du club et des joueurs de l'Atletico) le 6 avril, son profil apparaissait sur le site du club dans la catégorie des «atacantes» et il était attendu ce week-end ou lundi pour la présentation officielle. Mais voilà, le Français n'est jamais arrivé au Brésil.

Il se trouve même en ce moment au Koweït jusqu'à jeudi, où il a été invité par le ministère des Affaires religieuses pour participer à la quatrième session d'une rencontre de jeunes musulmans.

Mondial 2014 - Italie

Présélection sans Totti, Luca Toni, Di Natale

Les vétérans Francesco Totti, Luca Toni et Antonio Di Natale ne figurent pas dans la liste de 42 pré-sélectionnés pour le Mondial au Brésil annoncée mardi par le sélectionneur italien Cesare Prandelli. «J'ai un immense respect pour ces joueurs, et ils méritent bien plus d'explications (...) mais ils ne seront appelés qu'en cas d'urgence», a-t-il déclaré. Totti, 37 ans, capitaine d'une Roma deuxième du championnat derrière l'intouchable Juventus, pouvait rêver d'un dernier Mondial, tout comme les deux attaquants de 36 ans, Toni et ses 17 buts cette saison avec Vérone en Serie A, et Di Natale, 10 buts avec l'Udinese. Dans cette liste, d'où sortira le groupe final de 23 joueurs, Prandelli a fait confiance notamment à Giuseppe Rossi et à des jeunes talents qui émergent. Rossi était le meilleur buteur de la Fiorentina et du championnat quand il a été touché à un ligament du genou début janvier, blessure dont il se remet en-

core. Prandelli l'a toujours soutenu, mais émet toutefois des réserves quant à son état physique: «sur Rossi je ne peux rien dire. Les examens qu'il subit doivent être analysés et comparés aux anciennes données dont nous disposons à son sujet (...) Je ne veux lui mettre aucune pression, il a besoin de se rétablir tranquillement». Si tout va bien, Rossi sera du voyage avec l'attaquant numéro un, Mario Balotelli, la star de l'AC Milan, et ils auront à leurs côtés des jeunes comme Ciro Immobile, 24 ans, du Torino, meilleur réalisateur actuel du championnat avec 19 buts, et Mattia Destro, 23 ans, de la Roma, 13 buts. Prandelli a néanmoins envoyé un message en forme d'avertissement à ses jeunes, à propos de la bonne conduite à tenir. «Même au dernier mois de la saison, quiconque dérapera restera à la maison, parce que cela signifiera qu'il n'est pas capable de supporter la pression de la Coupe du monde», a-t-il averti.

Galatasaray, Juve ou Roma

Drogba a l'embarras du choix

En fin de contrat en juin prochain, Didier Drogba ne sait toujours pas où il évoluera la saison prochaine. L'Ivoirien a trois solutions : prolonger à Galatasaray, s'engager avec la Roma, ou rejoindre la Juventus. Même si Didier Drogba n'est plus tout jeune (36 ans), il est loin d'être en préretraite à Galatasaray. En inscrivant 10 buts en 24 matches de championnat, l'Ivoirien a prouvé qu'il avait encore de beaux restes. Epanoui en Turquie, Drogba pourrait rester à Galatasaray où une prolongation l'attend. Mais selon La Gazzetta dello Sport, l'AS Roma et la Juventus Turin sont aussi très intéressés par l'Ivoirien. Le quotidien italien affirme que les dirigeants des deux clubs ont déjà contacté l'entourage du joueur afin d'établir des premières discussions. La Roma a cependant

une longue avance dans le dossier, selon la Gazzetta dello Sport. Autre point positif pour les Romains, Rudi Garcia serait favorable à l'arrivée de l'international ivoirien dans la capitale italienne. Alors qu'ils disputeront la Ligue des champions l'année prochaine, les Giallorossi et les Bianconeri souhaiteraient se renforcer le plus rapidement possible. Didier Drogba serait une première recrue idéale alliant efficacité et expérience, un mélange parfait pour les deux équipes. Le journal sportif transalpin affirme que la transaction est possible. Libre cet été s'il ne prolonge pas, l'Ivoirien pourrait légèrement baisser son salaire afin de jouer en Italie. Réunir Didier Drogba et Francesco Totti dans la même équipe est une idée assez séduisante, les supporters du club de la Louve ne diront pas le contraire.

Rendez-vous avec la mort

Par Omar Merzoug

Est-il, comme on le prétend alors, l'écrivain le plus attaqué par ses anciens amis de la gauche qui lui reprochent ses atermoiements et son silence à propos de la Guerre d'Algérie ? Si Camus a été mis en cause, c'est que son passé et ses écrits annonçaient des prises de positions autres que celles qui furent, en fin de compte, les siennes, notamment sur la question algérienne. Lui qui aurait dû être en pointe sur ce dossier-là, il n'a pas reconnu, à la différence de Jean Sénac, dans les militants du FLN ses frères de combat. Et tout cela par une fidélité quasi-tribale aux Pieds Noirs, ces petits blancs dont il s'est obstiné à défendre la cause. Une cause perdue dès lors que, dans leur très grande majorité, ils s'acharnaient à soutenir un ordre colonial que le mouvement même de l'histoire condamnait à disparaître. Un an après la publication d'Actuelles III, le Général de Gaulle évoque, dans son discours du 16 septembre 1959, l'autodétermination. C'était, on ne peut plus clairement, signer l'acte de décès de «l'Algérie de Papa».

Le 4 janvier 1960, Camus avait rendez-vous avec la mort, entre Sens et Fontainebleau, dans la voiture qui le menait vers Paris en compagnie de Michel Gallimard. Ce jour-là, la chaussée était humide. Il était exactement 13 h 55 quand la puissante voiture, une Facel Véga, dérappa, puis s'écrasa contre un premier arbre avant de percuter un second et de s'y encastrer. A l'instant de l'accident, Camus était assis à côté de Michel Gallimard qui conduisait. Le port d'une ceinture de sécurité lui aurait-il sauvé la vie ? Peut-être, mais l'usage ne s'en était pas encore répandu. Quoi qu'il en soit, «Le crâne et la colonne vertébrale brisés», Camus fut tué sur le coup, Michel Gallimard lui survécut cinq jours alors que la fille, Anne et la femme de Michel Gallimard, Janine, furent indemnes. On incrimina la vitesse. Un automobiliste indiqua qu'il avait été «doublé» à 150 km/heure. Le compteur de la vitesse était resté bloqué sur cent quarante-cinq km/h. «Vitesse terrifiante», selon les termes de Jules Roy. «Le conducteur (Michel Gallimard) roulait à très vive allure» précise Jeanyves Guérin dans son «Dictionnaire Albert Camus». Un témoin rapporta qu'il avait vu la voiture «zigzaguer», puis s'écraser contre un platane, un second attesta qu'il l'avait vue «valser». Le pneu arrière gauche aurait-il éclaté parce qu'il était à moitié usé ? Le conducteur avait-il imprudemment freiné comme on a pu l'écrire dans le journal L'Aurore du 6 janvier 1960 ? L'accident était-il dû à une rupture d'essieu, de châssis ? Selon Etienne, «la roue arrière gauche se serait bloquée, ce qui s'était déjà produit en deux occasions». Consulté, un garagiste aurait confié à Michel Gallimard : «Cette voiture est un tombeau».

Des deux grandes biographies d'Albert Camus, celle de Herbert R. Lottman, parue aux éditions du Seuil en 1978 et celle, plus récente, d'Olivier Todd, la première consacre un chapitre circonstancié à l'accident et l'autre est infiniment plus discrète sur l'accident et ses causes, les responsabilités éventuelles de Michel Gallimard. On croit en deviner les raisons. La mise en cause de Michel Gallimard a suscité de forts remous dans l'entourage de Camus et parmi ses amis. Certains, Jules Roy par exemple, ont imputé la mort de Camus à l'imprudence de Michel Gallimard. Cet accident brouilla définitivement

En janvier 1960, au seuil d'une décennie si chargée d'événements et qui connaîtra bien des bouleversements, des mutations et des révolutions, Albert Camus, l'un des écrivains français les plus célèbres, lauréat du prix Nobel de littérature, meurt dans un accident de voiture au moment où il était plongé dans la rédaction du Premier Homme, roman resté inachevé.

Jules Roy avec les Gallimard. «Les Gallimard et moi nous nous fâchâmes (...) Gaston [Gallimard] m'écrivit que s'il lui arrivait de me rencontrer, il ne me serrerait pas la main». Claude Gallimard se mit de la partie et il écrivait à Jules Roy que «la maison n'avait plus rien de commun avec mes ouvrages passés, présents et futurs». Du jour au lendemain, mon nom fut rayé du fonds de l'éditeur et des librairies. Je me débattis un moment et me heurtai à la puissance offusquée. Ce n'était pas une scène où, entre amants, on se jette les affaires par la fenêtre. C'était pire : j'avais commis un crime de lèse-majesté». (Jules Roy, Mémoires barbares, Albin Michel, 1989). D'autre part, Louis Guilloux, très proche ami de Camus, aurait affirmé à Jean Grenier : «Quelle légèreté de la part de Michel Gallimard de prendre la responsabilité de la vie d'un homme comme Camus» (Correspondance Albert Camus/Louis Guilloux, éd. Gallimard, p.)

Les préventions de Camus touchant la vitesse étaient connues de tous ses amis. L'un des plus anciens d'entre eux, Emmanuel Roblès, raconte : «De que je pouvais une pointe sur la route, il m'arrêtait en disant : 'tu finiras cul-de jatte'». A son actrice fétiche, Maria Casarès, qui le pressait, un jour, de se dépêcher, Camus avait répondu : «Je ne connais rien de plus idiot que de mourir dans un accident de voiture». Enfin, son professeur de philosophie à l'Université d'Alger, Jean Grenier, rappelait volontiers l'aversion de Camus pour la vitesse, racontant que son ancien élève prenait le train jusqu'à Avignon pour éviter la route Paris-Côte d'Azur, et qu'il «recommandait à l'homme qui venait le chercher dans la vieille Citroën de ne pas conduire trop vite». On raconte enfin que l'enfant de Belcourt taquinait Michel Gallimard sur son goût pour la vitesse. Mais il ne refusait pas de se laisser conduire par son ami. Il aurait même dit à Etienne qu'avec Michel, il n'avait pas peur en voiture. Ils avaient en effet emprunté ensemble la route Paris-Côte d'Azur, en 1953, pour rentrer à Paris.

«Camus est mort» titrait «Combat», le journal dont il fut, avec Pascal Pia et Claude Bourdet, l'une des voix majeures, «un homme libre» selon «Le Populaire», «Un juste» pour «La Croix». On imagine sans peine la consternation, la peine aussi, que cette terrible accident a suscité chez ses proches et ses amis. Cette disparition choqua d'autant plus les contemporains que Camus avait, semble-t-il, retrouvé toute son énergie. En 1959, à un journaliste qui lui demandait si son œuvre était terminée, Camus rétorqua «qu'il avait 45 ans et une assez consternante vitalité».

C'est un vieux procès que fait la philosophie à l'existence des hommes en la jugeant trop brève. Comme beaucoup d'entre nous, Albert Camus croquait la vie comme si elle ne devait jamais finir, comme si le torrent en était inépuisable, on ne songera pas à le lui reprocher. «A la semaine prochaine, Monsieur Camus, lui disait Suzanne Ginoux, sa gouvernante, au moment où il prenait place dans la Facel Vega de Michel Gallimard, le 3 janvier 1960. «Oui, lui ré-

pondit-il, je fuis l'épidémie de grippe, à dans huit jours !». La mort de Camus sonne comme un scandale presque religieux. Son ex-ami, Sartre, ne s'y trompa pas. Dans un bel hommage, paru dans «France-Observateur», il nomme scandale l'accident qui a mis un terme aux jours de Camus «parce qu'il fait paraître au cœur du monde humain l'absurdité de nos exigences les plus profondes». Dès ses premiers écrits, Camus aborde le thème de la mort. Il peut sembler curieux de prime abord qu'un homme jeune, né sous un soleil méditerranéen et amoureux de la vie, des plaisirs et des joies qu'elle procure, puisse, de manière aussi grave, disserter sur la mort. Ce thème en vérité nous plonge avant l'heure en pleine ambiance «existentielle», que Camus, dans «Le Mythe de Sisyphe», nomme une «sensibilité absurde». Il écrivait dans «Noces» cette formule chargée de sens : «un homme jeune regarde le monde face à face. Il n'a pas eu le temps de polir l'idée de mort ou de néant dont pourtant il a mâché l'horreur. Ce doit être cela la jeunesse, ce dur tête-à-tête avec la mort». La tuberculose à laquelle il fait allusion dans ce passage, et qui est à l'origine de ses réflexions maintenant Camus dans cette proximité avec la mort qu'il ne pouvait oublier. Elle a orienté son destin, car il ne pouvait plus s'engager dans la carrière d'enseignant qu'il avait un temps envisagée. Liant l'amour de la vie et la mort, il écrivait dans «Le vent à Djemila» (Noces). Djemila, dit-il est une «ville qui ne mène nulle part et n'ouvre sur aucun pays». Sur le site de Djemila, «la ville morte est au terme d'une longue route en lacets qui semble la promettre à chacun de ses tournants et paraît d'autant plus longue». Camus confesse : «J'ai trop de jeunesse en moi pour pouvoir parler de la mort. Mais il me semble que si je le devais, c'est ici que je trouverais le mot exact qui dirait, entre l'horreur et le silence, la certitude consciente d'une mort sans espoir». Dans «L'Etranger», la mort, sous la forme du meurtre de l'Arabe, est un axe fondamental du roman ; c'est même là que se noue véritablement l'intrigue. «Le Mythe de Sisyphe» est consacré au problème fondamental du sens de la vie. Si l'existence est absurde, faut-il en finir par le suicide ? L'absurde peut être maintenu, mais il ne conduit pas forcément au suicide : «Le bonheur et l'absurde sont deux fils de la même terre. Ils sont inséparables». On peut donc être heureux dans un monde privé de sens supérieur. Le destin est «une affaire d'homme, qui doit être réglée entre les hommes». Dans «La Peste», la mort menace sous l'aspect de l'épidémie, même si on considère que l'épidémie est une allégorie du fascisme, qui comme on le sait s'est historiquement traduit par les déportations, la terreur et la guerre. Dans l'Homme révolté, il s'agit d'une réflexion sur le meurtre rationnel. «Dès l'instant où le crime se raisonne, il prolifère comme la raison elle-même, il prend toutes les figures du syllogisme. Il était solitaire comme le cri, le voilà universel comme la science. Hier jugé, il fait la loi aujourd'hui». Camus propose une réflexion sur les «camps d'esclaves sous la bannière de la liberté, les massacres justifiés par l'amour de l'homme». En clair, il s'agit de juger une philosophie, le marxis-

me, (en fait le communisme russe, mais Camus ici ne se donne guère les moyens de la distinction) qui a érigé la lutte pour l'émancipation au rang de ses priorités, qui a formulé des concepts et des outils pour favoriser cette émancipation et qui s'est transformée en un immense camp de concentration, en un système où l'horreur est de mise. Camus essaie de penser comment le désir de révolte a tourné au despotisme, à la déportation, à la terreur et au meurtre de masse. A ses yeux, ce ne peut être que par une dépravation de la révolte, et cette dépravation se nomme révolution. Trois ans après la publication de «L'Homme révolté» où Camus stigmatisait les révolutions, éclate la révolution algérienne. C'est un signe des temps : c'est dans son pays natal que Camus va être mis en demeure de confronter sa pensée avec les faits. En réalité, cette révolution va profondément affecter la vie de Camus. Quand il sent poindre l'inéluctable affranchissement de l'Algérie, le «séparatisme» disait-il, il écrivait : «Ma patrie perdue, je ne vaudrais plus rien».

Quand s'achève la Guerre d'Algérie par la proclamation de l'indépendance, à l'issue des accords d'Evian en mars 1962, Albert Camus est mort depuis plus de deux ans. «Nul n'a le droit de dire, souligne Roger Grenier avec insistance, comment il aurait réagi lors du dénouement. La lecture d'Actuelles III ne nous autorise qu'un seul commentaire : voilà quelle était sa position au printemps 1958. Rien de plus» (in Albert Camus, Soleil et ombre, Gallimard, 1987). Cette appréciation doit être corrigée. Elle ne vaut que si l'on se réfère à des prises de position publiques, mais Roger Grenier ne peut l'ignorer, Camus lui-même, à son retour d'un voyage en Grèce, dans une lettre (4 août 1958) adressée à Jean Grenier écrit : «Je crois comme vous qu'il est sans doute trop tard pour l'Algérie [on voit par le dramatique «trop tard» qu'il entend par là l'indépendance de l'Algérie]. Je ne l'ai pas dit dans mon livre (cf Actuelles III) parce qu'il faut laisser ses chances au hasard historique et parce qu'on n'écrit pas pour dire que tout est fichu. Dans ce cas on se tait, je m'y prépare». Il y a donc, on le voit, une distorsion, un hiatus entre les textes figurant dans «Actuelles III» et le sentiment de l'irréversibilité de l'indépendance algérienne. En février 1957, Mouloud Feraoun, après s'être entretenu avec Emmanuel Roblès qui revenait de Paris, écrit dans son «Journal» que, selon Roblès, «Camus se refuse à admettre que l'Algérie soit indépendante et qu'il soit obligé d'y rentrer chaque fois avec un passeport d'étranger, lui qui est Algérien et rien d'autre. Il croit que le FLN est fasciste et que l'avenir de son pays entre les mains du FLN est proprement impensable». D'autre part, les conversations qu'il a avec ses amis, notamment Poncet, font voir que Camus n'était pas sûr de la justesse de ses propos. A Poncet qui lui dit : «Tout ce qu'on peut encore espérer, c'est une Algérie autonome fédérée à la France», Camus, levant les bras «avec résignation», laissa tomber : «Eh bien espérons quand même». Camus avait écrit : «J'ai essayé, à

cet égard, de définir clairement ma position. Une Algérie constituée par des peuplements fédérés, et reliée à la France, me paraît préférable, sans comparaison possible au regard de la simple justice, à une Algérie reliée à un empire d'Islam qui ne réaliserait à l'intention des peuples arabes qu'une addition de misères et de souffrances et qui arracherait le peuple français à sa patrie naturelle.» Camus n'écartait pas la possibilité de l'erreur ou d'un jugement erroné : «Je peux me tromper ou juger mal d'un drame qui me touche de trop près». Mais Poncet demeure dubitatif : «Comment Camus qui dans le passé et en public, à Alger républicain ou Combat, a défendu les droits des musulmans, reste-t-il sur une position qui contredit ce passé ?» Et Poncet en conclut que Camus porte désormais sur l'Algérie un «regard myope». Les autres amis de Camus, Maisonneul, Bénisti, Simounet, se rendent compte que l'Algérie algérienne est désormais un fait en voie de s'accomplir. Guy Basset, dans les entrées qu'il consacre à Jean de Maisonneul et Louis Bénisti, dans le «Dictionnaire Albert Camus», «oublie» de le rappeler. Dans son propre camp, Camus savait que sa position était contestée, ce n'était plus seulement les sartriens, les trotskystes, les révolutionnaires qui s'opposaient à la Guerre d'Algérie, réclamaient l'indépendance et militaient pour elle, c'était même des gens de sensibilité droitiste. En juin 1957, Aron fait paraître «La Tragédie algérienne». Evoquant l'idée de négociation qui planait dans l'air, Aron note dans ses «Mémoires» : «Il n'y aura pas de négociations sans la reconnaissance du droit des Algériens à l'indépendance ; et celle-ci impliquera le départ d'au moins une fraction des Français d'Algérie». En s'appuyant sur des données économiques, sociologiques, Raymond Aron, qui, précisons-le, n'avait aucune sympathie pour le FLN, ni du reste pour le combat émancipateur des Algériens, a conclu à l'inéluctable perspective de l'indépendance.

Comment Camus en était-il arrivé à ces positions, lui l'enfant du pays, qui mieux que d'autres avait su trouver le ton juste pour parler de la misère du peuple algérien ? Lui le «Juste» comment en est-il venu à appuyer, malgré lui, l'injustice, à cautionner, par son silence et ses atermoiements, une guerre menée contre des Algériens qui y mouraient par milliers ? C'est ce silence qui fut un véritable scandale. Camus aurait pu jouer auprès des Pieds Noirs, les siens, quand il en était encore temps le rôle qui fut le sien pour les persuader que les Musulmans étaient leurs égaux, ce à quoi ils ne purent se résoudre. Car la véritable justice se situe au-dessus des factions, se moque des fraternités ethniques. Comment a-t-il pu oublier que le combat pour la justice commence souvent par une lutte contre les siens. Par quels chemins a-t-il transité pour en venir à cette «vision myope» que lui reprochait Poncet ? C'est en effet une question digne d'intérêt. Il faut remonter loin dans l'itinéraire de Camus, dès son adhésion au Parti communiste algérien et son exclusion, pour y voir poindre les premières tendances de ses positions algériennes, qui ne séparent pas à notre sens de son évolution, de ses lectures, de ses rencontres, des influences qui se sont exercées sur lui autant que du contexte, des événements, de la Guerre froide, le stalinisme, les Procès de Moscou, de la décolonisation, de la guerre de Corée.



Grève monumentale en Chine

Des dizaines de milliers d'ouvriers étaient en grève mercredi dans une énorme usine du sud de la Chine fabriquant des chaussures de sport pour Nike et Adidas, un mouvement social qui a déclenché un imposant déploiement des forces de l'ordre, a rapporté une ONG. Plus de 30.000 employés de l'usine Yue Yuen de la ville de Dongguan refusent depuis la semaine dernière de reprendre le travail, en se plaignant de leurs conditions salariales, de leurs contrats d'embauche lacunaires et de carences dans leur couverture sociale. L'organisation China Labor Watch, spécialisée dans les mouvements sociaux du secteur industriel chinois, a diffusé une série de photos montrant le déploiement de centaines de policiers autour de l'usine, certains équipés de matériel anti-émeute et d'autres tenant en laisse des bergers allemands. Selon China Labor Watch, les policiers ont frappé ou interpellé plusieurs ouvriers depuis le début de la grève.

Sur son site internet, l'usine Yue Yuen, en partie contrôlée par des capitaux taïwanais, affirme être le premier fabricant mondial de chaussures de sport. Elle sous-traite notamment pour les marques Nike, Adidas, Puma, Asics, Converse et New Balance. «Les travailleurs poursuivent

leur grève, et leur nombre a sans doute augmenté», a commenté à l'AFP Dong Lin, membre d'une association de défense des droits, basée à Shenzhen et proche des ouvriers. Dong Lin a estimé à 40.000 le nombre des grévistes, qui selon lui exigent le paiement d'allocations sociales qui leur seraient dues. La direction de l'entreprise s'est engagée à effectuer un rattrapage dans ces versements d'ici fin 2015, a relaté à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, une salariée du site. Mais cette proposition a été rejetée par les ouvriers en grève, inquiets par la perspective que la direction puisse brusquement décider de fermer l'usine pour la délocaliser, sans honorer ses promesses, un cas de figure classique en Chine. «Personne n'ose se lever et prendre la tête de la contestation, car nous avons tous peur que l'usine exerce des actions de représailles par la suite», a-t-elle confié, en ajoutant: «La presse locale n'ose même pas mentionner l'existence de notre grève».

La province méridionale du Guangdong, parfois surnommée «l'usine du monde» car elle concentre une part importante de l'industrie manufacturière chinoise travaillant pour les exportations, n'est pas exempte de conflits sociaux. Et ce malgré l'absence d'organisations syndicales indépendantes.

Coronavirus: un nouveau décès en Arabie Saoudite



Un Saoudien atteint du coronavirus MERS est décédé à Djeddah, portant à 71 le nombre de décès liés à cette infection en Arabie saoudite, ont indiqué mercredi les autorités qui tentent de rassurer la population alarmée par la multiplication des cas. La victime était âgée de 52 ans, a précisé le ministère saoudien de la Santé, qui a par ailleurs fait état de cinq nouveaux cas de contamination à Djeddah, dont deux parmi des membres du personnel médical.

Mardi, les autorités avaient déjà annoncé la mort d'une personne infectée et quatre nouveaux cas de contamination, dont trois dans le milieu médical, à Djeddah. La semaine dernière, un mouvement de panique s'était emparé des membres du personnel médical de cette ville, conduisant à la fermeture, pour désinfection du service des urgences du principal hôpital. Le ministre de la Santé, Abdallah al-Rabiah, s'est rendu en personne dans l'hôpital et son ministère a affirmé dans un com-

munié que la «situation était rassurante». Le quotidien Saudi Gazette a indiqué mercredi qu'au moins quatre médecins de cet hôpital, qui porte le nom du roi Fad, avaient démissionné après avoir refusé de traiter trois patients atteints du virus.

Les premiers cas de MERS été signalés dans l'est de l'Arabie saoudite, mais ils se sont depuis multipliés à Djeddah. Le royaume est le principal foyer de ce virus, qui a touché depuis septembre 2012 à l'échelle mondiale 212 personnes, dont 88 sont mortes, d'après le dernier bilan de l'OMS publié vendredi. Selon une étude publiée le 25 février aux Etats-Unis, le coronavirus MERS, qui provoque des problèmes respiratoires aigus, est transmis par les chameaux et pourrait bien passer directement des animaux aux humains. Mais le ministre saoudien de la Santé a affirmé qu'il était trop tôt pour établir un lien direct entre le coronavirus MERS et les chameaux, dans une déclaration publiée lundi par la presse.

Il vit depuis un an avec une moitié de crâne

Suite à un accident de travail, le Roumain Elvis Romeo Lingurar vit depuis un an avec une moitié de crâne. L'homme de 24 ans a chuté d'un bâtiment et sa tête a percuté violemment un bloc de béton. Aujourd'hui, il est à la recherche de fonds pour retrouver une apparence normale, relate le Daily Mail. Le côté gauche de la tête de Lingurar a été gravement touché. Pour le sauver, les médecins ont été obligés de lui enlever cette partie du crâne. Après l'opération, le jeune homme a passé plusieurs jours dans le coma. Au réveil, il n'est pas tout de suite rendu compte de la gravité de sa blessure. C'est seulement quand les bandages ont été enlevés qu'il a découvert son apparence.

La partie manquante de son crâne est uniquement protégée par une peau très fine. Il ne peut plus travailler sans risquer la mort. Une opération pour se faire placer une prothèse coûterait au moins 750 euros, une somme que Lingurar ne possède pas. En s'adressant aux médias, il espère récolter de l'argent pour retrouver une vie plus normale.

Il court deux fois le marathon de Londres avec un frigo sur le dos



Tony Phoenix-Morrison, 49 ans, est un être hors du commun. Engagé dans la lutte contre le cancer, «Tony the Fridge» a couru le marathon de Londres dimanche avec un frigo de 42 kilos sur le dos. Après ce premier exploit (réalisé en 6 heures, 11 minutes et 57 secondes), il a pris un train vers le point de départ de la course et a parcouru une deuxième fois la distance, de nuit cette fois. Tony the Fridge a été accueilli sur la ligne d'arrivée vers midi lundi, après plus de 26 heures de course. Sa femme et ses enfants étaient présents pour l'accueillir et le féliciter.

En réalité, Tony comptait effectuer non pas deux, mais quatre marathons en 24 heures. Mais des maux de ventre et un gros coup de chaleur ont finalement eu raison de son audacieux projet. Pendant la course, un membre de son équipe a tweeté: «Une autre crise de vomissements sur le bord de la route. Je commence à souhaiter que Tony arrête maintenant. Personne ne devrait souffrir ainsi.» Tony the Fridge a d'ailleurs déclaré qu'il s'agissait de sa dernière collecte de fonds. Le quadragénaire a réalisé d'autres exploits par le passé. En septembre 2013, il a couru quarante marathons en quarante jours, traversant du nord au sud le Royaume-Uni.

Rien que dimanche, Tony the Fridge a collecté 12.000 livres sterling (plus de 14.500 euros) pour la fondation Bobby Robson.

L'énigme de l'homme-mystère des attentats de Boston résolue



À l'heure où l'Amérique entière cherchait l'identité des coupables du double attentat de Boston, survenu le 15 avril 2013 à quelques foulées de la ligne d'arrivée du marathon de la ville, une série de photographies prises par des spectateurs faisait naître les théories les plus folles. Celles-ci étaient stimulées notamment par la présence d'un homme debout, visiblement en mouvement, sur la plate-forme du bâtiment voisin de la première explosion. «Que faisait cet homme sur le toit et surtout qui est-il ?». Cette question s'était répandue comme une trainée de poudre sur les réseaux sociaux et sites de microblogging avant d'être reprise, dans la précipitation, par plusieurs chaînes d'informations en continu. Un an plus tard, le mystère est enfin dévoilé. Dans une interview accordée au site Gawker, l'auteur des clichés, prénommée Maria, révèle les raisons de la présence de cet individu devenu en quelques heures un terroriste potentiel.

«J'étais là depuis 10 heures du matin et j'ai beaucoup de photos, dont plusieurs

montrant cet homme en train d'apprécier un barbecue sur le toit avec ses amis et ses proches, une activité tout à fait normale» ajoute-t-elle. Sa marche soudaine en direction du bâtiment n'est autre qu'une réaction à la détonation.

Le site détenait cette information depuis un an. Mais n'avait pas eu la possibilité de la publier alors que Boston s'était lancé dans une chasse aux frères Tsarnaev, suspects d'avoir perpétré les attentats. Gawker a choisi le premier anniversaire pour le faire, en «souvenir étrange et fascinant, rappelant ce drôle de moment où toutes sortes d'hypothèses circulaient pour expliquer les attentats de Boston», qui ont coûté la vie à trois personnes et ont blessés près de deux cents autres.

Tamerlan Tsarnaev, 26 ans, sera tué le 19 avril après une course poursuite avec la police. Son frère Djokhar, aujourd'hui âgé de 20 ans, sera arrêté, grièvement blessé, quelques heures plus tard. Son procès devrait débuter le 3 novembre prochain. Le suspect, qui risque la peine de mort, a plaidé non-coupable.

Réparer la faille informatique Heartbleed perturbera internet

Réparer l'importante faille informatique Heartbleed, découverte la semaine dernière, pourrait selon des experts américains en sécurité informatique perturber et ralentir internet le temps que son antidote soit généralisé. La bonne nouvelle est que la plupart des grands sites vulnérables ont mis à jour leurs systèmes. Mais la mauvaise nouvelle est que les navigateurs (Chrome, Firefox, Internet Explorer...) risquent d'être surchargés par le renouvellement nécessaire des certificats de sécurité, ce qui pourrait conduire à des messages d'erreur et ralentir l'accès à certains sites, explique à l'AFP Johannes Ullrich, du SANS Internet Storm Center. Heartbleed («cœur qui saigne» en français) touche les versions postérieures à mars 2012 d'une portion de programme baptisée OpenSSL, intégrée à de très nombreux sites internet pour sécuriser des communications ou des transactions.

Le correctif passe par l'obtention par les sites de nouveaux certificats de sécurité pour qu'ils soient reconnus comme fiables par les navigateurs. Mais, les navigateurs doivent mettre à jour leur liste de certificats ou «clés» non fiables ou frauduleux, qui déclenchent une alerte quand un internaute tente d'y accéder. Les navigateurs peuvent habituellement mettre à jour quelques dizaines de clés par jour, mais à cause d'Heartbleed, la liste pourrait se monter à plusieurs dizaines de milliers. Et si la vérification dure trop longtemps, les navigateurs pourraient simplement déclarer le site invalide ou retourner un message d'erreur.

«Les gens vont voir des erreurs», prévient Johannes Ullrich. Le danger, selon lui, est que les utilisateurs ignorent ces avertissements. Alors que des milliers de sites requièrent de nouveaux



certificats de sécurité, «certaines autorités de certificats et administrateurs de sites ont fait des erreurs flagrantes», a souligné la société de sécurité informatique Netcraft. Google a appelé lundi les développeurs d'applications pour smartphones Android à créer de nouvelles clés de sécurité pour empêcher d'éventuelles failles.

Veo Zhang, spécialiste de sécurité informatique chez Trend Micro, explique que les smartphones sont potentiellement vulnérables, à la fois parce qu'ils se connectent à des serveurs affectés par Heartbleed, et parce que certaines applications mobiles sont vulnérables. «Nous en avons trouvé 273 (applications) dans Google Play», c'est-à-dire dans l'univers des applications pour Android, a-t-il écrit sur son blog.

Un pédophile britannique condamné à 20 ans de prison au Maroc

Un Britannique soupçonné de pédophilie a été condamné mardi à 20 ans de prison par un tribunal de Tétouan, dans le nord du Maroc, pour «enlèvement» et «tentatives de viol» sur mineures, a-t-on appris auprès d'une ONG locale. Robert Bill, un Gallois de 59 ans, qui a plaidé non coupable et dispose de 10 jours pour faire appel, a également écopé d'une amende de 100.000 dirhams (9.500 euros), a indiqué à l'AFP le président de l'Observatoire du nord des droits de l'Homme (ONDH), Mohammed Benaissa. Il avait été arrêté en juin 2013 dans une station-service de Tétouan où des passants avaient entendu des cris d'enfant en provenance de son véhicule. Plusieurs personnes avaient encerclé la voiture, immatriculée en Espagne, et pré-

venu la police, la fillette sortant indemne de l'incident. Selon des ONG, l'homme était aussi accusé d'«enlèvement» et «tentative de viol» sur deux autres fillettes, à Tétouan et à Chefchaouen, également dans le nord du royaume.

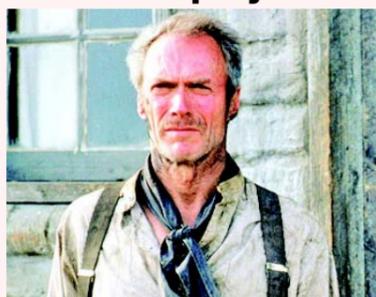
Cet ancien enseignant avait déjà purgé une peine de prison par le passé, à la suite d'une condamnation en 2009 dans son pays pour «tentative d'enlèvement» sur une enfant de cinq ans. Après sa sortie de prison, il avait rejoint le sud de l'Espagne puis était entré au Maroc en novembre 2012 via l'enclave espagnole de Ceuta. D'après la presse marocaine, l'homme, domicilié à Ceuta, faisait en outre l'objet d'un mandat d'arrêt émis par la police espagnole pour des faits comparables.



- 07.00 Journal télévisé
- 07.20 Sabah el kheir
- 07.45 Plateau spécial élection présidentielle 2014
- 12.30 Journal télévisé en français
- 13.00 Journal télévisé
- 13.30 Plateau spécial élection présidentielle 2014
- 18.00 Journal télévisé amazigh
- 18.20 Plateau spécial élection présidentielle 2014
- 20.00 Journal télévisé
- 21.00 Plateau spécial élection présidentielle 2014
- 23.00 Concert de chant
Warda El Djazairia



19.45 Impitoyable



Avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris
Au Kansas, en 1880, William Munny est un ancien chasseur de primes devenu fermier. Veuf, il élève seul ses deux enfants. Un jour, il reçoit la visite de Schofield Kid qui lui propose de reprendre du service. Il s'agit de venger une prostituée qui a été agressée et défigurée par deux clients à Big Whiskey. D'abord réticent, Munny accepte et décide de demander l'aide de Ned, son ancien partenaire.



- 07.00 Journal télévisé
- 07.20 Sabah el kheir
- 10.00 Journal télévisé
- 10.05 Bait El Sisan
- 11.15 Emission UFC
- 11.30 Asr El Khoufya
- 12.45 Journal télévisé
- 13.20 Prière du vendredi
- 14.00 Fadhaa el djoumouaa
- 15.00 Dr House
- 16.00 Atlas el haiaouanate
- 16.20 Sahal mahla
- 16.45 Ben 10
- 17.05 El ilm bayna yadaik
- 18.00 Journal télévisé amazigh
- 18.20 Rihla il fadhaa
- 18.45 Fatawa aala hawa
- 20.00 Journal télévisé
- 21.00 Tango et cash
Film
- 23.00 Group El Ferda



19.45 Thalassa



- Alpes-Maritimes, entre mer et montagne
Présenté par Georges Pernoud
Couleurs niçoises. Depuis des siècles, Nice attire des Russes, des Anglais et des Italiens. Rencontre avec des représentants de cette immigration. • Nos voisins les baleines. Au large de la Côte d'Azur, des biologistes luttent pour la protection des milliers de mammifères marins, menacés par le tourisme de masse • Lérins, l'archipel nature. Visite privée des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat.



JEUDI



19.55 Alice Nevers, le juge est une femme



- Entre dieu et diable
Avec Marine Delterme, Ahmed Sylla, Florence Darel, Maryne Bertieaux
Dans un couvent, une nonne meurt dans les bras d'une pensionnaire, Corinne Leblanc, une ancienne détenue au lourd passé judiciaire. La victime, sœur Bénédicte, 39 ans, a succombé à une paralysie des voies respiratoires, probablement causée par l'ingestion de belladone.



19.55 Bad Teacher



Avec Cameron Diaz, Lucy Punch, Jason Segel, Justin Timberlake
Elizabeth aime l'argent et pour ne jamais en manquer, a décidé d'épouser un quadragénaire milliardaire. Quand ce dernier la quitte brutalement, la jeune femme est obligée de remplir une année comme professeur dans l'école qu'elle venait de quitter. Problème, elle déteste les enfants et ne s'est jamais intégrée auprès de ses collègues, qu'elle méprise fortement. L'arrivée d'un nouvel enseignant séduisant et très riche la ravit.



19.47 Envoyé spécial

Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly

Consommation : les promesses des circuits courts. Grossistes, traders, coopératives, acheteurs, transformateurs ou vendeurs, le nombre d'intermédiaires semble infini entre le consommateur et le producteur. Face à l'opacité de l'industrie agroalimentaire, les consommateurs sont de plus en plus nombreux à favoriser les circuits courts : un seul intermédiaire, pas un de plus.



19.55 House of Cards



Avec Kevin Spacey, Robin Wright, Michael Gill, Jayne Atkinson
Le procureur Dunbar se rend chez le conseiller matrimonial de Walker pour lui poser des questions sur le couple présidentiel. Très affecté par cette nouvelle, Garrett demande des comptes à Frank en qui il n'a plus confiance. Claire intervient auprès de Tricia pour tenter de détendre la situation. Doug entre en contact avec Lisa pour reprendre le contrôle sur Rachel. Jackie Sharp manœuvre habilement afin de ne pas perdre la face devant Claire.

21.40 Weeds



- Du plomb dans la tête
Avec Justin Kirk, Alexander Gould, Mary-Louise Parker, Hunter Parrish
Alors qu'elle porte un toast au cours d'un repas familial, Nancy est la cible d'un coup de feu et s'écroule par terre, le visage en sang. Elle est transportée en urgence à l'hôpital où les médecins la plongent dans un coma artificiel. Shane tente de poursuivre le tireur, en vain. Le jeune homme est furieux quand il



VENDREDI



19.55 The Best, le meilleur artiste



Présenté par Alessandra Martines, Estelle Denis, Arturo Brachetti
Illusion, arts martiaux, acrobatie, danse, chant... Douze artistes venus du monde entier font ce soir la démonstration de leur talent. Chacun se présente devant un jury composé du transformiste Arturo Brachetti, de la danseuse étoile Alessandra Martines, du metteur en scène et coach de stars Sébastien Stella, et pour la première fois de Cynthia Akanga, directrice artistique et chorégraphe.



19.50 Bones



- Mis en boîte
Avec Emily Deschanel, TJ Thyne, David Boreanaz, Michaela Conlin
Des adolescents découvrent avec horreur des restes humains dans le plat qui leur est servi à la cantine. Plusieurs indices tendent à prouver qu'il s'agit d'un meurtre. Le défunt est un chimiste d'une quarantaine d'années spécialisé dans l'agro-alimentaire. Booth découvre qu'il avait plusieurs rivaux au sein de l'usine qui l'employait.

19.47 Candice Renoir



- La vérité sort toujours de la bouche des enfants
Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Thomas Jouannet, Eric Savin
Pour son retour à l'écran, Candice Renoir enquête sur l'agression de Mathieu Vivien, un entraîneur de rugby. Après avoir interrogé un jeune joueur renvoyé du club quelques jours auparavant, soupçonné de dopage, elle se rend dans l'appartement de la victime. Elle découvre que Mathieu cache un secret : il est papa d'une petite fille et partage sa vie avec un homme.

21.40 Ce soir (ou jamais !)



Présenté par Frédéric Taddei
Décrypter le monde d'aujourd'hui à travers le prisme de la culture, tel est le défi de ce talk-show. Fidèle à sa liberté de ton, Frédéric Taddei reçoit des invités venus d'horizons divers : intellectuels, romanciers, essayistes, hommes politiques, cinéastes, comédiens. Ensemble, ils décodent le monde contemporain et débattent des temps forts de l'actualité culturelle, politique et sociale.



19.55 Star Trek Into Darkness



Avec Chris Pine, Zachary Quinto, Benedict Cumberbatch, Simon Pegg
Après accompli une périlleuse mission sur une planète en danger, l'équipage de l'Enterprise rentre sur Terre. Mais le comportement audacieux de Kirk, au mépris de toutes les règles de Starfleet, lui vaut d'être sanctionné. Pendant ce temps, le commandant John Harrison, ancien de Starfleet, commet un attentat qui coûte notamment la vie du commandant Pike. Kirk et Spock sont alors mandatés pour retrouver le criminel, réfugié sur la planète Kronos.

22.05 Les profs



Avec Pierre-François Martin-Laval, Christian Clavier, Isabelle Nanty
Alors que la France connaît un nouveau record d'élèves admis au BAC, le lycée Jules Ferry obtient l'indigne distinction de pire école de France. La direction de l'établissement décide alors de tenter une nouvelle approche : embaucher les plus mauvais professeurs pour les plus mauvais élèves de France. Cutiro, Gladys, Polochon font partie des nouvelles recrues.

Démission du chef des renseignements saoudien

Le puissant chef des services de renseignements saoudiens, le prince Bandar ben Sultan, auquel la gestion du dossier syrien a été retirée récemment, a été démis de ses fonctions «à sa demande», a annoncé mardi soir l'agence officielle SPA. Selon un décret royal, l'adjoint du prince Bandar, le général Yousef ben Ali Al-Idrissi, a été chargé de «remplir les fonctions» du chef des services de renseignements pour le moment. L'agence officielle n'a pas fourni d'explication sur le départ du prince Bandar, se bornant à indiquer qu'il avait été «relevé de ses fonctions à sa demande». Le prince se trouvait depuis fin décembre hors du royaume pour des raisons de santé et avait été hospitalisé aux Etats-Unis, avant de se rendre au Maroc, selon des sources diplomatiques. Fils de l'ancien prince héritier Sultan ben Abdel Aziz et ambassadeur à Washington pendant 22 ans, le prince Bandar avait été nommé en juillet 2012 à la tête des services de renseignement saoudiens. En février, des diplomates avaient indiqué que l'Arabie saoudite lui avait retiré la gestion du dossier syrien, pour la confier notamment au ministre de l'Intérieur, le prince Mohamed Ben Nayef Ben Abdel Aziz, à la pointe de la lutte contre Al-Qaïda.

La police de New York ferme une unité qui espionnait les musulmans



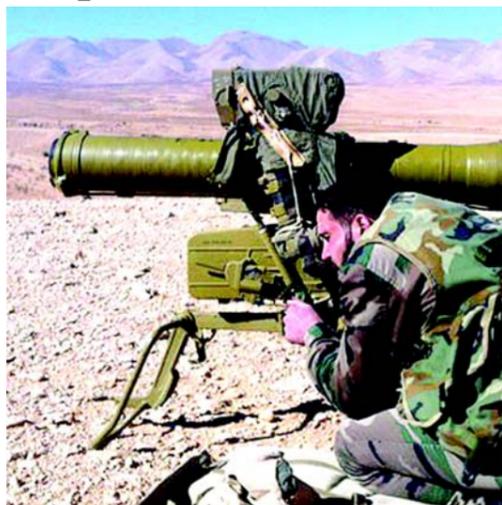
La police de New York a annoncé mardi soir la fermeture d'une unité chargée depuis plusieurs années de surveiller les musulmans, qui faisait l'objet de vives critiques. Ses agents «ont été réaffectés à d'autres tâches, au sein du Bureau du renseignement», a précisé la police, ajoutant dans un communiqué que les informations recueillies par cette unité, «largement inactive» depuis l'arrivée en janvier d'une nouvelle équipe municipale, pouvaient l'être «par des contacts directs entre la police et les communautés concernées». Cette unité, composée apparemment d'une douzaine de personnes, avait été secrètement mise en place dans les années suivant le 11-Septembre, et travaillait sur New York et ses environs.

Des policiers en civil avaient pour mission de surveiller la communauté musulmane, ses lieux de culte, ses restaurants, librairies et magasins, et de documenter ce qu'ils voyaient et entendaient.

8 migrants morts dans un naufrage au large de la Turquie

Au moins huit migrants, dont un enfant, ont trouvé la mort mercredi et cinq autres étaient portés disparus après le naufrage au large de la Turquie de leur embarcation qui tentait de rallier la Grèce, ont rapporté les médias locaux. La nationalité des victimes n'a pas été officiellement confirmée mais, selon certains médias, elles seraient d'origine syrienne. Trois autres migrants qui avaient pris place à bord du bateau ont été secourus par les gardes-côtes et conduits dans un hôpital d'Izmir, sur la côte méditerranéenne de la Turquie, selon les mêmes sources. La Grèce est l'une de principales portes d'entrée illégale dans l'Union européenne (UE).

Des missiles américains pour les « rebelles » syriens



Les insurgés syriens ont reçu pour la première fois au moins 20 missiles anti-chars TOW de fabrication américaine, a affirmé mardi à l'AFP un officier «rebelle», qui n'a pas voulu être identifié. «Des combattants modérés et bien organisés appartenant au mouvement Hazm ont reçu pour la première fois plus de 20 TOW d'une source occidentale», a-t-il indiqué, refusant de dire quel pays était le fournisseur. Le mouvement Hazm, qui appartient à l'Armée syrienne libre (ASL), est composé principalement d'anciens soldats ayant fait défection de l'armée syrienne régulière pour rejoindre la révolte contre le régime. «On nous en a promis plus s'ils sont utilisés à bon escient», a-t-il ajouté. Selon lui, «des dizaines de combattants ont subi un entraînement grâce à une aide internationale pour pouvoir les utiliser», ajoutant que ce matériel avait déjà été utilisé dans des points chauds, comme les provinces septentrionales d'Idlib, Alep et Lattaquié.

Manifestation à Tunis contre les condamnations clémentes d'ex-responsables

Des centaines de personnes ont manifesté mercredi à Tunis pour dénoncer les verdicts cléments rendus par la justice militaire contre d'ex-responsables du régime de Ben Ali dans l'affaire des manifestants tués et blessés pendant la révolution de 2011. «Le peuple réclame justice pour les martyrs», «Quelle honte, quelle honte, les criminels sont dehors !», ont scandé les manifestants.

Le cortège, en tête duquel se trouvaient des membres des familles des victimes ainsi que des blessés, dont certains en fauteuil roulant, ont défilé du tribunal militaire de Bab Saadoun, à Tunis, jusqu'à l'Assemblée constituante dans le quartier du Bardo. «Nous ne ferons plus confiance à la justice militaire», proclamait une grande affiche déployée près de l'Assemblée, tandis que de nombreux

manifestants, certains les larmes aux yeux, brandissaient les photos de jeunes tués pendant la révolte contre le régime de Zine El Abidine Ben Ali, en exil depuis le 14 janvier 2011 en Arabie saoudite. «Je me fiche des verdicts de la justice. Je réclame vengeance pour le sang de mon fils», a dit à l'AFP Rabeh Sallouhi, le père d'un jeune homme tué à Menzel Bourguiba.

Ukraine: bras de fer dans l'Est à la veille de pourparlers

Insurgés pro-russes et forces armées ukrainiennes se livraient mercredi à un bras de fer tendu dans l'Est, à la veille de pourparlers où Moscou veut exiger une «fédéralisation» qui menace le pays d'éclatement selon le gouvernement pro-européen de Kiev. Le ministre ukrainien de la Défense s'est rendu dans la zone frontalière de la Russie où Kiev a lancé dimanche une «opération antiterroriste de grande envergure», sans aucun résultat visible pour l'instant. Mardi, les troupes ukrainiennes s'étaient approchées de Slaviansk, ville emblématique de la dernière série d'insurrections pro-russes, contrôlée depuis samedi par des insurgés armés. Mais

dans un spectaculaire retournement, les groupes armés pro-russes de la région se sont emparés mercredi matin d'au moins six blindés légers. Les engins faisaient partie d'une colonne arrivée dans la matinée à Kramatorsk, à quelques km au sud de Slaviansk, où ils se sont retrouvés aux mains de ces hommes armés non identifiés mais équipés et agissant comme des militaires professionnels bien entraînés. Une autre partie de la colonne restait coincée en début d'après-midi à Kramatorsk. Quatorze blindés légers stationnaient le long d'une voie ferrée, entourés par plusieurs dizaines de manifestants civils pro-russes, a constaté un journaliste de l'AFP.



Amman détruit des véhicules militaires syriens

L'armée de l'air jordanienne a annoncé avoir détruit mercredi des véhicules militaires qui tentaient de pénétrer dans le royaume depuis la Syrie, mais les autorités de Damas ont assuré que ces véhicules n'appartenaient pas à leur armée. «Des avions de combat des forces armées royales ont détruit aujourd'hui à 10H30 plusieurs véhicules militaires qui tentaient de pénétrer en Jordanie depuis la Syrie», a indiqué l'armée jordanienne dans un communiqué. «Les véhicules, camouflés, ont essayé d'entrer depuis un secteur au terrain accidenté. Les avions de combat ont lancé des tirs de semence, qui ont été ignorés, les conduisant à détruire ces véhicules», a ajouté l'armée, en précisant qu'elle «ne tolérera pas ce type d'actions». Une source militaire jordanienne a précisé que «trois véhicules avaient essayé d'entrer dans le royaume près de Rouwaïched», dans le désert.

Une source militaire syrienne, citée par la télévision officielle, a affirmé que les véhicules visés «n'appartenaient pas à l'armée syrienne». «Aucun engin militaire ni blindé appartenant à l'armée arabe syrienne n'a fait mouvement vers la frontière jordanienne», a souligné cette source.

Des dizaines de Palestiniens blessés par les forces israéliennes



Des dizaines de Palestiniens ont été blessés mercredi par les forces d'occupation israéliennes alors qu'ils protestaient contre l'ouverture de la Mosquée Al Aksa à El Qods occupée aux colons juifs par les autorités israéliennes, ont affirmé des sources palestiniennes. Des dizaines «de fidèles ont été blessés dans des heurts avec les forces d'occupation qui ont ouvert l'accès à la Mosquée Al Aksa» aux colons israéliens, a indiqué le Mufti d'El Qods, Cheikh Mohamed Hocine. «Le nombre important de ces blessés s'explique par l'usage abusif par les forces d'occupation de bombes lacrymogènes et assourdissantes», a-t-il précisé. Selon les sources palestiniennes, les fidèles ont été empêchés de se rendre à la Mosquée par les forces israéliennes qui les ont contraints de faire la prière dans la rue. Le gardien d'Al Aksa, Mohamed Moujahed a été agressé par des policiers israéliens avant d'être arrêté. Le but de cette répression israélienne, a-t-on souligné, est l'évacuation des fidèles de la mosquée Al Aqsa pour mettre en oeuvre un plan visant à permettre au colons juifs de se rassembler sur l'esplanade pour entamer leurs rituels.

EDITORIAL

Par K. Selim

CHRONIQUE D'UN «PETIT JOUR»

Le 17 ne sera pas un jour où les institutions se revitalisent par l'effet d'une nouvelle légitimation par le suffrage populaire. Ils ne sont pas nombreux les Algériens qui croient que les élections en Algérie servent à quelque chose. Et, si on ne triture pas, cela s'exprimera largement par un haut niveau d'abstention. Cette élection est cependant encore plus «spécifique» que d'habitude avec une présidence à vie qui s'installe sur fond de crise profonde du régime qui peut déboucher sur des dérapages regrettables. La campagne électorale est officiellement finie depuis le 13 avril, des chaînes de télévision «algériennes-étrangères» ont continué, de la pire des manières, à jeter de l'huile sur le feu, à braquer les Algériens contre d'autres Algériens.

A l'évidence, si ce 17 avril ne peut, structurellement, être un grand jour, certains s'échi-

ment à en faire un très mauvais jour. Les journalistes algériens, qui n'ont pas réellement engagé une autoréflexion sur leur pratique depuis 20 ans, découvrent dans ces comportements anti-professionnels de chaînes offshore «agréées» une amplification caricaturale des dérives du métier. Et si une transition est souhaitée au plan politique, les médias devraient s'y inclure en faisant l'inventaire de leur pratique. Car ce qui s'offre n'a rien de réjouissant : on passe d'une connivence avec le pouvoir à une connivence cumulée avec l'argent et le pouvoir. Cela correspond à une évolution dégradée du régime et non à une accumulation positive au sein de la profession. Pour l'heure, il faut juste espérer que ces médias programmés à l'insulte et à la fabrication de la peur n'auront pas réussi à transmettre le venin de la haine qui ferait de cette journée sans relief un mauvais jour.

L'organisation de la «formalité» électorale n'a même pas permis d'engager l'ébauche d'un débat. Le quatrième mandat, par l'effet de sidération qu'il a provoqué, a tout supplanté. Il y avait pourtant, à travers l'intrusion dans le débat non électoral de personnalités et de partis, une forte mise en garde contre la perpétuation d'un statu quo intenable. Les ressources baissent, la population est plus nombreuse, la rente ne suffira plus. Il faut remettre le pays au travail et ce n'est pas une affaire technique. C'est une question politique. La légitimité et l'exemplarité de ceux qui exercent l'autorité n'est pas un détail. Elle est fondamentale. Remettre le pays au travail suppose que les dirigeants sont moralement aptes à le demander voire à l'exiger. Cela n'est pas possible dans un système rentier fondé sur une triche généralisée et, bien entendu, inégale.

Le pire dans ce «petit jour» est que les tenants de l'ordre établi croient qu'ils ont «mandat» pour ne rien changer. On les a entendus rejeter l'idée de transition. On les entendra plastronner après le 17. Les hommes du pouvoir sont dans une bulle. Ils agitent inconsidérément l'idée du complot, ils cherchent même à faire du printemps un mot repoussoir. Ils seront ce «18, rue de l'impasse» dans laquelle ils maintiennent l'Algérie faute d'écouter les appels pressants au changement. Le 17 est un petit jour. Le 18 sera celui de la poursuite d'une crise systémique qui mine les fondements du pays. Et qui est beaucoup plus sérieuse que les menaces extérieures qui, elles, quand elles existent, jouent sur les faiblesses internes.